

MINUTES OF CONVOCATION

Friday, 25th May, 2007
9:00 a.m.

PRESENT:

The Treasurer (Gavin MacKenzie), Aaron, Aitken, Alexander, Anand, Backhouse, Banack, Campion, Carpenter-Gunn, Caskey, Chahbar (by telephone), Chilcott, Coffey, Conway, Copeland, Crowe, Curtis, Dickson, Dray, Eber, Elliott, Fillion, Finlayson, Furlong, Go, Gottlieb, Halajian, Hare, Hartman, Heintzman, Henderson, Krishna, Lawrence, Lawrie, Lewis, McGrath, Millar, Minor, Murphy, Murray, Pawlitza, Porter, Pustina, Rock, Ross (by telephone), Rothstein, Ruby, St. Lewis, Sandler, Schabas, Silverstein, Swaye, Symes and Wright.

.....

Secretary: Katherine Corrick

The Reporter was sworn.

.....

IN PUBLIC

.....

MOTION – ELECTION OF BENCHER

WHEREAS Gavin MacKenzie was elected from the Province of Ontario “A” Electoral Region (City of Toronto) on the basis of the votes cast by electors residing in that electoral region.

WHEREAS upon being elected Treasurer on February 23, 2006, Gavin MacKenzie ceased to hold office as an elected bencher in accordance with subsection 25 (2) of the *Law Society Act*, thereby creating a vacancy in the office of bencher elected from the Province of Ontario “A” Electoral Region (City of Toronto) on the basis of the votes cast by electors residing in that electoral region.

MOVED BY: Derry Millar

SECONDED BY: Larry Banack

THAT under the authority contained in By-Law 3, Linda Rothstein, having satisfied the requirements contained in subsections 42 (2) and 45 (1) of the By-Law, and having consented to the election in accordance with subsection 42 (2) of the By-Law, be elected by Convocation

to fill the vacancy in the office of benchner elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of votes cast by electors residing in that electoral region.

WHEREAS Linda Rothstein, who was elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of the votes cast by all electors, has been elected by Convocation to fill a vacancy in the office of benchner elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of votes cast by electors residing in that electoral region; and

WHEREAS Linda Rothstein's election to fill a vacancy in the office of benchner elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of votes cast by electors residing in that electoral region has created a vacancy in the number of benchners elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of the votes cast by all electors;

MOVED BY: Derry Millar

SECONDED BY: Larry Banack

THAT under the authority contained in By-Law 3, Avvy Go, having satisfied the requirements contained in subsections 43 (1) and 45 (1) of the By-Law, and having consented to the election in accordance with subsection 45 (2) of the By-Law, be elected by Convocation as benchner to fill the vacancy in the number of benchners elected from the Province of Ontario "A" Electoral Region (City of Toronto) on the basis of the votes cast by all electors.

Carried

TREASURER'S REMARKS

The Treasurer introduced each of the new benchners and welcomed Allan Rock back to Convocation.

On behalf of Convocation, the Treasurer congratulated Mary Louise Dickson who received the Osgoode Hall Law School Alumni Gold Key Award for Achievement.

The Treasurer announced that a ginko tree was recently planted in honour of Carlos Sousa, a long time employee of the Law Society who passed away on August 6, 2006. A plaque will be placed at the base of the tree.

The Treasurer reported on his activities since April Convocation.

DRAFT MINUTES OF CONVOCATION

The Draft Minutes of Convocation of April 26, 2007 were confirmed.

MOTION – BY-LAW 4 [French Version]

1-dpm

THE LAW SOCIETY OF UPPER CANADA
BY-LAWS MADE UNDER
SUBSECTIONS 62 (0.1) AND (1) OF THE *LAW SOCIETY ACT*

BY-LAW 4
[LICENSING]

MOVED BY Thomas Heintzman

SECONDED BY Bradley Wright

THAT By-Law 4 [Licensing], made by Convocation on May 1, 2007 be further amended as follows:

1. By-Law 4 [Licensing] be amended by adding the following:

RÈGLEMENT ADMINISTRATIF N° 4

OCTROI DE PERMIS

PARTIE I

CATÉGORIES DE PERMIS

PERMIS D'EXERCICE DU DROIT

Catégories de permis

1. (1) Les catégories suivantes de permis autorisent l'exercice du droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate :

1. la catégorie L1;
2. la catégorie L2.

Disposition transitoire

Interprétation

- (2) Aux paragraphes (3) et (4) :

« membre » s'entend d'une personne qui est membre selon la définition qu'en donne l'article 1 de la Loi dans sa version en vigueur immédiatement avant le 1^{er} mai 2007;

« membre provisoire » s'entend d'une personne reçue à titre de membre provisoire du Barreau en vertu de l'article 28.1 de la Loi dans sa version en vigueur immédiatement avant le 1^{er} mai 2007.

Membre qui n'est pas membre provisoire

(3) Quiconque, à l'exception des membres provisoires, est membre immédiatement avant le 1^{er} mai 2007 est réputé détenir un permis de catégorie L1 le 1^{er} mai 2007.

Membre provisoire

(4) Quiconque est membre provisoire immédiatement avant le 1^{er} mai 2007 est réputé détenir un permis de catégorie L2 le 1^{er} mai 2007.

Champ d'application des activités

Catégorie L1

2. (1) Sous réserve des conditions applicables ou des restrictions imposées à une catégorie de permis ou aux titulaires de permis et de toute ordonnance rendue en vertu de la Loi, les titulaires de permis qui détiennent un permis de catégorie L1 sont autorisés à exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate.

Catégorie L2

(2) Sous réserve des conditions applicables ou des restrictions imposées à une catégorie de permis ou aux titulaires de permis et de toute ordonnance rendue en vertu de la Loi, les titulaires de permis qui détiennent un permis de catégorie L2 sont habilités à exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate au service du procureur général de l'Ontario ou, s'ils sont nommés en vertu de la *Loi sur les procureurs de la Couronne*, procureurs de la Couronne ou procureurs adjoints de la Couronne.

Conditions, etc.

Application de l'article

3. (1) Le présent article s'applique aux titulaires d'un permis de catégorie L1.
Plus de 65 ans

(2) Les titulaires de permis qui sont exemptés de la cotisation annuelle, car ils satisfont aux conditions énoncées au paragraphe 5 (1) du Règlement administratif n° 5 [Cotisation annuelle] sont assujettis aux conditions et aux restrictions suivantes :

1. Les titulaires de permis sont autorisés à exercer le droit en Ontario, à titre bénévole, dans le cadre :
 - i. d'un programme agréé par Pro Bono Law Ontario;

- ii. d'une clinique, au sens où l'entend la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*, financée par Aide juridique Ontario, et approuvée par Pro Bono Law Ontario.

Incapacité

(3) Les titulaires de permis qui sont exemptés de la cotisation annuelle, car ils satisfont aux conditions énoncées au paragraphe 5 (2) du Règlement administratif n° 5 [Cotisation annuelle] sont assujettis aux conditions et aux restrictions suivantes :

1. Il est interdit aux titulaires de permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate.

Exonération du paiement des contributions au titre des assurances

(4) Les titulaires de permis qui sont tenus de payer la cotisation annuelle, ou qui le seraient si on ne les avait pas exemptés de la cotisation annuelle du fait qu'ils sont habilités à exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate depuis au moins cinquante ans, et qui sont exemptés du paiement des contributions au titre des assurances sont assujettis aux conditions et aux restrictions suivantes :

1. Les titulaires de permis ne peuvent exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate au sein d'une entreprise individuelle, d'une société de personnes, d'une société professionnelle ou en vertu de tout arrangement qui permet à au moins deux titulaires de permis de partager les dépenses communes en totalité ou en partie tout en exerçant le droit en qualité d'avocat ou d'avocate indépendant(e), sauf à titre d'avocat ou d'avocate bénévole pour le compte ou au nom d'organismes sans but lucratif.

Autorisation d'exercer le droit à l'extérieur de l'Ontario

(5) Les titulaires de permis autorisés à exercer le droit dans une province ou un territoire du Canada autre que l'Ontario sont assujettis aux conditions ou aux restrictions visant l'autorisation d'exercer le droit dans cette province ou ce territoire.

Durée des dispositions, etc.

(6) Les conditions ou restrictions imposées aux titulaires de permis en vertu du présent article demeurent en vigueur jusqu'à leur annulation en vertu de l'article 3.1.

Annulation des dispositions, etc.

4. (1) Les titulaires de permis qui sont assujettis à des conditions ou à des restrictions en vertu de l'article 3 peuvent s'adresser au Barreau pour faire annuler ces conditions ou restrictions, et le Barreau peut :

- a) annuler ces conditions ou restrictions;
- b) exiger que les titulaires de permis terminent leur formation et acquièrent l'expérience que le Barreau juge nécessaire pour s'assurer que les titulaires de permis possèdent les compétences requises pour exercer le droit en Ontario à

titre d'avocat ou d'avocate sans conditions ni restrictions et, si les titulaires de permis terminent leur formation et acquièrent l'expérience prescrite, annuler les conditions et les restrictions;

- c) annuler les conditions ou les restrictions sous réserve des conditions et des restrictions suivantes :
 - (i) les titulaires de permis ne doivent exercer le droit :
 - (A) qu'à titre d'employés d'une personne approuvée par le Barreau;
 - (B) qu'à titre d'employé ou d'associé, et sous la surveillance d'un ou d'une titulaire de permis de catégorie L1 qui est approuvé(e) par le Barreau;
 - (C) que sous l'autorité d'un ou d'une titulaire de permis de catégorie L1 qui est approuvé(e) par le Barreau;
 - (ii) les titulaires de permis doivent, dans le délai prescrit par le Barreau, suivre la formation et acquérir l'expérience que le Barreau juge nécessaire pour s'assurer que les titulaires de permis possèdent les compétences requises pour exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate sans conditions ni restrictions.

Violation des conditions, etc. imposées en application du paragraphe (1)

(2) Si les titulaires de permis omettent de se conformer à une restriction ou à une condition qui leur est imposée en vertu de l'alinéa (1) c), l'annulation des conditions et des restrictions prévues en vertu de l'alinéa (1) c) est dès lors réputée sans effet.

Renseignements que les titulaires de permis sont tenus de communiquer

(3) Les titulaires de permis sont tenus de communiquer au Barreau tous les documents et renseignements que peut exiger le Barreau au sujet du présent article.

PERMIS AUTORISANT LA PRESTATION DE SERVICES JURIDIQUES

Catégories de permis

5. Les catégories de permis suivantes autorisent la prestation de services juridiques en Ontario :

- 1. La catégorie P1.

Champ d'activité

Catégorie P1

Interprétation

6. (1) Dans le présent article, sauf indication contraire du contexte :

« demande d'indemnité » s'entend d'une demande d'indemnité d'accident légale au sens de la *Loi sur les assurances*, sauf une demande d'indemnité de la part d'une personne qui a ou qui semble avoir une déficience invalidante au sens de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales;

« partie » s'entend d'une partie à une instance judiciaire;

« instance » s'entend d'une instance réelle ou d'une instance projetée

- a) devant la Cour des petites créances;
- b) devant la Cour de justice de l'Ontario en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- c) devant un tribunal des poursuites sommaires en vertu du *Code criminel* (Canada);
- d) devant un tribunal constitué en vertu d'une loi de l'Ontario ou en vertu d'une loi fédérale;
- e) devant une personne qui traite une demande d'indemnité ou une question liée à une demande d'indemnité dont un médiateur ou une médiatrice, une personne qui effectue une évaluation, un ou une arbitre ou un administrateur ou une administratrice en vertu des articles 280, 280.1, 282 ou 283 ou 284, respectivement, de la *Loi sur les assurances*.

« Annexe sur les indemnités d'accident légales » s'entend de l'Annexe sur les indemnités d'accident légales au sens de la *Loi sur les assurances*.

Activités autorisées

(2) Sous réserve des conditions ou des restrictions imposées à la catégorie de permis ou aux titulaires de permis, et sous réserve de toute ordonnance rendue en vertu de la Loi, les titulaires de permis qui détiennent un permis de catégorie P1 sont autorisés à poser les actes suivants :

- 1. fournir un avis à une personne concernant ses intérêts juridiques et ses responsabilités ou ses droits légaux relativement à une instance ou à l'objet d'une instance;
- 2. représenter une partie :
 - i. dans le cadre d'une instance à la Cour des petites créances, devant la Cour des petites créances;
 - ii. dans le cadre d'une instance en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*, devant la Cour de justice de l'Ontario;
 - iii. dans le cadre d'une instance en vertu du *Code criminel*, devant un tribunal des poursuites sommaires;
 - iv., dans le cadre d'une instance devant un tribunal constitué en vertu d'une loi de l'Ontario ou en vertu d'une loi fédérale, devant le tribunal;

- v. dans le cadre d'une instance devant une personne qui traite une demande d'indemnité ou une question liée à une demande d'indemnité, devant la personne.
- 3. Poser tout acte mentionné au paragraphe 1 (7) de la Loi, à condition que l'activité soit prescrite par les règles de procédure régissant une instance.
- 4. Choisir, rédiger, achever, réviser ou aider au choix, à la rédaction, à l'achèvement ou à la révision d'un document devant servir dans une instance.
- 5. Négocier les intérêts juridiques, droits ou responsabilités d'une personne relativement à une instance ou à l'objet d'une instance.
- 6. Choisir, rédiger, achever, réviser un document qui touche les intérêts juridiques et les responsabilités ou les droits légaux d'une personne relativement à une instance ou à l'objet d'une instance ou aider au choix, à la rédaction, à l'achèvement ou à la révision d'un tel document.

PARTIE II

DÉLIVRANCE DU PERMIS

INTERPRÉTATION

Interprétation

7. Dans la présente partie :

« faculté de droit agréée » s'entend d'une faculté de droit au Canada agréée par le Barreau;

« programme agréé » s'entend d'un programme de services juridiques en Ontario approuvé par le ministre de la Formation et des Collèges et Universités et agréé par le Barreau;

« cycle d'admission » s'entend :

- a) dans le cas d'une personne qui s'inscrit au Barreau pour être admissible à passer un examen d'admission ou à conclure une convention de stage, condition essentielle pour obtenir un permis de catégorie L1, de la période allant du 1^{er} mai d'une année au 30 avril de l'année suivante;
- b) dans le cas d'une personne qui s'inscrit au Barreau pour être admissible à passer un examen d'admission qui est une condition essentielle pour obtenir un permis de catégorie P1, de la période allant du 1^{er} juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.

EXIGENCES GÉNÉRALES

Exigences relatives à la délivrance d'un permis

8. (1) Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis en vertu de la Loi :

1. le requérant ou la requérante doit présenter au Barreau une demande dûment remplie pour la catégorie de permis souhaitée sur le formulaire que lui remet le Barreau;
2. le requérant ou la requérante est tenu(e) de payer les droits applicables, notamment les frais liés à la demande et la cotisation annuelle applicables;
3. le requérant ou la requérante doit être de bonne moeurs;
4. le requérant ou la requérante doit prêter le serment applicable;
5. le requérant ou la requérante doit remettre au Barreau tous les documents et renseignements exigés du Barreau pour la délivrance d'un permis.

Assertions inexactes

(2) Le requérant ou la requérante qui, soit par commission, soit par omission, fait une assertion ou déclaration inexacte ou trompeuse relativement à une demande de permis est dès lors réputé ne pas satisfaire et ne pas avoir satisfait aux exigences propres à la délivrance d'un permis en vertu de la Loi.

PERMIS AUTORISANT L'EXERCICE DU DROIT

Exigences relatives à la délivrance d'un permis de catégorie L1

9. (1) Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis de catégorie L1 :

1. Le requérant ou la requérante doit détenir soit :
 - i. un baccalauréat en droit d'une faculté de droit au Canada qui était, au moment où elle lui a conféré ce diplôme, une faculté de droit agréée;
 - ii. un certificat de qualification professionnelle émis par le Comité national sur les équivalences des diplômes de droit nommé par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada et le Conseil des doyens et des doyennes des facultés de droit du Canada.
2. Le requérant ou la requérante doit avoir réussi l'examen ou les examens essentiels à la délivrance du permis établis par le Barreau, et ce, au plus trois ans avant la demande de permis.

3. Le requérant ou la requérante doit avoir réussi le programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle offert par le Barreau, et ce, au plus trois ans avant la demande de permis.
4. Le requérant ou la requérante doit :
 - i. avoir effectué avec succès le temps de service prévu en vertu de la convention de stage pour une période d'au plus dix mois, tel que fixé par le Barreau;
 - ii. si le service prévu en vertu de la convention de stage précède de plus de trois ans la demande de permis, avoir réussi la formation complémentaire et obtenu l'expérience supplémentaire que le Barreau juge nécessaire pour s'assurer que les connaissances du requérant ou de la requérante sont à jour en ce qui a trait au droit et à son exercice.

Dispense d'examen

(2) Le requérant ou la requérante est dispensé(e) de l'exigence prévue à l'alinéa 2 du paragraphe (1) dans les conditions suivantes :

- a) Le requérant ou la requérante :
 - (i) est autorisé(e) à exercer le droit dans une province ou un territoire du Canada autre que l'Ontario dont l'organisme de réglementation de la profession juridique autoriserait les titulaires de permis de catégorie L1 à exercer le droit dans cette province ou dans ce territoire sans les avoir obligés au préalable à réussir un examen;
 - (ii) examine la documentation que le Barreau, faisant preuve de diligence raisonnable, juge nécessaire pour s'assurer que le requérant ou la requérante connaît bien la pratique et le droit en Ontario;
 - (iii) atteste qu'il ou elle a examiné et qu'il ou elle comprend la documentation dont il est fait mention au sous-alinéa (ii), en la forme fournie par le Barreau;
- b) le requérant ou la requérante est doyen ou doyenne d'une faculté de droit agréée et a entamé la deuxième année consécutive à ce poste;
- c) le requérant ou la requérante est membre permanent du corps professoral d'une faculté de droit agréée et a entamé la troisième année consécutive dans ces fonctions.

Dispense du stage d'avocat et du programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle

(3) Le requérant ou la requérante est dispensé(e) des exigences mentionnées aux alinéas 3 et 4 du paragraphe (1) dans les cas suivants :

- a) le requérant ou la requérante est autorisé(e) à exercer le droit dans une province ou un territoire du Canada autre que l'Ontario;

- b) le requérant ou la requérante est doyen d'une faculté de droit agréée et a entamé une deuxième année consécutive à ce poste;
- c) le requérant ou la requérante est membre permanent du corps professoral d'une faculté de droit agréée et a entamé une troisième année consécutive dans ces fonctions.

Exigences relatives à la délivrance d'un permis de catégorie L2

10. Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis de catégorie L2 :

- 1. le requérant ou la requérante doit être autorisé(e) à exercer le droit à l'extérieur de l'Ontario;
- 2. le procureur général de l'Ontario doit demander au Barreau de délivrer le permis au requérant ou à la requérante.

Admission au Barreau et admission et inscription en qualité d'avocat

11. Quiconque répond aux exigences relatives à la délivrance d'un permis de catégorie L1 mentionnées à l'article 9 a les qualités requises pour :

- a) être admis au Barreau;
- b) être admis et inscrit en qualité d'avocat auprès de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour supérieure de justice.

PERMIS AUTORISANT LA PRESTATION DE SERVICES JURIDIQUES

Exigences relatives à la délivrance d'un permis de catégorie P1 : demande reçue avant le 1^{er} novembre 2007

12. (1) Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis de catégorie P1 à l'intention d'un requérant ou d'une requérante qui en fait la demande avant le 1^{er} novembre 2007 :

- 1. Le requérant ou la requérante doit avoir satisfait à l'une des exigences suivantes :
 - i. avoir fourni les services juridiques que les titulaires de permis de catégorie P1 sont autorisés à fournir, à temps plein pendant un total de trois (3) ans au cours des cinq (5) ans ayant précédé le 1^{er} mai 2007;
 - ii. avoir obtenu, dans le cadre d'un programme de services juridiques en Ontario, une formation que le Barreau juge équivalente à au moins neuf cours dans le cadre d'un programme de services juridiques en Ontario qui est agréé par le ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario, et avoir fourni des services juridiques, que les titulaires de permis de catégorie P1 sont autorisés à fournir, au cours des

cinq ans ayant précédé le 1^{er} mai 2007, services juridiques qui comprennent dix (10) cas de représentation d'une partie devant la Cour des petites créances, la Cour de justice de l'Ontario, un tribunal des poursuites sommaires, un tribunal établi en vertu d'une loi de l'Ontario ou d'une loi fédérale ou devant une personne traitant une demande d'indemnisation, au sens de l'article 6, ou une question liée à une demande d'indemnisation lorsque la Cour des petites créances, la Cour de justice de l'Ontario, le tribunal des poursuites sommaires ou la personne était saisie du bien-fondé d'une instance;

- iii. avoir obtenu, dans les trois (3) ans précédant la demande de permis, un diplôme décerné dans le cadre d'un programme de services juridiques qui était alors agréé par le ministère de la Formation, des Collèges et Universités, et qui comprenait :
 - A. dix-huit (18) cours, dont la plupart assuraient une formation sur les services juridiques que les titulaires de permis de catégorie P1 sont autorisés à fournir et dont un cours portait sur la responsabilité et la déontologie professionnelles;
 - B. un stage pratique d'au moins 120 heures.
- 2. Le requérant ou la requérante doit avoir réussi l'examen ou les examens d'admission applicables établis par le Barreau.
- 3. Le requérant ou la requérante doit présenter la confirmation écrite de deux personnes, figurant sur la liste de personnes et dans le formulaire que lui fournit le Barreau, attestant que le requérant ou la requérante satisfait aux exigences énoncées à l'alinéa 1.

Interprétation : « à temps plein »

(2) Aux fins du présent article, on considère que le requérant ou la requérante fournisse des services juridiques à temps plein si celui-ci ou celle-ci fournit des services juridiques en moyenne 30 heures par semaine.

Exigences préalables à la délivrance d'un permis de catégorie P1 : Demande reçue après le 31 octobre 2007 et avant le 1^{er} juillet 2010

13. Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis de catégorie P1 à l'intention d'un requérant ou d'une requérante qui demande le permis après le 31 octobre 2007, mais avant le 1^{er} juillet 2010 :

- 1. Le requérant ou la requérante doit, dans les trois (3) ans précédant sa demande de permis, avoir obtenu un diplôme décerné dans le cadre d'un programme de services juridiques en Ontario qui était alors agréé par le ministère de la Formation, des Collèges et Universités, et qui comprenait :
 - i. dix-huit cours, dont la plupart assuraient une formation sur les services juridiques que les titulaires de permis de catégorie P1 (autorisant la

prestation de services juridiques) sont autorisés à fournir et dont un cours portait sur la responsabilité et la déontologie professionnelles;

- ii. un stage pratique d'au moins 120 heures.
2. Le requérant ou la requérante doit avoir réussi l'examen ou les examens d'admission applicables établis par le Barreau.

Exigences préalables à la délivrance d'un permis de catégorie P1 : Demande reçue après le 30 juin 2010

14. Les exigences suivantes s'appliquent à la délivrance d'un permis de catégorie P1 à l'intention d'un requérant ou d'une requérante qui demande le permis après le 30 juin 2010 :

- 1. le requérant ou la requérante doit avoir obtenu un diplôme décerné dans le cadre d'un programme de services juridiques qui était alors agréé;
- 2. le requérant ou la requérante doit avoir réussi l'examen ou les examens d'admission applicables établis par le Barreau dans les trois ans précédant la demande de permis.

EXAMENS D'ADMISSION

Exigences générales

15 (1) Quiconque satisfait aux exigences suivantes est habilité à passer un examen d'admission établi par le Barreau :

- 1. La personne doit s'inscrire auprès du Barreau, avant la date de l'examen, au plus tard au moment indiqué par le Barreau.
- 2. La personne doit présenter au Barreau une demande d'examen dûment remplie, pour l'examen qu'elle souhaite passer, et ce, à l'aide du formulaire fourni par le Barreau, avant le jour de l'examen et, au plus tard, au moment indiqué par le Barreau.
- 3. La personne doit acquitter les frais d'examen applicables, avant la date d'examen et, au plus tard, au moment indiqué par le Barreau.
- 4. La personne doit fournir au Barreau tous les documents et renseignements que le Barreau peut lui demander concernant les exigences auxquelles satisfaire pour se présenter à l'examen.
- 5. La personne ne doit pas être inadmissible à passer l'examen en vertu du présent Règlement administratif.

Assertions inexactes

(2) Quiconque fait, soit par commission, soit par omission, une assertion ou une déclaration inexacte ou trompeuse relativement à une demande d'examen, est dès lors réputé ne pas satisfaire, et ne pas avoir satisfait, aux exigences donnant droit à passer un examen d'admission et, sous réserve du paragraphe (3), son examen d'admission n'est pas pris en compte même s'il le réussit.

Annulation reportée du résultat d'un examen

(3) Lorsque l'assertion inexacte ou trompeuse dont il est question au paragraphe (2) concerne le respect de l'exigence de l'alinéa 1 du paragraphe 9 (1) ou de l'alinéa 1 de l'article 14 et a été faite par la personne de bonne foi, la personne est réputée ne pas satisfaire, et ne pas avoir satisfait, aux exigences donnant droit à passer un examen d'admission, et son examen d'admission n'est pas pris en compte même si elle le réussit si la personne ne satisfait pas à l'exigence de l'alinéa 1 du paragraphe 9 (1) ou à l'alinéa 1 de l'article 14, selon le cas, au plus tard à la fin du cycle d'admission pour lequel la personne est inscrite au Barreau pour être admissible à passer l'examen d'admission applicable.

Examen d'admission ouvrant droit au permis de catégorie L1

16. (1) Quiconque répond à l'exigence de l'alinéa 1 du paragraphe 9 (1) est admissible à l'examen d'admission, qui est une exigence préalable à la délivrance d'un permis de catégorie L1.

Examen d'admission ouvrant droit au permis de catégorie P1

(2) Une personne est admissible à l'examen d'admission, qui est une exigence préalable à l'obtention du permis de catégorie P1, si :

- a) dans le cas d'un requérant ou d'une requérante qui demande un permis de catégorie P1 avant le 1^{er} novembre 2007, la personne satisfait aux exigences des alinéas 1 et 3 du paragraphe 12 (1);
- b) dans le cas d'un requérant ou d'une requérante qui demande un permis de catégorie P1 après le 31 octobre 2007, mais avant le 1^{er} juillet 2010, la personne satisfait à l'exigence de l'alinéa 1 de l'article 13;
- c) dans le cas d'un requérant ou d'une requérante qui demande un permis de catégorie P1 après le 30 juin 2010, la personne satisfait à l'exigence de l'alinéa 1 de l'article 14.

Échec d'un examen d'admission

(3) Quiconque a été admis à un examen d'admission, qui est une exigence préalable à l'obtention d'un permis de catégorie P1, du fait qu'il a satisfait à l'exigence du sous-alinéa (i) ou (ii) de l'alinéa 1 du paragraphe 12 (1) et a échoué l'examen à trois reprises ne peut plus être admissible à passer l'examen en satisfaisant à l'exigence du sous-alinéa (i) ou (ii) de l'alinéa 1 du paragraphe 12 (1).

CONVENTION DE STAGE

Exigences

17. 1) Quiconque satisfait aux exigences suivantes est habilité à entrer en service en vertu de la convention de stage, qui est une exigence préalable à la délivrance d'un permis de catégorie L1, aux conditions suivantes :

1. L'intéressé ou l'intéressée s'inscrit au Barreau.
2. L'intéressé ou l'intéressée satisfait à l'exigence de l'alinéa 1 du paragraphe 9 (1).
3. L'intéressé ou l'intéressée réussit un programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle offert par le Barreau au plus trois ans avant d'entrer en service en vertu de la convention de stage.
4. L'intéressé ou l'intéressée fournit au Barreau tous les documents et renseignements que peut exiger le Barreau concernant les exigences préalables à l'entrée en service en vertu de la convention de stage.

Dispense du programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle

(2) Le Barreau peut, aux conditions qu'il juge appropriées, dispenser une personne de satisfaire à l'exigence énoncée à l'alinéa 3 du paragraphe (1) et, si la personne est ainsi dispensée par le Barreau, celle-ci est dispensée de l'exigence aux fins du présent article.

Annulation de la dispense et du service

(3) Si une personne qui est dispensée en vertu du paragraphe (2) de l'exigence énoncée à l'alinéa 3 du paragraphe (1) omet de se conformer à une condition de sa dispense, la personne est par la suite réputée ne pas être, et ne pas avoir été, dispensée de l'exigence, et son service en vertu de la convention de stage est réputé par la suite sans effet.
Étudiant

18. (1) Quiconque est entré en service en vertu de la convention de stage est un étudiant.

Application de la Loi, etc. aux étudiants

- 2) Les dispositions suivantes s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à un étudiant :
 1. Les articles suivants de la Loi :
 - i. les articles 33 à 40;
 - ii. l'article 45;
 - iii. l'article 49.3;
 - iv. les articles 49.8 à 49.13;

- v. les articles 49.20 à 49.43.
- 2. Le Règlement de l'Ontario 30/99, adopté en vertu de la Loi.
- 3. Les articles 2 et 3 du Règlement administratif n° 8 [Déclarations obligatoires].
- 4. Les parties I, II, III et VI du Règlement administratif n° 11 [Réglementation de la conduite, de la capacité et de la compétence professionnelle].
- 5. Les règles de pratique et de procédure.

INSCRIPTION

Exigences générales

- 19. (1) Quiconque satisfait aux exigences suivantes est habilité à s'inscrire au Barreau :
 - 1. La personne doit présenter au Barreau une demande d'inscription dûment remplie, en utilisant le formulaire fourni par le Barreau.
 - 2. La personne doit payer les droits d'inscription applicables.
 - 3. La personne doit fournir au Barreau tous les documents et renseignements que peut exiger le Barreau concernant les exigences préalables aux inscriptions.

Assertions inexactes

(2) Quiconque fait, soit par commission, soit par omission, une assertion ou déclaration inexacte ou trompeuse relativement à une demande d'inscription, est dès lors réputé ne pas satisfaire, et ne pas avoir satisfait, aux exigences d'inscription, et l'inscription de la personne est dès lors réputée sans effet; la réussite de tout examen d'admission passé par la personne est dès lors réputée sans effet; la réussite de tout programme d'habiletés et de responsabilité professionnelle offert par le Barreau suivi par la personne est dès lors réputée sans effet, et tout service en vertu de la convention de stage est dès lors réputé sans effet.

Inscription au cycle d'admission

- 20. (1) Quiconque s'inscrit au Barreau doit être inscrit à un cycle d'admission déterminé.

Transition

Étudiant en droit dans un cours de formation professionnelle du Barreau

(2) Quiconque est, immédiatement avant le 1^{er} mai 2007, un étudiant en droit inscrit au cours de formation professionnelle du Barreau en vertu du Règlement administratif n° 12, selon son libellé immédiatement avant le 1^{er} mai 2007, est, à compter du 1^{er} mai 2007, réputé être inscrit au Barreau et avoir été inscrit au cycle d'admission qui correspond à l'année universitaire pendant laquelle la personne a été admise au cours.

Mise à la disposition du public du nom de l'inscrit

21. Le Barreau peut, aux fins d'examen, rendre publics les noms des inscrits à un moment donné.

ASSERMENTATION

Requérant ou requérante de permis de catégorie L1 ou de catégorie L2

22. Le requérant ou la requérante d'un permis de catégorie L1 ou de catégorie L2 doit prêter le serment applicable dans le cadre de son admission au Barreau et de son admission et inscription en qualité d'avocat de la Cour d'appel de l'Ontario et de la Cour supérieure de Justice.

Serment requis : Permis de catégorie L1

23. (1) Le serment requis d'un requérant ou d'une requérante qui demande la délivrance d'un permis de catégorie L1 en vertu de la Loi est le suivant :

Je jure ou affirme solennellement que je traiterai toutes les questions et instances avec diligence et fidélité au mieux de ma connaissance et de ma compétence. Je ne chercherai en aucun cas à détruire les biens d'autrui. Je n'intenterai aucune cause frivole. Je ne détournerai pas la loi pour favoriser ou défavoriser qui que ce soit. En toutes choses, j'agirai avec loyauté, honnêteté et intégrité. Je me soumettrai aux normes et aux règles qui régissent l'exercice du droit dans la province de l'Ontario. Je tenterai d'améliorer l'administration de la justice. Je soutiendrai la règle de droit et veillerai à respecter les intérêts, droits et libertés de tous conformément à la constitution et aux lois du Canada et de la province de l'Ontario.

Serment requis : Permis de catégorie P1

(2) Le serment requis pour un requérant ou la requérante qui demande la délivrance d'un permis de catégorie L1 en vertu de la Loi est le suivant :

Je jure ou affirme solennellement que je traiterai toutes les questions et instances avec diligence et fidélité au mieux de ma connaissance et de ma compétence. Je ne chercherai en aucun cas à détruire les biens d'autrui. Je n'intenterai aucune cause frivole. Je ne détournerai pas la loi pour favoriser ou défavoriser qui que ce soit. En toutes choses, j'agirai avec loyauté, honnêteté et intégrité. Je me soumettrai aux normes et aux règles qui régissent l'exercice du droit dans la province de l'Ontario. Je tenterai d'améliorer l'administration de la justice. Je soutiendrai la règle de droit et veillerai à respecter les intérêts, droits et libertés de tous conformément à la constitution et aux lois du Canada et de la province de l'Ontario.

Serment facultatif : serment d'allégeance

24. Le requérant ou la requérante d'un permis en vertu de la Loi peut prêter le serment suivant :

Je jure ou affirme solennellement et sincèrement que je serai fidèle et porterai allégeance à Sa Majesté la Reine Élisabeth Deux (ou au souverain régnant, le cas échéant), à ses héritiers et successeurs, conformément à la loi.

PARTIE III

REMISE DU PERMIS

REMISE DU PERMIS D'EXERCICE DU DROIT

Marche à suivre pour la remise du permis

25. (1) Sous réserve de l'article 27, les titulaires de permis qui veulent remettre leur permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate doivent en faire la demande au Barreau par écrit.

Déclaration solennelle ou affidavit

(2) Toute demande présentée conformément au paragraphe (1) est accompagnée d'une déclaration solennelle ou, lorsque le requérant ou la requérante n'est pas résident(e) du Canada, d'un affidavit précisant :

- a) l'âge du requérant ou de la requérante, la date de délivrance de son permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate, le lieu de résidence du requérant ou de la requérante, l'adresse professionnelle du requérant ou de la requérante, le cas échéant, le nombre d'années pendant lesquelles le requérant ou la requérante a exercé le droit en Ontario, le cas échéant, et les raisons pour lesquelles il ou elle veut remettre son permis;
- b) que le requérant ou la requérante a rendu compte de tous les fonds et biens détenus en fiducie dont il ou elle était responsable et qu'il ou elle les a remis aux personnes y ayant droit, ou, selon le cas, qu'il ou elle n'est responsable d'aucune somme ou d'aucun bien détenu en fiducie;
- c) que les dossiers de tous les clients ont été réglés et fermés ou que des dispositions ont été prises à la satisfaction des clients pour que leurs documents leur soient rendus ou soient transmis à un autre ou à une autre titulaire d'un permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate, ou bien que le requérant ou la requérante n'a pas exercé le droit en Ontario;
- d) que le requérant ou la requérante n'a connaissance d'aucune réclamation à son égard à titre professionnel ou dans le cadre de l'exercice de sa profession en Ontario;
- e) toute information ou explication qui peut s'avérer pertinente sous forme d'amplification des dispositions précédentes.

Idem

(3) L'attestation d'un ou d'une comptable, certifiant que le requérant ou la requérante a rendu compte de tous les fonds et biens en fiducie dont il ou elle était responsable et qu'il ou

elle les a remis aux personnes y ayant droit, est jointe à la demande, à titre de pièce à l'appui de la déclaration solennelle ou de l'affidavit exigé au paragraphe (2).

Publication d'un avis d'intention de remise de permis

26. (1) Sous réserve du paragraphe (2), les titulaires de permis qui veulent remettre leur permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate doivent, au moins trente (30) jours avant le jour où ils présentent leur demande au Barreau aux termes du paragraphe 25 (1), faire paraître dans le Recueil de jurisprudence de l'Ontario un avis d'intention de remise de permis.

Exemption de publication d'un avis

(2) Le Barreau peut exempter tout ou toute titulaire de permis qui en fait la demande par écrit de la nécessité de publier un avis d'intention de remise de permis.

Avis d'intention de remise de permis

(3) L'avis d'intention de remise de permis que les titulaires de permis doivent publier conformément au paragraphe (1) doit être fait à l'aide de la formule 4A [Avis d'intention de remise de permis].

Preuve de publication d'un avis d'intention de remise de permis

(4) À moins que les titulaires de permis aient été exemptés de l'obligation de publier un avis d'intention de remise de permis, toute demande faite selon le paragraphe 25 (1) doit, conformément au paragraphe (1), être accompagnée d'une preuve de publication d'un avis d'intention de remise de permis.

Demande effectuée par un représentant du ou de la titulaire de permis

27. (1) Le Barreau peut permettre à toute personne de faire, au nom du ou de la titulaire de permis, une demande conformément au paragraphe 25 (1) si le Barreau est convaincu que le ou la titulaire de permis ne peut, pour une quelconque raison, faire la demande lui-même ou elle-même.

Application des paragraphes 25 (2) et (3) et des articles 26, 28 et 29

(2) Les paragraphes 25 (2) et (3) et les articles 26, 28 et 29 s'appliquent, avec les modifications qui s'imposent, à toute demande faite conformément au paragraphe 25 (1) par une personne au nom du ou de la titulaire d'un permis.

Examen de la demande par le Barreau

28. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le Barreau doit étudier toutes les demandes faites conformément au paragraphe 25 (1) pour lesquelles les exigences énoncées aux paragraphes 25 (2), 25 (3) et 26 (3) ont été respectées, et le Barreau doit étudier toutes les demandes faites conformément au paragraphe 25 (1) pour lesquelles les exigences énoncées aux paragraphes 25 (2), 25 (3) et 26 (3) n'ont pas été respectées.

a) Le Barreau doit accepter une demande s'il est convaincu de ce qui suit :

- (i) le requérant ou la requérante qui présente la demande a rendu compte de tous les fonds et biens en fiducie dont il ou elle était responsable et qu'il ou elle les a remis aux personnes y ayant droit, ou, selon le cas, qu'il ou elle n'est responsable d'aucune somme ou d'aucun bien détenu en fiducie;
 - (ii) les dossiers de tous les clients ont été réglés et fermés ou des dispositions ont été prises à la satisfaction des clients pour que leurs documents leur soient rendus ou soient transmis à une autre personne titulaire d'un permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate, ou bien que le requérant ou la requérante n'a pas exercé le droit en Ontario;
 - (iii) le requérant ou la requérante ne fait l'objet d'aucune réclamation au sujet de ses activités professionnelles ou avec son exercice du droit en Ontario;
 - (iv) le requérant ou la requérante a payé toutes les contributions au titre des assurances qu'il ou elle doit payer et a déposé tous les certificats, rapports et autres documents qu'il ou elle est tenu(e) de déposer en raison de toute police d'assurance responsabilité civile professionnelle;
 - (v) le requérant ou la requérante n'est pas visé(e) par une ordonnance en application de la partie II de la Loi ou il ou elle a entièrement satisfait à toutes les conditions de celle-ci, il ou elle n'est pas visé(e) par une ordonnance en application de la Partie II de la Loi selon son libellé préalable au 1^{er} mai 2007, par toute autre ordonnance qu'une ordonnance de révocation de la qualité de membre conformément à l'article 34 de la Loi, selon son libellé préalable au 1^{er} février 1999, et par toute ordonnance en application de l'article 35 ou 36 de la Loi, selon le libellé de ces articles avant le 1^{er} février 1999;
 - (vi) le requérant ou la requérante, s'il ou si elle n'est pas exempté(e) de l'obligation de publier un avis d'intention de remise de permis, s'est conformé(e) au paragraphe 2 (1).
- b) Sous réserve du paragraphe (2), le Barreau doit refuser une demande s'il n'est pas convaincu d'un des énoncés de la clause a).

Acceptation de la demande

(2) Le Barreau peut accepter une demande même s'il n'est pas convaincu des énoncés des sous-alinéas (1) a) (iv) ou (v), mais est convaincu de ceux des sous-alinéas (1) a) (i), (ii), (iii) et (vi).

Le Barreau n'examine pas la demande

(3) Le Barreau ne doit pas étudier une demande faite en application du paragraphe 25 (1) du présent Règlement administratif si le requérant ou la requérante répond aux critères suivants :

- a) il ou elle fait l'objet d'une vérification, d'une investigation, d'une perquisition ou d'une saisie de la part du Barreau;
- b) il ou elle est visé(e) par une instance aux termes de la Partie II de la Loi.

Documents, explications, décharges, *etc.*

(4) Pour aider le Barreau à étudier la demande, le requérant ou la requérante doit procéder ainsi :

- a) fournir au Barreau les documents et les explications dont le Barreau peut avoir besoin;
- b) fournir à l'assureur du régime d'assurance du Barreau les décharges, directives et lettres de consentement requises pour permettre à l'assureur de mettre à la disposition du Barreau tous les renseignements relatifs au versement des contributions au titre des assurances par le requérant ou la requérante ainsi qu'au dépôt des certificats, rapports et autres documents requis conformément à la police d'assurance responsabilité civile professionnelle.

Rejet de la demande

29. Si le Barreau rejette une demande en vertu de la clause 28 (1) b), le Barreau peut indiquer les conditions auxquelles que le requérant ou la requérante devra satisfaire pour que sa demande puisse être acceptée, et si le requérant ou la requérante respecte ces conditions à la satisfaction du Barreau, le Barreau devra accepter la demande.

PARTIE IV

NON-EXERCICE DU DROIT ET NON-PRESTATION DE SERVICES JURIDIQUES

Programme d'assistance parajudiciaire aux Autochtones

30. Aux fins de la Loi, toute personne qui offre des services d'assistance parajudiciaire aux Autochtones par l'intermédiaire d'un organisme autochtone de prestation de services qui a conclu un contrat avec le gouvernement ontarien ou le gouvernement canadien pour la prestation de services d'assistance parajudiciaire dans le cadre du Programme d'assistance parajudiciaire des Autochtones n'exerce pas le droit ni ne fournit des services juridiques.

PARTIE V

PRESTATION DE SERVICES JURIDIQUES SANS PERMIS

Interprétation

31. Dans la présente partie,

« faculté de droit agréée » s'entend d'une faculté de droit de l'Ontario agréée par le Barreau;

« cabinet d'avocats » s'entend d'une société de personnes ou d'un autre type d'association de titulaires de permis qui possèdent chacun ou chacune un permis de catégorie L1, d'une société de personnes ou d'une autre association mentionnée dans la PARTIE III du Règlement administratif n° 7 [Entreprises] ou d'une société professionnelle;

« cabinet de titulaires de permis » s'entend d'une société de personnes ou d'un autre type d'association de titulaires de permis, d'une société de personnes ou d'une autre association mentionnée dans la PARTIE III du Règlement administratif n° 7 [Entreprises] ou d'une société professionnelle.

Prestation de services juridiques de catégorie P1 sans permis

32. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), les personnes suivantes peuvent, sans permis, fournir en Ontario des services juridiques identiques à ceux que les titulaires de permis de catégorie P1 sont autorisés à fournir :

Fournisseurs de services juridiques internes

1. Toute personne qui
 - i. est au service d'un seul employeur, lequel n'est pas titulaire d'un permis ni n'est un cabinet de titulaires de permis;
 - ii. fournit des services juridiques uniquement pour l'employeur ou au nom de celui-ci;
 - iii. ne fournit de services juridiques à nul autre que son employeur.

Cliniques d'aide juridique

2. Toute personne qui
 - i. répond à l'un des critères suivants :
 - A. est inscrite à un programme menant à un grade dans une faculté de droit agréée et fait du bénévolat auprès d'une clinique d'aide juridique financée par Aide juridique Ontario ou encore y fait un stage de formation clinique, au sens de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*;
 - B. est au service d'une clinique, au sens de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*, qui est financée par Aide juridique Ontario;
 - ii. fournit, par l'intermédiaire de la clinique, des services juridiques à la collectivité que sert la clinique, mais ne fournit pas d'autres services juridiques;
 - iii. est protégée par une assurance responsabilité civile professionnelle pour la prestation de services juridiques en Ontario, assurance dont la protection et les limites sont comparables à celles de l'assurance responsabilité civile professionnelle exigée des titulaires de permis de catégorie L1.

Sociétés étudiantes de services d'aide juridique

3. Toute personne qui
 - i. est inscrite à un programme menant à un grade dans une faculté de droit agréée;
 - ii. fait du bénévolat auprès d'une société étudiante de services d'aide juridique ou encore est employée par une telle société ou y fait un stage de formation clinique, au sens de la *Loi de 1998 sur les services d'aide juridique*;
 - iii. fournit, par l'intermédiaire de la clinique, des services juridiques à la collectivité que sert la clinique, mais ne fournit pas d'autres services juridiques;
 - iv. fournit des services juridiques sous la surveillance immédiate d'un ou d'une titulaire de permis de catégorie L1 au service de la société étudiante de services d'aide juridique.

Organismes sans but lucratif

4. Toute personne qui répond aux critères suivants :
 - i. elle est au service d'un organisme sans but lucratif qui, mis sur pied pour fournir des services juridiques, est subventionné par le gouvernement ontarien, le gouvernement canadien ou une administration municipale de l'Ontario;
 - ii. elle fournit, par l'intermédiaire de l'organisme, des services juridiques à la collectivité que sert l'organisme, mais ne fournit pas d'autres services juridiques;
 - iii. elle est protégée par une assurance responsabilité civile professionnelle pour la prestation de services juridiques en Ontario, assurance dont la protection et les limites sont comparables à celles de l'assurance responsabilité civile professionnelle exigée des titulaires de permis de catégorie L1.

Services offerts à des amis, des voisins et des membres de la famille

5. Toute personne qui répond aux critères suivants :
 - i. sa profession ou son occupation ne consiste pas à fournir des services juridiques ou à exercer le droit et ne comporte pas la prestation de services juridiques ou l'exercice du droit;
 - ii. fournit des services juridiques à titre occasionnel seulement;
 - iii. fournit des services juridiques uniquement au nom d'une personne liée, au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), d'un ami ou d'une amie ou d'un voisin ou d'une voisine;

- iv. ne reçoit ni n'attend aucune rétribution, par ex., honoraires, paiement ou récompense, directs ou indirects, pour la prestation des services juridiques.

Adjoints de circonscription

- 6. Toute personne qui répond aux critères suivants :
 - i. sa profession ou son emploi ne consiste pas à fournir des services juridiques ou à exercer le droit et ne comporte pas la prestation de services juridiques ou l'exercice du droit;
 - ii. elle occupe une des fonctions suivantes :
 - A. député(e) fédéral(e) ou délégué(e) de celui-ci ou de celle-ci;
 - B. député(e) provincial(e) ou délégué(e) de celui-ci ou de celle-ci;
 - C. membre du conseil d'une municipalité ou délégué(e) de celui-ci ou de celle-ci;
 - iii. elle fournit des services juridiques au nom d'un mandant du député ou de la députée ou du ou de la membre.

Personnes voulant demander un permis de catégorie P1 ou ayant demandé un tel permis

- 7. Toute personne qui répond aux critères suivants :
 - i. sa profession ou son emploi, avant le 1^{er} mai 2007, consistait à fournir de tels services juridiques ou en comportait la prestation;
 - ii. elle demandera ou a demandé, au plus tard le 31 octobre 2007, un permis de catégorie P1 au Barreau;
 - iii. elle est protégée par une assurance responsabilité civile professionnelle pour la prestation de services juridiques en Ontario, assurance dont la protection et les limites sont comparables à celles de l'assurance responsabilité civile professionnelle exigée des titulaires de permis de catégorie L1;
 - iv. elle respecte le Code de déontologie du Barreau propres à des titulaires de permis de catégorie P1.

Dates limites pour fournir des services juridiques de catégorie P1 sans permis

(2) La personne mentionnée à l'alinéa 7 du paragraphe (1) peut, sans permis, fournir en Ontario des services juridiques identiques à ceux que les titulaires de permis de catégorie P1 sont autorisés à fournir, et ce, seulement jusqu'aux dates indiquées ci-dessous :

- a) si l'octroi du permis a lieu avant le 1^{er} mai 2008, le jour où la personne reçoit son permis;

- b) si l'octroi du permis n'a pas lieu avant le 1^{er} mai 2008, à la dernière occurrence parmi les suivantes :
- (i) le 30 avril 2008;
 - (ii) le jour où la personne reçoit son permis;
 - (iii) la date de prise d'effet de la décision sans appel et de l'ordonnance, relativement à la demande de permis de catégorie P1 de la personne :
 - A. du Comité d'audition;
 - B. du Bureau d'appel, en cas d'appel de la décision et de l'ordonnance du Comité d'audition.

Indemnités d'accident légales

(3) Personne ne peut, sans permis, fournir en Ontario des services juridiques liés à une réclamation ou à un sujet lié à une réclamation, pour des indemnités d'accident légales au sens de la *Loi sur les assurances*, à moins que la personne respecte les dispositions de la *Loi sur les assurances* et les règlements établis sous son régime au sujet de la prestation de services juridiques.

Interprétation

33. (1) Dans le présent article,

« employeur », « survivant » et « travailleur » ont le même sens que dans la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents de travail*;

« fonctionnaire » a le même sens que dans la *Loi sur la fonction publique*.

Bureau des conseillers des travailleurs

(2) Un ou une fonctionnaire au service du Bureau des conseillers des travailleurs peut, sans permis, faire ce qui suit :

- a) informer un travailleur ou une travailleuse, qui n'est pas membre d'un syndicat de salariés, ou les survivants du travailleur ou de la travailleuse de leurs droits et responsabilités en vertu de la *Loi de 1997 sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents de travail*;
- b) représenter un travailleur ou une travailleuse, qui n'est pas membre d'un syndicat de salariés, ou les survivants du travailleur ou de la travailleuse auprès de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail, du Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et dans d'autres instances connexes.

Bureau des conseillers du patronat

(3) Un ou une fonctionnaire au service du Bureau des conseillers du patronat peut, sans permis, faire ce qui suit :

- a) informer un employeur au sujet des questions de santé et de sécurité au travail;
- b) représenter un employeur auprès de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents de travail, du Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et dans d'autres instances connexes.

Révision après deux ans

34. Avant le 1^{er} mai 2009, le Barreau doit évaluer dans quelle mesure le fait d'autoriser les personnes mentionnées aux articles 32 et 33 à fournir des services juridiques sans permis est conforme à la fonction du Barreau énoncée à l'article 4.1 de la Loi et aux principes établis à l'article 4.2 de la Loi et il doit déterminer si les articles doivent être maintenus ou supprimés, en tout ou en partie.

Étudiant effectuant son stage

35. Un étudiant ou une étudiante peut, sans permis, fournir des services juridiques en Ontario sous la surveillance immédiate d'un ou d'une titulaire de permis de catégorie L1 agréé(e) par le Barreau.

PARTIE VI

EXERCICE DU DROIT SANS PERMIS

Exercice du droit sans permis

36. Peut exercer le droit en Ontario sans permis :

- 1. Toute personne qui
 - i. est autorisée, aux termes de la PARTIE VII du présent Règlement administratif, à exercer le droit en Ontario;
 - ii. exerce le droit en Ontario en conformité avec la PARTIE VII du présent Règlement administratif.

PARTIE VII

EXERCICE INTER-PROVINCIAL DU DROIT

GÉNÉRALITÉS

Assurance et garantie contre les détournements

37. (1) Personne ne peut exercer le droit en Ontario aux termes de la présente PARTIE à moins de satisfaire aux conditions suivantes :

- a) a une assurance responsabilité civile professionnelle la protégeant dans l'exercice du droit en Ontario, assurance dont la protection et les limites sont raisonnablement comparables à celles de l'assurance responsabilité civile professionnelle exigée des titulaires de permis de catégorie L1;
- b) a une couverture contre les détournements de fonds, autre que le Plan national d'indemnisation supplémentaire, qui protège spécifiquement la personne dans l'exercice du droit en Ontario et qui est au moins équivalente à la protection offerte aux titulaires de permis de catégorie L1.

Assurance : exonération

(2) Quiconque est habilité ou autorisé à exercer le droit en Ontario en vertu de l'article 44 n'est pas tenu de se plier à l'exigence décrite à la clause (1) a) s'il satisfait à l'une des exigences pour l'exemption de la contribution au titre des assurances prévue pour les titulaires de permis de catégorie L1 dans le Règlement administratif n° 6.

Interprétation : « Plan national d'indemnisation supplémentaire »

(3) À la clause (1) b), « Plan national d'indemnisation supplémentaire » s'entend du plan établi dans le cadre du Protocole sur l'exercice interjuridictionnel du droit dans le but d'indemniser toute personne qui subit une perte financière en raison du détournement de fonds ou d'autres biens par une personne autorisée à exercer le droit dans toute province ou tout territoire du Canada alors que la personne est engagée dans l'exercice du droit interprovincial.

Interprétation : « Protocole sur l'exercice interjuridictionnel du droit »

(4) Au paragraphe (3), « Protocole sur l'exercice interjuridictionnel du droit » signifie le protocole signé en 1994 et entre 1994 et 1996 au sujet de l'exercice interjuridictionnel du droit par le Barreau, le Law Society of British Columbia, le Law Society of Alberta, le Law Society of Saskatchewan, la Société du Barreau du Manitoba, le Barreau du Québec, la Chambre des notaires du Québec, le Barreau du Nouveau-Brunswick, le Law Society of Prince Edward Island, The Nova Scotia Barristers Society et le Law Society of Newfoundland, avec les modifications pouvant y être apportées.

Application de la Loi, etc.

38. (1) La Loi, les règlements, les règlements administratifs, les règles de pratique et de procédure et le Code de déontologie applicables aux titulaires de permis de catégorie L1

s'appliquent, avec les modifications nécessaires, à une personne qui exerce le droit en Ontario conformément à la présente PARTIE, autre qu'une personne qui exerce le droit en Ontario conformément au paragraphe 44 (3) ou (5).

Incompatibilité

(2) En cas d'incompatibilité entre les dispositions de la présente PARTIE et les dispositions de tout autre règlement administratif, les dispositions de la présente PARTIE ont préséance.

Preuve de conformité

39. (1) Une personne non titulaire d'un permis qui prétend exercer le droit en Ontario en application de la présente partie doit, à la demande du Barreau et au plus tard le jour indiqué par le Barreau, fournir à ce dernier la preuve qu'il respecte la présente partie.

Présomption

(2) Si la personne n'a pas fourni au Barreau à la date indiquée par ce dernier la preuve demandée, on considérera que celle-ci ne respecte pas la présente PARTIE.

Divulgation de renseignements

40. (1) Si des titulaires de permis font l'objet d'une enquête ou d'une instance à l'initiative de l'organisme de réglementation de la profession juridique d'un territoire ou d'une province du Canada autre que l'Ontario en raison de l'exercice du droit interprovincial par ces titulaires de permis dans la province ou le territoire, le Barreau peut, à la demande de l'organisme de réglementation, fournir à ce dernier pareille information au sujet des titulaires de permis dans la mesure du raisonnable compte tenu des circonstances.

Idem

(2) Le Barreau peut fournir à l'organisme de réglementation de la profession juridique d'un territoire ou d'une province du Canada autre que l'Ontario les renseignements sur des titulaires de permis dont l'organisme a besoin pour établir si ces titulaires de permis sont habilités à exercer le droit à titre occasionnel ou plus souvent qu'à titre occasionnel, mais non de façon régulière, dans cette province ou ce territoire.

AUTORISATION PRÉALABLE D'EXERCER LE DROIT À TITRE OCCASIONNEL

Champ d'application de l'article

41. (1) Le présent article s'applique aux personnes qui sont tenues d'obtenir l'autorisation préalable du Barreau pour exercer le droit en Ontario à titre occasionnel.

Demande d'autorisation

(2) Quiconque souhaite obtenir l'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel présente une demande en ce sens au Barreau.

Formulaire de demande

(3) La demande prévue au paragraphe (2) est présentée à l'aide du formulaire fourni par le Barreau.

Documents, explications, renonciations, *etc.*

(4) Pour aider le Barreau à étudier sa demande présentée en application du paragraphe (2), le requérant ou la requérante fait ce qui suit :

- a) il ou elle fournit au Barreau les documents et les explications qu'exige celui-ci;
- b) il ou elle fournit, à la personne désignée nommément par le Barreau, les renonciations, directives et consentements nécessaires pour lui permettre de communiquer au Barreau les renseignements qu'exige celui-ci.

Examen de la demande par le Barreau

(5) Le Barreau étudie chaque demande présentée en application du paragraphe (2) et :

- a) le Barreau doit aviser par écrit le requérant ou la requérante qu'il ou qu'elle peut exercer le droit en Ontario à titre occasionnel si le Barreau estime que la personne a satisfait aux exigences nécessaires, le cas échéant, pour exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ou qu'il n'irait pas à l'encontre de l'intérêt public de permettre au requérant ou à la requérante d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel;
- b) le Barreau doit aviser par écrit le requérant ou la requérante qu'il ou qu'elle ne peut pas exercer le droit en Ontario à titre occasionnel si le Barreau n'estime pas que la personne a satisfait aux exigences nécessaires, le cas échéant, pour exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ou qu'il n'irait pas à l'encontre de l'intérêt public de permettre au requérant ou à la requérante d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel.

Conditions

(6) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel qu'accorde le Barreau peut être assortie des conditions que le Barreau estime appropriées.

Demande présentée à un comité de conseillers

(7) Si le Barreau refuse d'autoriser une personne à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ou assortit l'autorisation de conditions, cette personne peut demander, par voie de requête, à un comité de conseillers nommé à cet effet par le Conseil de décider si elle peut exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ou si les conditions sont appropriées.

Délai de présentation de la requête

(8) Une requête au titre du paragraphe (7) doit commencer par l'envoi par le requérant ou la requérante d'un avis écrit au Barreau dans les trente (30) jours suivant la

réception par le requérant ou la requérante de l'avis de refus du Barreau empêchant le requérant ou la requérante d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel.

Parties

(9) Les parties à une requête selon le paragraphe (7) sont le requérant ou la requérante et le Barreau.

Quorum

(10) Au moins trois (3) membres du comité de conseillers examinent la requête présentée en vertu du paragraphe (7) et rendent une décision à cet égard.

Procédure

(11) Les règles de pratique et de procédure s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'examen, par le comité de conseillers, d'une requête présentée en vertu du paragraphe (7) comme si l'examen de la requête était une audience portant sur une demande de permis présentée en application de l'article 27 de la Loi.

Idem

(12) Si les règles de pratique et de procédure n'abordent pas un point de procédure, la *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique à l'examen, par le comité de conseillers, d'une requête présentée en vertu du paragraphe (7).

Décision

(13) Après avoir examiné la requête présentée en vertu du paragraphe (7), le comité de conseillers décide que le requérant ou la requérante peut exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ou qu'il ou elle ne peut pas le faire.

Conditions

(14) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel qu'accorde le comité de conseillers peut être assortie des conditions que le comité estime appropriées.

Décision définitive

(15) La décision du comité de conseillers à l'égard d'une requête présentée en vertu du paragraphe (7) est définitive.

Durée de l'autorisation

(16) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel accordée à une personne reste en vigueur pendant un an à partir du jour où elle entre en vigueur.

Retrait de l'autorisation

(17) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel accordée à une personne est automatiquement retirée à celle-ci dans les cas suivants :

- a) la personne ne satisfait pas, le cas échéant, aux exigences relatives à l'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel;
- b) elle cesse d'avoir le pouvoir d'exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario, pouvoir en raison duquel elle a reçu l'autorisation d'exercer le droit en Ontario à titre occasionnel;
- c) elle ne se conforme pas à l'alinéa 3 (1) a);
- d) elle est visée par une ordonnance qu'un tribunal de l'organisme de réglementation de la profession juridique d'une province ou d'un territoire du Canada dont elle est membre a rendue à son encontre et qui :
 - (i) révoque l'autorisation de la personne à exercer le droit ;
 - (ii) suspend l'autorisation de la personne à exercer le droit;
- e) elle exerce le droit en Ontario plus souvent qu'à titre occasionnel, à moins que la présente partie ne l'y autorise.

Frais de permis

(18) Toute personne autorisée à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel doit payer des frais pour son permis.

EXERCICE DU DROIT À TITRE OCCASIONNEL : 100 JOURS

Application des articles 43 à 46

42. Les articles 43 à 46 s'appliquent à une personne dans les cas suivants :

- a) elle est autorisée à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario;
- b) l'organisme de réglementation de la profession juridique du territoire ou de la province du Canada autre que l'Ontario dans laquelle la personne est autorisée à exercer le droit a des dispositions portant sur l'exercice du droit à titre occasionnel, ou plus souvent qu'à titre occasionnel, mais non de façon régulière, dans cette province ou territoire par des titulaires de permis, lesquelles correspondent aux dispositions prévues aux articles 37, 38, 41, 43, 44, 45 et 46.

Définition : « jour »

43. (1) Dans le présent article et aux articles 44 et 45, « jour » s'entend d'un jour civil complet ou partiel.

Interprétation : exercice du droit

(2) Dans le présent article et aux articles 44 à 46, une personne exerce le droit en Ontario dans les cas suivants :

- a) elle fournit des services professionnels en qualité d'avocat ou d'avocate en s'appuyant sur le droit ontarien ou sur le droit canadien, dans la mesure où il est applicable en Ontario, ou à l'égard de l'un ou de l'autre;
- b) elle offre des conseils juridiques sur le droit ontarien ou sur le droit canadien, dans la mesure où il est applicable en Ontario.

Exercice occasionnel du droit : activités exclues

(3) N'entre pas dans le calcul du nombre maximal de jours pendant lesquels une personne est habilitée ou est autorisée à exercer le droit en Ontario conformément à l'article 44 ou 45 toute période consacrée à l'exercice du droit en qualité d'avocat ou d'avocate dans le cadre d'une instance tenue devant la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt, un tribunal militaire au sens de la *Loi sur la défense nationale* (Canada) ou la Cour d'appel de la cour martiale du Canada.

Interprétation : présence économique

(4) À l'article 44, sous réserve du paragraphe (5), une personne établit une présence économique en Ontario dans les cas suivants :

- a) elle exerce le droit en Ontario pendant plus longtemps que le nombre maximal de jours pendant lesquels elle est habilitée ou autorisée à le faire conformément à l'article 44;
- b) elle ouvre, en Ontario, un bureau où elle exerce le droit;
- c) elle ouvre et gère un compte en fiducie dans une institution financière établie en Ontario;
- d) elle reçoit des sommes d'argent en fiducie pour un client ou une cliente d'une autre manière que celle permise aux termes de l'article 46;
- e) elle se présente comme étant prête à accepter de nouveaux clients en Ontario;
- f) elle devient une résidente de l'Ontario;
- g) elle agit de toute autre manière qui ne cadre pas avec l'exercice du droit en Ontario à titre occasionnel seulement.

Idem

(5) N'établit pas une présence économique en Ontario quiconque ne fait qu'exercer le droit en Ontario à partir d'un bureau situé en Ontario qui est affilié à un cabinet d'avocats d'une province ou d'un territoire du Canada autre que l'Ontario où la personne est autorisée à exercer le droit.

Interprétation : exercice occasionnel du droit

44. (1) Dans le présent article, exerce le droit à titre occasionnel quiconque n'exerce pas le droit en Ontario pendant plus de 100 jours au cours de l'année civile.

Autorisation préalable non requise

(2) Quiconque n'est pas titulaire de permis peut, sans l'autorisation préalable du Barreau, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel tant qu'il remplit les conditions suivantes :

- a) il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario;
- b) il ne fait l'objet d'une instance criminelle dans aucun ressort;
- c) il ne fait l'objet d'une instance en matière de conduite, de capacité ou de compétence dans aucun ressort;
- d) il n'est pas ni n'a jamais été, selon son dossier, visé par une ordonnance qu'un tribunal de chaque organisme de réglementation de la profession juridique d'un ressort où il est ou était autorisé à exercer le droit a rendue à son encontre et qui :
 - (i) révoque son autorisation à exercer le droit;
 - (ii) lui permet de remettre son autorisation d'exercer le droit;
- e) il n'est pas ni n'a jamais été, selon son dossier, visé par une ordonnance d'un tribunal de chaque organisme de réglementation de la profession juridique de chaque ressort où il est autorisé à exercer le droit, ordonnance suspendant ou limitant son autorisation à exercer le droit pour un autre motif que le défaut de paiement des frais à l'organisme de réglementation, l'insolvabilité ou la faillite ou un autre problème administratif;
- f) son autorisation d'exercer le droit dans chaque ressort où il est autorisé à exercer le droit n'est assortie d'aucune condition ni restriction;
- g) il n'établit pas de présence économique en Ontario.

Idem

(3) Quiconque n'est pas titulaire de permis peut, tant qu'il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario et qu'il n'établit pas de présence économique en Ontario, sans l'autorisation préalable du Barreau, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel en qualité :

- a) soit d'avocat ou d'avocate dans le cadre d'une instance tenue devant la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt, un tribunal administratif créé en application d'une loi du Parlement, un tribunal

militaire au sens de la *Loi sur la défense nationale* (Canada) ou la Cour d'appel de la cour martiale du Canada;

- b) soit d'avocat ou d'avocate d'un tribunal judiciaire ou administratif visé à l'alinéa (a).

Exercice du droit plus souvent qu'à titre occasionnel

(4) Quiconque est habilité en vertu du paragraphe (2) à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel peut le faire plus souvent qu'à ce titre, de la manière dont l'autorise le Barreau, tant qu'il satisfait aux exigences énoncées au paragraphe (2).

Idem

(5) Quiconque est habilité en vertu du paragraphe (3) à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel peut le faire plus souvent qu'à ce titre, de la manière dont l'autorise le Barreau, tant qu'il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario et qu'il n'établit pas de présence économique en Ontario.

Interprétation : exercice du droit à titre occasionnel

45. (1) Dans le présent article, exerce le droit à titre occasionnel quiconque n'exerce pas le droit en Ontario pendant plus de 100 jours au cours de l'année pendant laquelle il est autorisé à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel.

Permission d'exercer le droit à titre occasionnel

(2) Quiconque n'est pas titulaire de permis et n'est pas habilité à exercer le droit en Ontario en application de l'article 44 peut, avec l'autorisation préalable du Barreau, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel.

Opérations touchant des fonds

46. Quiconque est habilité ou autorisé, en application de l'article 44 ou 45, à exercer le droit en Ontario peut, dans le cadre de son exercice du droit en Ontario, recevoir des fonds en fiducie pour un client ou une cliente si, selon le cas :

- a) il dépose les fonds dans un compte en fiducie ouvert auprès d'une institution financière située dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario où il est autorisé à exercer le droit;
- b) il dépose les fonds dans un compte en fiducie établi au nom du ou de la titulaire de permis et exploité par ce dernier ou cette dernière, en conformité avec le Règlement administratif n° 9 [Transactions financières et registres] et l'argent est manipulé exclusivement par le ou la titulaire de permis en conformité avec le Règlement administratif n° 9 [Transactions financières et registres].

EXERCICE DU DROIT À TITRE OCCASIONNEL : RÈGLE DES 12 – 10 – 20

Application des articles 48 à 53

47. Les articles 48 à 53 s'appliquent à une personne si celle-ci n'est pas visée par les articles 43 à 46.

Interprétation : exercice du droit

48. (1) Dans le présent article et aux articles 49 à 53, une personne exerce le droit si elle rend des services professionnels en qualité d'avocat ou d'avocate ou si elle offre des conseils juridiques sur le droit ontarien ou sur le droit canadien.

Interprétation : exercice du droit à titre occasionnel

(2) Aux articles 49 à 51, exerce le droit à titre occasionnel quiconque, au cours d'une période de douze (12) mois consécutifs :

- a) d'une part, exerce le droit à l'égard de dix (10) affaires ou moins;
- b) d'autre part, exerce le droit pendant au plus vingt (20) jours.

Exercice du droit à titre occasionnel : activités exclues

(3) N'entre pas dans le calcul des dix (10) affaires ou des vingt (20) jours visés au paragraphe (2) toute période consacrée à l'exercice du droit en qualité d'avocat ou d'avocate dans le cadre d'une instance tenue devant la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt ou un tribunal établi en application d'une loi fédérale ou d'une loi de l'Ontario.

Interprétation : « droit propre à l'Ontario »

(4) Aux articles 50 et 51, « droit propre à l'Ontario » s'entend des règles juridiques de fond ou des règles de procédure qui s'appliquent spécifiquement à l'Ontario.

Autorisation préalable non requise

49. (1) Quiconque n'est pas titulaire de permis peut, sans l'autorisation préalable du Barreau, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel s'il remplit les conditions suivantes :

- a) il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario;
- b) il ne fait l'objet d'une instance criminelle dans aucune province ni aucun territoire du Canada;
- c) il n'a pas de casier judiciaire;
- d) il ne fait l'objet d'une instance en matière de conduite, de capacité ou de compétence dans aucune province ni aucun territoire du Canada;

- e) il n'est pas ni n'a jamais été, selon son dossier, visé par une ordonnance qu'un tribunal de chaque organisme de réglementation de la profession juridique d'une province ou d'un territoire du Canada où il est ou était autorisé à exercer le droit a rendue à son encontre;
- f) son autorisation d'exercer le droit dans chaque province ou territoire du Canada où il a ou a eu le pouvoir d'exercer le droit n'est ni n'a été assortie d'aucune condition ni restriction.

Idem

(2) Quiconque n'est pas titulaire de permis peut, dans la mesure où il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel, sans l'autorisation préalable du Barreau

- a) en qualité d'avocat ou d'avocate dans une instance tenue devant la Cour suprême du Canada, la Cour fédérale du Canada, la Cour canadienne de l'impôt ou un tribunal établi en application d'une loi fédérale ou d'une loi de l'Ontario;
- b) en qualité d'avocat ou d'avocate devant une cour ou un tribunal mentionné à la clause a).

Autorisation d'exercer le droit à titre occasionnel

(3) Quiconque n'est pas titulaire de permis et n'est pas habilité à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel en vertu du paragraphe (1) peut, avec l'autorisation préalable du Barreau, exercer le droit en Ontario à titre occasionnel s'il remplit les conditions suivantes :

- a) il est autorisé à exercer le droit dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario;
- b) il n'est pas visé par une ordonnance qu'un tribunal de chaque organisme de réglementation de la profession juridique d'une province ou d'un territoire du Canada où il est autorisé à exercer le droit a rendue à son encontre;
- c) son autorisation d'exercer le droit dans chaque province ou territoire du Canada où il est autorisé à exercer le droit n'est assortie d'aucune condition ni restriction.

Droit propre à l'Ontario : compétence

50. Quiconque est habilité aux termes du paragraphe 49 (1) ou (2) ou autorisé en conformité avec le paragraphe 49 (3) à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel ne doit pas exercer le droit propre à l'Ontario sauf s'il a la compétence nécessaire pour exercer le droit propre à l'Ontario.

Exercice du droit plus souvent qu'à titre occasionnel

51. (1) Quiconque est habilité aux termes du paragraphe 49 (1) ou (2) ou autorisé en conformité avec le paragraphe 49 (3) à exercer le droit en Ontario à titre occasionnel peut présenter une demande écrite au Barreau et celui-ci peut l'autoriser à exercer le droit en

Ontario plus souvent qu'à titre occasionnel, dans la mesure où le représentant du Barreau est d'avis qu'une telle autorisation ne va pas à l'encontre de l'intérêt du public.

Interdiction d'exercer le droit de façon régulière

(2) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario plus souvent qu'à titre occasionnel ne comporte pas l'autorisation d'exercer le droit de façon régulière.

Droit propre à l'Ontario

(3) L'autorisation d'exercer le droit en Ontario plus souvent qu'à titre occasionnel ne comporte pas l'autorisation d'exercer le droit propre à l'Ontario plus souvent qu'à titre occasionnel.

Opérations touchant des fonds

52. Quiconque est habilité ou autorisé, selon l'article 49 ou 51, à exercer le droit en Ontario peut, dans le cadre de son exercice du droit en Ontario, recevoir des fonds en fiducie pour un client ou une cliente si, selon le cas :

- a) il ne reçoit ces fonds qu'à titre d'honoraires pour des services qui n'ont pas été encore rendus au client ou à la cliente et les dépose dans un compte en fiducie ouvert auprès d'une institution financière située dans un territoire ou une province du Canada autre que l'Ontario où il est autorisé à exercer le droit;
- b) il verse l'argent dans un compte en fiducie établi au nom d'un ou d'une titulaire de permis et exploité par ce dernier ou cette dernière, en conformité avec le Règlement administratif n° 9 [Transactions financières et registres] et l'argent est manipulé exclusivement par le ou la titulaire de permis en conformité avec le Règlement administratif n° 9 [Transactions financières et registres].

Représentation

53. Quiconque est habilité ou autorisé, conformément à l'article 49 ou 51, à exercer le droit en Ontario ne doit pas donner l'impression qu'il est prêt ou habilité à exercer le droit en Ontario autrement que selon les spécifications du paragraphe 49 (1) ou (2) ou du paragraphe 49 (3), selon le cas, ni se présenter comment étant prêt ou habilité à agir de la sorte.

Formule 4A

Avis d'intention de remise de permis

(Nom du ou de la titulaire de permis demandant de remettre son permis, en majuscules)

Conformément à l'article 30 de la *Loi sur le Barreau* et au Règlement administratif n° 4 établi suivant le paragraphe 62 (0.1) de la *Loi sur le Barreau*, la personne susmentionnée annonce par la présente son intention de remettre son permis d'exercer le droit en Ontario à titre d'avocat ou d'avocate.

La personne susmentionnée a exercé le droit en Ontario à *(indiquer l'endroit où la personne susmentionnée a exercé le droit en Ontario)* (ou n'a pas exercé le droit en Ontario depuis *(date)* (ou n'a jamais exercé le droit en Ontario).

Fait à *(lieu)*.

(Date)

(Nom complet du ou de la titulaire demandant de remettre son permis)

Carried

MOTION – ONTARIO COURTS ACCESSIBILITY COMMITTEE APPOINTMENT

It was moved by Mr. Heintzman, seconded by Mr. Wright, that Mary Louise Dickson be appointed the Law Society of Upper Canada's representative on the Ontario Courts Accessibility Committee.

Carried

REPORT OF THE DIRECTOR OF PROFESSIONAL DEVELOPMENT AND COMPETENCE

It was moved by Ms. Pawlitza, seconded by Ms. Backhouse, that the Report of the Director of Professional Development and Competence listing the names of the deemed Call to the Bar candidates be adopted.

Carried

.....

IN CAMERA

.....

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN CAMERA Content Has Been Removed

IN PUBLIC

.....

REPORT OF THE FINANCE AND AUDIT COMMITTEE

Mr. Millar presented the Report.

Report to Convocation
May 25, 2007

Finance and Audit Committee

Committee Members
 Derry Millar, Chair
 Beth Symes, Vice-Chair
 Brad Wright, Vice-Chair
 Abdul Chahbar
 Andrew Coffey
 Marshall Crowe
 Holly Harris
 Ross Murray
 Alan Silverstein
 Gerald Swaye

Purposes of Report: Decision and Information

Prepared by the Finance Department
 Wendy Tysall, Chief Financial Officer – 416-947-3322

TABLE OF CONTENTS

For Decision

Budget Process - 2008 BudgetTab A

Corporate ResolutionTab B

For Information..... Tab C

1. Finance and Audit Mandate

COMMITTEE PROCESS

1. The Finance and Audit Committee ("the Committee") met on May 10, 2007. Committee members in attendance were: Derry Millar (c.), Beth Symes (v.c.), Brad Wright (v.c.) Abdul Chahbar, Andrew Coffey, Marshall Crowe and Ross Murray.
2. Staff in attendance were Wendy Tysall and Fred Grady.

FOR DECISION

BUDGET PROCESS - 2008 BUDGET

Motion

3. That Convocation approve the proposed 2008 budget process.

Budget Process

4. The purpose of this report is to set out the expected structure and timetable for the 2008 budget process so that all benchers understand the process and can provide the Finance and Audit Committee with input on policy and priorities in advance of developing the budget. The underlying philosophy of the budget process is to ensure that stakeholders have an opportunity to provide full and adequate input.
5. A comprehensive system of program reviews linked to the budget has been in place since 2002. It is staff's intention to continue program reviews for the 2008 budget. The Committee is recommending that Professional Regulation and Communications, be reviewed by the Finance and Audit Committee in September.
6. The rotational review of activities has the benefits of:
 - Allowing a more meaningful and focused analysis of revenues and expenditures relating to program activities under review
 - Increasing discipline in budget development
 - Limiting resistance as the onerous and exhaustive examination of costs is not imposed every year in the absence of changing circumstances
 - Reducing the length of the budget process
 - Increasing bencher understanding of a number of specific activities each year.
 - Increasing the accountability of management for the programs underlying the financial information contained in the annual budget.

Operational Reviews for the 2008 Budget

7. A history of operational reviews since Convocation approved the process in 2002 is set out below.

2002	Client Service Centre, Lawyers Fund for Client Compensation and Great Library
2003	Professional Development & Competence and Communications
2004	Professional Regulation and Policy & Legal Affairs
2005	Compensation Fund and the Customer Service Centre
2006	Professional Development & Competence and Information Systems
8. As discussed above, the Senior Management Team is recommending the Professional Regulation Division and in addition the Committee is recommending Communications for operational review for the 2008 budget cycle. All significant Law Society programs have had previous reviews as the process works its way through a second cycle.
9. It is intended that the operational reviews for the 2008 budget be completed and presented to the Finance and Audit Committee in September 2007 as set out in the timetable below. Presentations on the LibraryCo budget would also be conducted in September.

Budget Process Changes for 2008

10. Circumstances have arisen which differentiate the 2008 budget process from recent years. These include the Bencher election, the adoption of recommendations contained in the Governance Task Force report establishing a Priority Planning Committee and the regulation of paralegals.

11. As part of the recommendations approved by Convocation in March 2007 with respect to planning and prioritizing matters for Convocation's policy agenda, Convocation approved "a full review of Convocation's priorities for achieving strategic objectives for the Law Society, to be held at a meeting of benchers soon after each bencher election and as appropriate during the bencher term."
12. Implementation of this review is planned in the form of a bencher retreat in the fall of 2007. The timing of this retreat will effectively occur after the completion of 2008 budget process. Changes in priorities and policy direction developed at this bencher retreat will have to wait until the 2009 budget or be implemented in 2008 with supplementary budget adjustments approved by Convocation in 2008.
13. The formation of a Priority Planning Committee was approved by Convocation in March 2007. The mandate of the Priority Planning Committee is to:
 - a) recommend for Convocation's consideration and approval the priorities for policy objectives and submit those recommendations to Convocation,
 - b) periodically review the priorities previously established by Convocation, and new policy issues that may arise, and recommend to Convocation on an ongoing basis the priorities to be considered and approved by Convocation in the future, and
 - c) report annually to Convocation on the status of Convocation's priorities.

On a practical level, the mandate is aimed at Convocation getting ahead of budget planning and determining priorities in advance of the budget. Once this happens, any new initiatives that arise can be assessed against the priorities. The result of the Priority Planning Committee's work, would be reported to Convocation for approval.

14. The timing of the bencher retreat in the fall and the Priority Planning Committee process means the 2008 budget must be prepared in advance of these deliberations which are therefore directed at the balance of the bencher term. Typically, Convocation adopts the annual budget at its October meeting (under the By-Laws the budget must be approved by Convocation prior to the end of November).
15. A very preliminary draft of the effect paralegals will have on the 2008 budget has previously been reviewed by the Paralegal Standing Committee and the Finance and Audit Committee. At this point in the process it is too early to accurately predict the number of individuals who will apply, and ultimately, become licensed paralegals. The number of licensees is the key number in this paralegal budget and an update on applications submitted and approved will be provided to the Committee and Convocation in September. If practical, a preliminary draft of the annual operating budget for paralegal regulation will also be presented at that time.

2008 Budget Timetable

DATE (2007)	PROCESS
May	<p>The Senior Management Team (SMT) commences the budget process by considering individual and collective budget assumptions, variables and objectives. This review also includes how the proposed 2008 budget fits into longer-term plans for the organization and departments.</p> <p>Finance and Audit Committee and Convocation approve a process for preparing the 2008 budget that includes Standing Committee endorsement of operational reviews.</p> <p>Bencher's comments on the program reviews and budget process are invited.</p>
July August	<p>The components reviewed and approved above are compiled into an operating budget for the Law Society.</p> <p>Facilities and Information Systems compile a capital budget with the assistance of user departments.</p> <p>Further assessments of LibraryCo operations.</p>
September	<p>Operational reviews for selected departments are presented to the Finance and Audit Committee and any other benchers who wish to attend. The Finance and Audit Committee reports results of the program reviews to Convocation and program review material is available to all benchers. Bencher's comments on the program reviews and budget process are invited. Opportunity for Convocation to convey policy objectives and budget priorities to the Finance and Audit Committee.</p> <p>LibraryCo submits preliminary submissions on 2007 activities and 2008 projections to the Finance and Audit Committee at this time.</p> <p>2008 budget requests from external organizations such as CDLPA received by this time.</p> <p>Benchers meet as a Committee of the Whole to discuss budget assumptions and directions prior to final drafting.</p>
October	<p>A draft organizational operating and capital budget for 2008 is presented to the Finance and Audit Committee and Convocation for approval.</p>

FOR DECISION

CORPORATE RESOLUTION

Motion

16. That Convocation approve the corporate resolution set out below.

Corporate Resolution

RESOLVED THAT ANY ONE OF THE FOLLOWING PERSONS:

1. Malcolm Heins, Chief Executive Officer
2. Wendy Tysall, Chief Financial Officer
3. Fred Grady, Manager Finance

Is (are) hereby authorized and empowered to transfer, endorse, buy, sell, assign and set over, and deliver any and all shares, stocks, bonds, debentures, notices, evidences of indebtedness, or other securities now or hereafter standing in the name of or owned by the Law Society and to make, execute and deliver, under the corporate seal of the Law Society or otherwise, any and all written instruments necessary or proper to effectuate the authority hereby conferred.

Background

17. The Law Society uses a number of brokers to invest Law Society funds on a short-term basis according to the investment policies approved by the Finance and Audit Committee and Convocation. Brokers, RBC Capital Markets and Scotia Capital Inc. are updating their client records resulting in a request for a corporate resolution as part of the administration of the broker relationship. The resolution is mandated by the broker's compliance departments to accompany the Legal Entity Trading Authorization form, part of the "Know Your Client" and other rules. A copy of Scotia Capital Inc.'s IA2 form is attached as an example and the resolution is set out below.
18. The resolution evidences the appointment of the Authorized Signing Officer or Authorized Trading Persons who would approve the transfer of funds between the Law Society's bank accounts and Treasury Bills / Bankers Acceptances. These transactions are different in nature and risk compared to the Law Society's normal banking transactions for the payment of vendors and suppliers. The different authorizations require a different corporate resolution compared to the banking resolution already approved.

FOR INFORMATION

FINANCE COMMITTEE AND AUDIT COMMITTEE MANDATE

Convocation approved the formation of a new Finance Committee and a new Audit Committee in March 2007. In April 2007 Convocation approved new By-Laws which did not refer to the new Finance Committee and new Audit Committee but included the existing mandate of the existing Finance & Audit Committee.

The Committee discussed the distribution of responsibilities between the new Finance Committee and the new Audit Committee to be used in drafting committee mandates for inclusion in By-Law 3. The discussion will continue at a joint meeting of the Finance & Audit Committee and Audit Sub-Committee on May 23, 2007.

Attached to the original Report in Convocation file, copies of:

A copy of Scotia Capital Inc.'s IA2 form.

(Tab B, page 10)

Re: 2008 Budget Process

It was moved by Mr. Millar, seconded by Ms. Symes, that Convocation approve the proposed 2008 budget process.

Carried

Re: Corporate Resolution

It was moved by Mr. Millar, seconded by Mr. Wright, that Convocation approve the corporate resolution set out below.

Corporate Resolution

RESOLVED THAT ANY ONE OF THE FOLLOWING PERSONS:

1. Malcolm Heins, Chief Executive Officer
2. Wendy Tysall, Chief Financial Officer
3. Fred Grady, Manager Finance

Is (are) hereby authorized and empowered to transfer, endorse, buy, sell, assign and set over, and deliver any and all shares, stocks, bonds, debentures, notices, evidences of indebtedness, or other securities now or hereafter standing in the name of or owned by the Law Society and to make, execute and deliver, under the corporate seal of the Law Society or otherwise, any and all written instruments necessary or proper to effectuate the authority hereby conferred.

Carried

Item for Information

- Finance and Audit Committees' Mandate

REPORT OF THE PROFESSIONAL REGULATION COMMITTEE

Mr. Ruby presented the Report.

Report to Convocation
May 25, 2007*

Professional Regulation Committee

Committee Members
Clayton Ruby, Chair
Tom Heintzman, Vice-Chair

Heather Ross, Vice-Chair
 Anne Marie Doyle
 George Finlayson
 Alan Gold
 Allan Gotlib
 Gary Gottlieb
 Paul Henderson
 Ross Murray
 Sydney Robins
 Robert Topp
 Roger Yachetti

Purposes of Report: Decision and Information

Prepared by the Policy Secretariat
 (Jim Varro, Policy Counsel – 416-947-3434)

* Includes items deferred from April 26, 2007 Convocation

TABLE OF CONTENTS

For Decision

Vacating Discipline and Conduct Records.....TAB A

Amendments to *Rule of Professional Conduct* 6.08TAB B

For Information.....TAB C

Professional Regulation Division Quarterly Report

COMMITTEE PROCESS

1. The Professional Regulation Committee (“the Committee”) met on April 12, 2007 and May 10, 2007.

In attendance on April 12 were Heather Ross (Vice-chair and Acting Chair), Tom Heintzman (Vice-chair), Alan Gold, Gary Gottlieb, Allan Gotlib, Paul Henderson (by telephone) and Ross Murray. Staff attending were Naomi Bussin, Zeynep Onen, Jim Varro and Sheena Weir.

In attendance on May 10 were Clay Ruby (Chair), Tom Heintzman and Heather Ross (Vice-chairs), George Finlayson, Alan Gold, Gary Gottlieb and Ross Murray. Raj Anand and Douglas Lewis also attended. Staff attending were Bruce Arnott, Naomi Bussin, Lesley Cameron, Hershel Gross, Terry Knott, Zeynep Onen, Lisa Osak and Jim Varro.

VACATING DISCIPLINE AND CONDUCT RECORDS

Motion

2. That Convocation decide that there are no circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time.

Introduction and Background

3. On June 25, 1999, Convocation reviewed a report from the Committee which addressed the policy issue of whether discipline or conduct records of members of the Law Society should be vacated. The June 1999 report appears at Appendix 1.
4. After its review and based on the information in the report, Convocation made a policy decision on June 25, 1999 by answering “yes” to the following question:

Are there are any circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time?

5. The matter was then sent back to the Committee to determine the circumstances in which and the process by which discipline or conduct records should be vacated, and to consider the effect of vacating information from a conduct or discipline record. A working group of the Committee was created to focus on these issues and report back to the Committee.¹
6. In considering the range of options for vacating a record in a process that would involve a hearing before the Society’s Hearing Panel, the working group considered four models:
 - a. a blended system with three options - expunging records, sealing records, and pardons;
 - b. a blended system with two options - sealing records and pardons;
 - c. one option - a pardon; and
 - d. one option – expunging records.
7. The working group prepared a draft report for the Committee, which the working group’s chair received for review in January 2002. The working group’s report was only recently considered by the Committee, when Bencher Larry Banack requested that it consider the matter. In January 2007, the Committee’s chair agreed to have the Committee review the matter, including the reports referred to above, and prepare a report for Convocation. The Committee considered this matter at its February, March and April 2007 meetings.
8. After considering the June 1999 report and the working group’s draft report, the overall consensus of the Committee was that Convocation’s decision in June 1999 should be

¹ Gavin MacKenzie (chair), Andrew Coffey, Todd Ducharme and Heather Ross, assisted by Lesley Cameron and Jim Varro.

reversed, and that a process to vacate discipline or conduct records should not be pursued.

The Committee's Review of the Working Group's January 2002 Proposal

9. The Committee reviewed the working group's draft report from January 2002 and considered the merits of its proposals. The report in draft form, which the Committee has prepared for Convocation's review, appears at Appendix 2.
10. In the draft report, the working group was preparing to put the following proposal to the Committee:
 - a. that if the issue of vacating conduct or discipline records in some circumstances is to be pursued, a pardon, rather than expungement or sealing, be the method for dealing with conduct or discipline records for any misconduct² ;
 - b. that five years must elapse after the conduct or discipline order has issued, or after fulfillment of the terms of the order, before a member may apply for a pardon;
 - c. that a detailed written application be provided by a member in every case;
 - d. that a public hearing be held before the Hearing Panel to determine the question of whether a pardon should be granted, with discretion to consider the seriousness of the misconduct in assessing the matter;
 - e. that an application fee be paid by a member applying for a pardon;
 - f. that a by-law be drafted describing the process for a pardon.

The Committee's Reasons for its Recommendations – The Significance of Developments Since 1999

11. In the nearly eight years that have elapsed since Convocation made its policy decision, there have been a number of important developments internal and external to the Law Society that, in the Committee's view, impact on a policy for vacating discipline records.
12. As a general observation, the Committee notes that since 1999, to borrow a phrase, times have changed. Within the sphere of self-regulation, regulators facing pressures from governments, interest groups and the general public have been forced to examine their roles, to justify their existence and respond to the scrutiny that they experience from time to time as a result of increased expectations for transparency, effectiveness and accountability.
13. For the Law Society, this has increased sensitivity to the manner in which the regulation of the profession and regulatory processes are structured. A number of initiatives over the past few years have addressed this subject, including the Tribunals Task Force and the Investigations Task Force. The report from the Investigations Task Force, adopted by Convocation in May 2006, said:

² The working group described a pardon as follows: "If a pardon were granted, the public would still be informed of the matters between the member and the Society, in aid of the obligation to assure the public that the Society's regulatory mandate is being responsibly fulfilled, including the fact that the member has been "forgiven" for the conduct." The full discussion is in the working group report at Appendix 2.

Timely investigations are critical to the effectiveness of the Law Society's regulatory process. The timely completion of an investigation is necessary to maintain the public's and the profession's confidence in the Law Society's regulation of lawyers. The regulatory process should be:

- a. Expeditious and meaningful in responding to complaints,
 - b. Transparent and accessible,
 - c. Principled and reasoned in its outcomes,
 - d. Flexible in providing for alternative resolution options where appropriate, and
 - e. Able to undertake necessary action to prevent harm in the public interest.
14. Against this background, the following are the specific developments and issues that informed the Committee's decision to recommend that a process to vacate records should not be pursued.
15. This decision was also informed by the issues discussed at paragraph 54 of the June 1999 report to Convocation at Appendix 1, and the views of the working group about the procedural intricacies attached to the issue at paragraphs 7 through 9 of its draft report at Appendix 2³.

The *Finney* Decision

16. In the decision of the Supreme Court of Canada in *Finney v. Barreau de Quebec*, [2004] 2 S.C.R. 17, the Court, after an examination of the Barreau's investigation of a member's conduct, enunciated some key principles about lawyer regulation.⁴ These included the following:

³ The working group said:

...[I]mplementing a policy to vacate discipline or conduct records would involve a time-consuming and possibly expensive operational process and potentially significant bench time.

The working group raises this issue only because it believes that Convocation, in approving the general policy question, could not have envisaged the complexity of the issue without the benefit of the same type of in-depth review. Given the intricacies of the issue, a key question is whether a decision to devise methods to vacate records can be practically implemented.

⁴ The *Finney* case was a suit in damages, in which the Barreau du Quebec was found liable to the client of the lawyer under investigation for the Barreau's failure to adequately address the issues of professional conduct. The Court found that the Barreau, because of its failure, could not claim the protection of the immunity clause in its governing legislation, where acts done in good faith in the performance of the Barreau's duties could not be prosecuted. The Barreau was found to be negligent, indifferent and careless to the point where its actions amounted to bad faith. Mrs. Finney was awarded \$25,000 and costs on a solicitor and client basis.

a. Timeliness:

All stages of the complaint process should be completed with diligence and in a timely manner. These steps would include, as appropriate, investigation/inspection, analysis and prosecution. In *Finney*, the Court found a number of instances where the Barreau could have acted much sooner. For example, the Barreau had determined at a preliminary stage that the member's competency was in question, and yet it took a year to obtain a "provisional disbarment".

b. Effective response to risk:

A law society must utilize the tools at its disposal to investigate and prosecute a member's conduct. Of the many issues raised by the lawyer in this case, some were based on complaints while others arose out of an assessment of his competence. The Barreau seemed to get caught up in a web of process that did not advance the public protection or complaints response mandates.

c. Effective communications with complainants:

Complainants must be kept up-to-date on the progress of their complaint;

d. Integration of information in the complaints and discipline history of a member: A member's entire disciplinary history is relevant, *inter alia*, to assess the risks that a lawyer poses to the public;⁵

e. Appropriate response to risks presented by a member:

A law society can and must use its discretion in deciding whether or not to pursue a complaint, but it is unacceptable for a law society to do nothing;

⁵ Lebel J. noted the following:

At the point when fresh complaints were made by the respondent, the Barreau had to have been aware of Belhassen's problematic professional history. In the language of criminal law, he had a record. He had committed disciplinary offences and had been found guilty of them. Furthermore, the Professional Inspection Committee had conducted a lengthy investigation into his professional practices and competence, and had stated its concerns in that respect in the clearest terms possible. ...The Barreau and its Syndic had to have been aware of this situation and must have taken it into account in considering the complaint and making a decision on it. In spite of the necessary administrative separation between discipline and professional inspection, the Barreau had knowledge of everything that Belhassen had done and of his record of professional misconduct.

...The nature of the complaints and the lawyer's professional record in fact made it plain that this was an urgent case that had to be dealt with very diligently to ensure that the Barreau carried out its mission of protecting the public in general and a clearly identified victim in particular.

f. Transparency:

A law society's decision to either discontinue or proceed with a complaint investigation must be communicated, with reasons, to the complainant. The complainant should be given the opportunity to have this decision reviewed or challenged. The Court found that the Barreau essentially did not respond to complaints, even when they were repeated, for long periods of time.

g. Fair process:

Diligence and timeliness must be measured against the self-imposed procedural requirements. However, the rights of a lawyer who is the subject of a complaint should not be sacrificed in favour of a quick outcome.

17. Paragraph d. above is particularly relevant to the question of access to a member's discipline record, and its importance to a transparent and effective regulatory process. Limitations on access to discipline records will become an issue if the Law Society implements any of the models for vacating records.

The Law Society's Publications Policy

18. The most recent enhancements to the Society's policy for publication of discipline decisions were the result of the report of the Tribunals Task Force in April, 2005. Convocation adopted a number of recommendations, including those relating to publication issues. On this subject, the Task Force said:

In analyzing publication issues it is important to consider the role that publication of tribunal matters plays in the Law Society's self-governance. The Law Society regulates the profession in the public interest. Today's public demands more openness and accountability from self-regulating professions.

One of the Law Society's most important public interest functions is ensuring that lawyers who commit acts of professional misconduct are held accountable for their actions. While it is essential to ensure that the tribunals process is fair, transparent and consistent, *it is also important that information about matters before panels and their decisions are easily accessible by the public, whenever there is a public interest in having that information.*

In response to lawyer misconduct, the Law Society must not only act, but must be seen to act. Otherwise, the public confidence in self-regulation is called into question. *To the extent that the Law Society deviates from a policy of transparency and public information, there must be good cause for doing so.* (Emphasis added)

19. Convocation adopted the following recommendation on publication:

It is appropriate for the Law Society to post its tribunals decisions on its web site. The policy question raised by the issue is whether there is a public interest in making that information available without time limit. The Task Force weighed whether the actual tribunal reasons should remain on the website indefinitely or

whether it would be sufficient, after a period of time, to provide only information on the finding and penalty against the member.

Currently, what is on the Law Society web site is the case digests that are printed in the Ontario Lawyers' Gazette (the Gazette). These remain on line indefinitely because the Gazette issues remain in the Archives section of the web site. Law Society decisions are also available on CanLII and QuickLaw, and as with all jurisprudence, are available indefinitely. Given the increasing demand for regulator accountability, transparency and information, it is appropriate that the actual decisions be available on the website. To do otherwise is to open the Society to the argument and perception that it is delaying, hiding or otherwise impeding the public's "right to know". However, the Task Force is of the view that after a period of time, it is not necessary for the Law Society web site to include the actual decision, which is available elsewhere, provide the finding and penalty against the member remain posted.

The Task Force recommends that,

- a. the Law Society post tribunal decisions on its web site for a period of three years; and
- b. after three years the finding and penalty against the member remain on the website, with a link to the CANLII or QuickLaw sites where the decision may be found. The decision itself would no longer be available on the Law Society web site.

20. This means that currently, findings and penalties against members are maintained on an ongoing basis on the Society's website, and decisions are published on the CanLII and QuickLaw websites, for the reasons of access and transparency discussed earlier.
21. Publication through CanLII and Quicklaw creates an historical database. For anyone accessing information on lawyer discipline, there could be a "disconnect" between what appears through these sources and information the Law Society would provide if it vacated a discipline or conduct record. This may create a negative perception about the integrity of the manner in which information from the Law Society is available to the public about members.

Operational Resources and Budget Issues

22. The working group's 2002 proposal considered by the Committee involved a hearing process for granting a pardon. If this type of process were to be recommended and adopted, the impact on operational resources could be considerable.
23. At this stage, it is impossible to project how many members may take advantage of a process for granting a pardon. Statistics for the last 10 years, however, will put the issue in some perspective, if the assumption is made that the opportunity to seek a pardon would generally be attractive to members. Since 1996⁶, 798 disciplinary orders were issued for penalties other than those that terminate membership in the Society (i.e.

⁶ Source: Law Society Annual Reports, 1996-2006. See Appendix 3 for the actual statistics.

disbarment and permission to resign⁷). Several hundred orders would also have been made in the decades before 1996.

24. The cost of such a process cannot be estimated at this stage, although it is a fact that a hearing process will involve resources from both the Professional Regulation Division and the Tribunals Office. The majority of the work (preparation for the hearings) would fall to the Professional Regulation Division.
25. The allocation of time and resources to work required in advance of the hearing process to vacate records will become a concern, and will have additional budgetary implications, if such allocation is at the expense of resources needed for investigative work.
26. The Professional Regulation Budget has already been increased for 2007 by almost \$2 million. The Division's 2007 budget for 2007 is approximately \$14.6 million (of a Law Society operating budget in excess of \$51 million), up from \$12.7 million in 2006. The Finance and Audit Committee Report to October 2006 Convocation reflected that the increase is attributable to a number of factors including:
 - a. Staffing level increases for mortgage fraud investigations and prosecutions,
 - b. Additional staff for Complaints Resolution,
 - c. Additional funds for outside counsel to support the increasingly complex investigations and prosecutions, and
 - d. Salary merit and market adjustments.

Benchers Resources

27. If a hearing type of process were to be recommended, the impact on benchers adjudication resources must be considered.
28. It is a fact that the hearing calendar for the upcoming year is solidly booked and that this trend is expected to continue. The workload of the Hearing Panel has increased considerably since June 2003. A hearing process for the purposes of a pardon, or another type of order respecting a discipline record, will increase the pressure on the Hearing Panel and generally will affect timely decision-making.
29. A panel of benchers will have adjudicated a matter that resulted in a disciplinary order. This raises a second issue, namely, whether those benchers should consider the related pardon application. If the answer is no, timely scheduling and availability of Hearing Panel members will likely become more of an issue.

By-Law 4 and Inter-Provincial Mobility

30. By-Law 4 (Licensing), Part VII (Inter-Provincial Practice of Law) implements the regulatory scheme for the inter-provincial mobility of Canadian lawyers in Ontario pursuant to the Federation of Law Societies' National Mobility Agreement.

⁷ The working group recommended that any process to vacate records should not at present be available to former members whose membership was terminated by a disciplinary order.

31. The By-Law addresses the occasional practice of law (100 days) and the practice of law for 20 days on 10 matters in 12 months. The By-Law provides that a non-Ontario lawyer may practice in Ontario without prior permission of the Law Society if, inter alia, he or she "is not the subject, and has no record, of any order made against the person by a tribunal of the governing body of the legal profession in each province and territory of Canada of which the person is or was a member" and additionally for the 100 days, "is not the subject, and has no record, of any order made against the person by a tribunal of the governing body of the legal profession in each jurisdictions of which the person is a member suspending or limiting the rights and privileges of the person."
32. Other law societies who are signatories to and observe the Agreement have similar regulations for lawyers coming into their jurisdictions, including Ontario lawyers.
33. If a change is made to the manner in which the Law Society maintains discipline records, the impact on the regulation of lawyer mobility must be considered. The specific question is whether this would affect other law societies' rules as applied to Ontario lawyers who wish to practice without prior permission in another province.

Amendments to the *Law Society Act* to Create the Register

34. The amended *Law Society Act* now includes authority for the Society to maintain a register of licensees. The Act also includes by-law-making authority with respect to the nature of the register, including what information may be removed from the register. The relevant sections are:

27.1 (1) The Society shall establish and maintain a register of persons who have been issued licences.

Contents of register

(2) Subject to any by-law respecting the removal of information from the register, the register shall contain the following information:

1. The name of each licensee.
2. The class of licence issued to each licensee.
3. For each licensee, all terms, conditions, limitations and restrictions that are imposed on the licensee under this Act, other than terms, conditions, limitations and restrictions that are imposed by the by-laws on all licences of that class.
4. An indication of every suspension, revocation, abeyance or surrender of a licence.
5. Any other information required by the by-laws.

Availability to public

(3) The Society shall make the register available for public inspection in accordance with the by-laws.

62. (0.1) Convocation may make by-laws,

...

49. governing the register that the Society is required to establish and maintain under section 27.1, including prescribing information that the register must contain in addition to the information required under section 27.1, governing the removal of information from the register and governing the

Society's duty under section 27.1 to make the register available for public inspection;

35. This statutory requirement imposes on the Law Society an obligation to maintain this information and make it available to the public. As indicated above, some of the information relates to matters that may arise from disciplinary orders.
36. In the Committee's view, the fact that the register is now a statutory requirement means that increased importance is attached to information about members and how that information may be accessed by the public. The Committee's sees this as part of the Society's role to regulate in the public interest. Vacating records would not appear to be consistent with this obligation.
37. As a final matter, the Committee noted that transparency is also an issue with other regulators. The article from the May 5, 2007 *Toronto Star*, at Appendix 4, on the developments in this respect in the regulated health professions illustrates the point.

Summary of the Committee's Views

38. At a time when there are increased expectations that professional regulation will be effective, transparent, and accountable, the Committee views a policy by which discipline or conduct records may be vacated as untenable. As the Supreme Court of Canada noted in *Finney*, a lawyer's discipline history is a relevant factor in assessing risks to the public.
39. On those occasions when the Law Society is scrutinized for its effectiveness as a regulator, it should be prepared to justify its policies in light of its public interest mandate. In the Committee's view, the Society will not be criticized in the public realm for maintaining a record of those members who have breached professional conduct, but may well be criticized for qualifying the fact of the breach or removing it entirely from its public records.
40. Membership in the Law Society is a privilege, not a right. With that privilege comes responsibilities collectively and individually to accept regulation and the consequences that follow when breaches occur. Maintaining disciplinary records without qualification or amendment, as is currently the practice, is the responsible way for the Law Society to deal with this information. A transparent approach to regulation, including a complete and accessible record of members' discipline, will help to support effective self-regulation of the legal profession.

APPENDIX 1

Professional Regulation Committee
June 10, 1999

Purpose of Report: Decision and Information

Prepared by the Policy Secretariat

REVIEW OF CIRCUMSTANCES RESPECTING THE VACATING OF DISCIPLINE RECORDS

A. INTRODUCTION

1. Recent interest has been expressed by some members of the profession in the issue of whether discipline records should continue to exist and be available to the public indefinitely. This, together with the fact that the issue was independently suggested for review by two Committee vice-chairs, has prompted the Committee's current review of this issue.
2. The Committee reviewed a discussion paper prepared by a working group of the Committee⁸ on issues relating to discipline or conduct records and the competing policy considerations on possible limits on a record's existence. While the focus of this paper was on conduct issues, the Committee acknowledged that similar issues may arise with respect to competence or capacity orders that are a matter of public record.
3. This report includes the Committee's proposal that Convocation consider whether a policy should be instituted that in certain circumstances, discipline or conduct records may be vacated.

B. BACKGROUND

The Law Society's "Record"

4. At present, a discipline record of a member, through the documents which evidence the occurrence of a member's discipline by the Law Society, exists forever. This is the case even when a member, for example, is readmitted after disbarment.
5. There are no provisions in any of the governing legislation, regulations or by-laws directly dealing with the contents of a member's Law Society record.⁹ The current practice is to maintain in the member's file a record of any public discipline (now called conduct) proceedings, and within the Discipline Department itself, the findings of professional misconduct or conduct unbecoming and the penalties imposed.

⁸ Gavin MacKenzie, assisted by Lesley Cameron and Jim Varro.

⁹ The amended *Law Society Act* refers to a member's record, but only in the context of reviews of the professional conduct or competence of benchers and Law Society employees, where the person conducting the review may access "all information in the records of the Society respecting the bencher or employee..." (s. 49.7). The Complaints Resolution Commissioner is accorded the same access with respect to member or student member complaints (s. 49.15(3)).

Presumably, this will now include any competence or capacity orders to the extent that they are public.

Uses of the Record

6. The Law Society routinely answers requests from a variety of people (complainants, potential clients, other lawyers, the media, etc.) about the discipline history of members.¹⁰
7. The Society discloses any discipline record that resulted from a public hearing, and any public result of an *in camera* hearing. It also discloses any pending public conduct hearing once the conduct application has been served on the member or 10 days after mailing of the application by registered mail, whichever is earlier. Records of invitations to attend ("ITAs") are not disclosed in response to requests for discipline records. Complaints or applications that have been dismissed are not disclosed in response to requests for members' discipline records. For example, if a caller asks whether a lawyer has a discipline record and a dismissal is the only matter noted, the answer is "no". If the caller, however, asks about the disposition of a specific formal complaint, he or she will be informed that the complaint or application was dismissed.
8. Specific requests for information are received from the Judicial Appointments Office, when members apply or are chosen for judicial appointments. Prior to the Society receiving the request, the member waives confidentiality with respect to information from the Society about his or her complaints and discipline record. Currently, the Society discloses all complaints (current or past), ITAs, and all discipline (present and past, including dismissals).
9. Another type of specific request is received from members who are requesting occasional appearance certificates in other Canadian jurisdictions. A member completes an application which, to be complete, requires him or her to waive confidentiality for current complaints (a waiver is required on every file) and any current or past public discipline, including formal complaints or applications (but not invitations to attend) that have been issued, even if they have been dismissed at a hearing. The latter information is captured because the question is "has this person been the subject of formal discipline?".

Records in Other Jurisdictions

Alberta

10. In sections 39 and 40 of the Rules made under Alberta's *Law Society Act*, the members' roll of the Society and the student register are described. For members, the roll includes "a brief description of any finding...of guilt of conduct deserving of sanction, of conduct unbecoming a barrister and solicitor or of a professional misdemeanor". For students, there is a similar provision for "any finding of guilt of conduct deserving sanction...". No

¹⁰ Without the waiver of the member, past or current complaints which have not led to formal discipline proceedings are never disclosed, as they are matters of confidence between the Law Society and the member.

reference is made to the time period for which this information is to be maintained on the roll.

Federation of Law Societies

11. The Inter-Provincial Practice Protocol of the Federation discusses the use made of a discipline record of a member of a provincial law society in the section on temporary mobility of lawyers within Canada. Ontario is a signatory to the protocol.
12. As a requirement for the lawyer's practice in a province, the lawyer "shall have no discipline record in any jurisdiction in which the lawyer is or was a member and no criminal record". There is some discretion on the part of the Secretary, recognized among signatories to the protocol, to allow lawyers from outside Ontario to practice in Ontario even with a discipline history, and the same would apply outside of Ontario for Ontario lawyers. It was recommended at a meeting of the Federation in August 1995 that the host jurisdiction be entitled to rely on the home jurisdiction to advise whether or not a particular lawyer meets the criteria set out in the protocol.

American Bar Association ("ABA")

13. The ABA Model Rules of Lawyer Disciplinary Enforcement, as promulgated by the Standing Committee on Professional Discipline, state as follows:

Disciplinary counsel shall maintain or have ready access to current information relating to all lawyers subject to the jurisdiction of the board including:

...

(j) nature, date, and place of any discipline imposed and any reinstatements in any other jurisdiction.
14. In the section of the same rules on procedure for disciplinary proceedings, in Rule 16 entitled Access to Disciplinary Information, the ABA states:

The board shall transmit notice of all public discipline imposed against a lawyer, transfers to or from disability inactive status, and reinstatements to the National Lawyer Regulatory Data Bank maintained by the American Bar Association.
15. The rationale in the commentary following the rule states that "Once a finding of probable cause has been made [leading to formal disciplinary charges], there is no longer a danger that the allegations against the respondent are frivolous. The need to protect the integrity of the disciplinary process in the eyes of the public requires that at this point further proceedings be open to the public." And further, "exchange of public information between agencies contributes to more effective enforcement. It is absurd for one agency to struggle with a substantive or procedural problem completely unaware that the same problem has been faced and resolved by an agency in another state."
16. The National Lawyer Regulatory Data Bank is operated by the ABA's Center for Professional Responsibility. The description of the service provided by the Data Bank includes the following:

Through the voluntary co-operation of state and federal courts in forwarding orders of public disciplinary action to the Data Bank, the ABA has been able to

offer a valuable service to the profession and the public. The Data Bank not only provides ready access to information concerning sanctions imposed on individual lawyers but also offers a means of gathering national statistics on disciplinary cases. The service is particularly helpful to disciplinary authorities and bar admissions agencies in that it provides a means of identifying instances where reciprocal discipline is warranted and where out-of-state disciplinary action should be taken into account in considering admissions applications.

The Example of the Criminal Justice System

17. The Committee reviewed processes within the criminal justice system which, while not entirely analogous to the regulatory scheme of a self-governing profession, provide insight into the issue.
18. The issuance of pardons is the method by which criminal records in effect are removed after a period of time. According to the *Criminal Records Act* R.S.C. 1990, c. 12, a grant of pardon for an indictable offence may be made if the National Parole Board is satisfied that the applicant, for the five years following the end of a sentence, period of parole or payment of a fine, is of good conduct and has not been convicted of a federal offence. For summary convictions, the period is three years. There is provision for inquiries to be made of the applicant and for the Board to receive oral or written representations by or on behalf of the applicant.
19. A pardon is evidence of the fact that the Board after making proper inquiries was satisfied that the applicant was of good behavior and that the conviction in respect of which the pardon is granted should no longer reflect adversely on his or her character. A pardon vacates the conviction in respect of which it was granted.
20. A pardon may be revoked by the Board if certain events occur (e.g., the person is convicted of a subsequent summary conviction offence or is no longer of good conduct). In such cases, the person is given the opportunity to make oral or written representations to the Board after the Board serves notice of the proposal to revoke. A pardon ceases to have effect if the person is convicted of an indictable offence under federal law or regulation.

C. POLICY DISCUSSION

The Primary Issue and Key Questions

21. As a matter of public policy, the government in the context of the criminal justice system has decided that individuals should have the ability to seek and obtain a pardon. For a self-regulating profession such as law, the Committee believes that the overarching question is whether a similar process would be consistent with the mandate of the Law Society to govern the profession in the public interest. The Committee, acknowledging the working group's deliberations in this respect, considered five key questions, each discussed below.

a. Are there any circumstances in which discipline records should be vacated?

22. The Committee identified three constituencies in relation to this question. They are the public, the profession generally, and the individual member whose record is the subject of interest.

The Public

23. As professionals and members of the Law Society, lawyers are granted the privilege of practicing as barristers and solicitors. By their membership, lawyers are subject to the authority of the regulator and must accede to its jurisdiction or otherwise risk the loss of the privileges afforded by the membership. Part of that authority includes the right to impose disciplinary sanctions against members within the appropriate process. This is a key responsibility of those professions that have been granted the right of self-regulation by the government.

24. The Royal Commission Inquiry into Civil Rights of 1968 (the McRuer Report) commented on the rationale behind self-governing professions and the public interest, as follows:

The granting of self-government is a delegation of legislative and judicial functions and can only be justified as a safeguard to the public interest. The power is not conferred to give or reinforce a professional or occupational status.

...

The traditional justification for giving powers of self-regulation to any body is that the members of the body are best qualified to ensure that proper standards of competence and ethics are set and maintained. There is clear public interest in the creation and observance of such standards. This public interest may have been well serviced by the respective bodies which have brought to their task an awareness of their responsibility to the public they serve, but there is a real risk that the power may be exercised in the interests of the profession or occupation rather than in that of the public. This risk requires adequate safeguards to ensure that injury to the public interests does not arise.

25. The public is entitled to expect that a self-governing profession will exercise its authority and design its processes to consistently protect the public interest. Lawyers' discipline records generally are treated as public information for the following reasons:

- to ensure the transparency of the process so that the public has the ability to judge the manner in which the profession is exercising its governance mandate, and
- to allow the public to make informed choices in selecting legal representation, all in aid of engendering public confidence in the exercise of governance of the profession by the profession.

26. If not all information about a member's discipline record is public because the Society has imposed a limit on the availability of information, arguably the public may question why the information is not available and, depending on the reasons, may conclude that the Society has given precedence to the interest of the particular lawyer, or the profession, over the public interest in knowing what exists on a member's discipline record or how the regulator has responded to issues about a member.

27. On the other hand, reasonable and well-informed members of the public would probably accept that there may be circumstances in which a minor infraction committed early in a member's career "should no longer reflect adversely on his or her character" (in the words of the *Criminal Records Act*), for the same reasons that in such circumstances a criminal record should no longer do so.

The Profession

28. The Committee considered that, like the public, the profession has an interest in ensuring that the governance mandate of the profession is appropriately and responsibly exercised. From this perspective, the profession may view the transparency of the process and the public availability of information flowing from it, without limitation, as a necessary feature of the regulator's responsibility.
29. The profession may also wish unrestricted access to discipline records for its own purposes, for example, in making decisions about hirings or referrals.
30. The profession, however, is sensitive at the same time to the need to avoid unfair consequences to individual members. The question is whether a balance should be struck between the desirability of unrestricted access to discipline records and the potentially disproportionate consequences to members with discipline records of unrestricted access to those records, for example, where the offence was minor and the lawyer has never engaged in similar conduct since. The ultimate question is what is required to maintain the public's confidence in self-regulation.

The Individual Member

31. The Committee believes that many disciplined members would welcome the opportunity to "clear" their record of discipline dispositions if the opportunity were available. For most members, the stigma attached to a disciplinary record creates a sense of personal and professional embarrassment. It may also affect their ability to attract clients, obtain employment or form other relationships.
32. As members of the Society, lawyers are held to a collective standard of conduct that will be enforced by the Society if necessary, and most lawyers accept this aspect of professional responsibility. In a broader sense, an individual's membership in the Law Society places him or her in a privileged position, and as such, lawyers are subject to a discrete standard, apart from the general public, and should be prepared to accept as a function of membership the entire scope of regulation, including the public nature of discipline and the fact that information related to that process is permanently maintained.
33. In this respect, the analogy between the process available to convicted offenders to receive pardons in the criminal justice system and a process that would permit lawyers to apply to have their discipline records vacated, may break down. Facilitating pardons is, in part, in aid of rehabilitation in the broad public realm. Vacating a discipline record for lawyers would apply in a context in which the need for accountability is more acute because of the unique trust relationship the public enjoys with lawyers. One could argue that this need for accountability should supersede even the most deserving rehabilitative efforts.

34. Vacating information on the record may also impinge on processes for readmission after disbarment or permission to resign. Readmission hearings are generally held in public. The question is whether the information once removed from the record for public purposes may be relied on by the Society.
 35. In some cases to “pardon” a member in respect of a disciplinary offence would present only a negligible risk to the public interest, a risk that may well be outweighed by the potentially unfair consequences to the member of maintaining a public record of the offence indefinitely.
 36. For example, a lawyer reprimanded in committee since and for years after the event may carry on an exemplary practice, indicating effective rehabilitation, that he or she is not a threat to the integrity of the profession or the public interest and that by his or her standard of practice, the lawyer has gained the respect and confidence of clients and, perhaps, any prospective clients who may not be aware of the discipline history. A prospective or current client or other information seeker may consider the lawyer’s discipline record in context and may not give it undue weight in these circumstances. Nevertheless, the continuation of the lawyer’s discipline record and the effect that knowledge of it may have on prospective clients and other lawyers may be disproportionate to the offence.
 37. The Committee considered that an incidental benefit of implementing a system that would allow for “pardons” in appropriate cases may be that lawyers will be encouraged to discuss reasonable dispositions of matters at the pre-hearing stage if they appreciate that a discipline record that may result from an admission of guilt or negotiated settlement will not necessarily be on the public record permanently.
- b. Are there types of misconduct in respect of which it would be inappropriate to vacate a discipline record? If so, what are they?
38. Views were expressed at Committee that a case by case analysis would be required. A lawyer who has been found guilty of minor misconduct on one occasion may have been involved in a series of discipline cases that evidence a pattern of conduct that would be incompatible with a “pardon”. Serious misconduct that has resulted in a lengthy suspension may also be inconsistent with vacating the record. The nature of the misconduct should be a key factor in every case, regardless of the penalty. Reprimands in committee have been imposed for fairly serious misconduct, such as borrowing from clients, in some cases.
 39. Cases in which conduct orders impose continuing restrictions or conditions on practice may also be inappropriate candidates for orders vacating a discipline record. The proper avenue for relief in such cases may be an application to vary the order of the hearing panel or appeal panel that imposed the restrictions or conditions. The Society may wish to impose a time restriction on when an application to vacate a discipline record may be brought, just as applications for pardons under the *Criminal Records Act* may not be brought until five years have expired after the applicant’s sentence has been served (three years for offences prosecuted by summary conviction.) The time period could be defined to run from the date any conditions or restrictions are removed.
 40. It was also suggested that a risk analysis would be in order for every case. Is there a risk that the public interest may be affected to its detriment by vacating the record? Is there a

risk that the integrity of the regulatory mandate of the Society will be adversely affected? Is there a risk that the reputation of the profession generally will be tainted if the record is vacated?

- c. Should vacating a record ever be automatic after a certain period of time?
- d. If not, what period of time should pass before consideration is given to vacating the record?

- 41. It was suggested that, if a case by case analysis of a lawyer's record is necessary as a standard feature in a process to address the vacating of records, it would not be a responsible exercise of authority for the Society to automatically vacate a lawyer's record within a specified time after the occurrence of the discipline.
- 42. The next question becomes what length of time should run before consideration is given to vacating a record. As noted above, the *Criminal Records Act* requires a conviction-free period of five years after the end of a sentence for indictable offences (three years for summary convictions). It was suggested that a similar period would be appropriate for lawyers for certain offences, but that other factors may have to be considered, including complaints made within the period and the type of activity in which the member was engaged after the sanction was imposed.

- e. Should an application process be required?

- 43. If the Law Society were to determine that it is appropriate that discipline records be vacated in some cases, some members of the Committee believed that an application process should be devised.
- 44. A process not unlike that for obtaining a pardon for a criminal conviction was suggested as a model. In that process, an individual must satisfy the National Parole Board that he or she is of good conduct. The process also permits inquiries to be made of the applicant and an opportunity for the applicant to be heard if the Board proposes to refuse to grant a pardon.
- 45. If the Law Society were to adopt a similar process, the reasoning is that it would not only provide the applicant with an opportunity to provide any information he or she felt appropriate to the application, but would give the Society a framework in which to consider these requests, and the ability to set reasonable standards and thresholds.
- 46. It was also suggested that it would be appropriate to consider circumstances in which a vacated record may be reinstated, for example, where a member is found guilty of subsequent misconduct that illustrates that he or she is not truly rehabilitated.

Jurisdiction to Clear Information from Records

- 47. The Committee noted that nothing in the *Law Society Act* or any subordinate legislation or rules makes reference to any matters concerning the discipline records of members, except as noted earlier in this report. As such, there may be a question about the ability of the Law Society to vacate records under the current legislative scheme. The *Law Society Act* does not explicitly permit records to be vacated.

48. Proceedings of administrative tribunals are generally governed by the *Statutory Powers Procedures Act* ("SPPA"), which states that such proceedings, unless ordered to be *in camera*, are public. This presumably would also apply to the results of any hearing, which may be reflected as a public matter in a discipline record.
49. The *Law Society Act* permits Convocation to make procedural rules which oust, in effect, the application of the SPPA. Law Society proceedings, out of which such records are created, at least from February 1, 1999 onwards, are governed by the Rules of Practice and Procedure, which state that all proceedings, unless otherwise held *in camera*, are public. This would also apply to the results of the proceedings and presumably any record reflecting the results.
50. The rules theoretically could provide for a procedure by which records could be vacated, but the rules only apply to a "proceeding". Unless the process for vacating the record were a proceeding, the rules could not apply. However, the *Law Society Act* sets out all proceedings to which the Rules apply, and currently, as noted above, it does not include anything connected with vacating a record.
51. By-law making authority in the *Act* may be a vehicle through which a discipline or conduct record review process could be established. Section 62(0.1) gives Convocation by-law making authority "relating to the affairs of the Society", and the power to make by-laws governing members and student members and prescribing their rights and privileges.

Summary of the Committee's Views

52. There was significant discussion in Committee on the threshold question of whether to permit the vacating of records and the benefits and the risks involved in doing so. In addition to the above discussion of the "pros and cons", Committee members raised additional points both in support of and against a process for vacating discipline records.
53. The following points were made in support of exploring a process to vacate discipline or conduct records:
 - a. such a process would recognize rehabilitative efforts of members;
 - b. a disciplinary record may have a disproportionate effect on a lawyer's reputation and livelihood, as for example where a potential client decides not to retain a lawyer because of a finding of professional misconduct for a minor infraction many years earlier;
 - c. apart from a small percentage of members who are truly dishonest and unscrupulous, many members who are before the Society's hearing panels are suffering from personal problems which influenced the conduct and to whom some consideration should be given through this type of process;
 - d. many of the arguments against establishing such a process could be made with equal force with regard to the pardon process established by the *Criminal Records Act*, yet that process has been in place for many years and appears to work effectively;
 - e. vacating of the record could be made conditional, for example, in circumstances where a lawyer becomes the subject of another finding of misconduct;
 - f. some types of serious misconduct could if necessary be excluded from the realm of what may be considered for removal from a record;

- g. time clarifies matters for an individual, and it is possible to protect the public interest and permit a disciplined lawyer to lay claim to the assertion that he or she, notwithstanding the past discipline, is of good character, such as to warrant vacating the discipline record.
54. Concerns about pursuing an initiative to vacate records included the following:
- a. there is a distinction that must be made between those convicted of criminal offences (using the pardon scheme as an example) and members of the Law Society, who have assumed a public trust and by their conduct, have breached it; to say that past conduct can be vitiated may not serve the public interest;
 - b. a criminal pardon is not certification to the world by the federal government that the individual pardoned is of good character, whereas vacating a disciplinary record can be expected to indicate that the Law Society is confident that the lawyer can with integrity serve the public through the provision of legal services;
 - c. the Society in effect regulates a monopoly, and on the premise that the Society knows best how to exercise its governance mandate, great caution must be exercised in changing the fact of a record denoting a disciplinary issue with a member;
 - d. vacating a disciplinary record will have the effect of undermining the public's confidence in the Society, in that the public will sense that they are not receiving all of the information to which they are entitled;
 - e. if an offence is minor, the public will assess that and consider it against the lawyer's current circumstances in context;
 - f. the purported loss of clients because of a disciplinary record is not of significant impact on the profession;
 - g. if a process were devised, it could be expensive to administer.
55. The Committee acknowledged that if the key question of whether to permit discipline records to be vacated in any circumstances is answered in the affirmative, the Law Society will be required to carefully map out what type of process should be designed for reviewing these requests. Public interest considerations should be a primary focus, as should the integrity of the profession, and fairness to members whose reputation and livelihood may be unfairly affected if their discipline records remain public permanently.
56. The Committee ultimately decided that, for the purposes of reporting to Convocation, it would:
- provide its views on the issue;
 - not recommend a particular course of action or offer a model for a particular scheme or process, but place before Convocation the policy question: Are there are any circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time?
 - if the answer is yes, seek Convocation's approval to design a model for Convocation's further review.

D. DECISION FOR CONVOCATION

57. Convocation is asked to decide whether there are any circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time.

58. If the answer is yes, the Committee seeks the direction of Convocation for the purposes of designing a process to implement this policy decision.

APPENDIX 2

draft

Professional Regulation Committee
Working Group Report
January, 2002

Issues Relating to Discipline or Conduct Records

Prepared by the Working Group on Vacating Discipline/Conduct Records

INTRODUCTION

1. At the June 25, 1999 Convocation, benchers reviewed a report from the Committee (drawn from a discussion paper prepared by a working group of the Committee) which requested Convocation to answer the following question:

Are there are any circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time?
2. Convocation answered the question in the affirmative and directed that the Committee provide Convocation with proposals for implementing the decision. The working group of the Committee¹¹ presented a report to the Committee in September 2000, which included proposals on:
 - a. circumstances in which in would be permissible for members to have conduct or discipline records vacated;
 - b. a process for dealing with requests to vacate;
 - c. the effect of vacating information from a conduct or discipline record.
3. In this report, the working group initially determined that three methods of vacating a record - expungement, sealing and a pardon - should be considered as the range of options that the Society may wish to consider in a process whereby members apply to the Society for vacating a record. The process would involve a hearing before the Society's Hearing Panel.

¹¹ Gavin MacKenzie (chair), Andrew Coffey, Todd Ducharme and Heather Ross, assisted by Lesley Cameron and Jim Varro.

4. In contemplating how these options may be utilized in the process, the working group considered four alternative models:
 - a. a blended system with three options - for expunging, sealing, and pardons;
 - b. a blended system with two options - for sealing and pardon;
 - c. one option - a pardon; or
 - d. one option - expungement.
5. The working group discussed whether only a member of the Society may apply for vacating a record, or whether the process should be open to former members (disbarred or otherwise). It is possible that some former members may not want to be reinstated as members but may want to clear their names. For the present, the working group concluded that whatever system is approved, it should be confined to members, leaving to another day the debate on whether former members could apply.

The Committee's Review of the Working Group's Proposals

6. After discussing the proposals, the Committee requested that the working group reconvene to flesh out the options, elaborate on additional options for the process, and consider the costs of the process, including human resources.

DISCUSSION OF THE OPTIONS

7. When the working group reconvened for its discussion, it recognized in a more profound way that implementing a policy to vacate discipline or conduct records would involve a time-consuming and possibly expensive operational process and potentially significant bench time.
8. The working group raises this issue only because it believes that Convocation, in approving the general policy question, could not have envisaged the complexity of the issue without the benefit of the same type of in-depth review. Given the intricacies of the issue, a key question is whether a decision to devise methods to vacate records can be practically implemented.
9. It is in this setting that the working group provides the following report on the options, based on the last discussion at Committee.

Framing the Question

10. The working group determined that in the context of the Society's mandate and the public interest, it would be appropriate to identify what would initially be a small range of matters that may be vacated, rather than starting with the assumption that, generally, records may be vacated, and then carve out exceptions.

Public Interest Issues

11. In considering the process in terms of the public interest, one theory advanced was that as an effort towards the rehabilitation of members. Arguably, there is a tenuous link between benefit to the public interest and vacating discipline records. But it is possible that this process may help to contextualize for the public certain types of misconduct. In particular, it may assist in the public's own assessment or understanding of what specific

misconduct means for lawyers generally or perhaps for the lawyer a member of the public has retained or wishes to retain.

12. For the member, to the extent that such a system would aid in rehabilitation, the working group felt that that concept must apply equally to minor and serious misconduct, balancing any compromise to the public interest that may result from vacating serious discipline records.

Methods of Vacating Records

13. As noted above, the working group identified three ways that removing information from a discipline record could be accomplished.

Expunging the record

14. This method would clear a member's record of any discipline order, as if the record had never existed. In effect, the discipline record would be destroyed, and could not be restored.
15. The working group's initial thinking on this method was that it be restricted to "low level" discipline, resulting from minor or administrative offences or those cases that result in a minor penalty (i.e. reprimands or admonitions).
16. The concern, however, is that given the significant variance among orders of the Hearing Panel and in Convocation (when it sat as a discipline Convocation), it would be very difficult to articulate a standard for expunging a record.
17. A second concern is that an expungement order of an administrative tribunal would apply universally, including to the Society. This may be problematic for the Society if it sought to prove ungovernability of a member and no record existed of past discipline.
18. The question of whether a lawyer, for certain purposes, should have the option to oust the operation of the expungement by his or her own waiver and have the information on the record disclosed also arises.

Sealing a record

19. By sealing a record, the information in the record would still exist but would not be accessible to anyone, except through a process for the record to be unsealed or for the sealing to be revoked, applicable equally to Law Society personnel and external parties.
20. The types of misconduct or penalty for which sealing would be available are the same as those listed above under "expunging the record".
21. Sealing may be revoked (such feature to be included in the order) if the member engages in subsequent discipline (or subsequent discipline that results in any penalty of a reprimand or higher). Revocation should be confined to circumstances where there is a subsequent finding of misconduct or conduct unbecoming and a penalty imposed. The process would either be automatic or the issue put to a panel of benchers. Letters of advice, invitations to attend and conduct applications that do not result in a finding of

professional misconduct or conduct unbecoming would not lead to the reinstatement of a previously sealed record.

22. Similar to expungement, a sealing order of an administrative tribunal would apply universally, including to the Society. The same question on the option of a waiver also arises with sealing.

Pardon

23. If a pardon were granted, the public would still be informed of the matters between the member and the Society, in aid of the obligation to assure the public that the Society's regulatory mandate is being responsibly fulfilled, including the fact that the member has been "forgiven" for the conduct.
24. The pardon envisaged for the Society is unlike that provided for in the criminal justice system, where pardon vacates the conviction for the criminal offence.¹²
25. The pardon could be revoked in appropriate circumstances. Revocation could be confined to circumstances where there is a subsequent finding of misconduct or conduct unbecoming and a penalty imposed. The process could either be automatic, or the issue put to a panel of benchers for argument. Letters of advice, invitations to attend and conduct applications that do not result in a finding of professional misconduct or conduct unbecoming would not lead to the reinstatement of a previously pardoned record.
26. While a pardon may be viewed by some as only slightly better than having a discipline record, because of the nature of a pardon, a stronger argument exists that it should be available for all disciplinary matters and all records, especially if it is a one-time occurrence. In this way, the public will be fully informed.

The Working Group's Views on the Appropriate Threshold

27. The working group concluded that the primary criteria for determining whether a member can apply to have a discipline or conduct record vacated is the seriousness of the original misconduct, based on the penalty imposed.

¹² According to the *Criminal Records Act* R.S.C. 1990, c. 12, a grant of pardon for an indictable offence may be made if the National Parole Board is satisfied that the applicant, for the five years following the end of a sentence, period of parole or payment of a fine, is of good conduct and has not been convicted of a federal offence. For summary convictions, the period is three years. A pardon is evidence of the fact that the Board after making proper inquiries was satisfied that the applicant was of good behavior and that the conviction in respect of which the pardon is granted should no longer reflect adversely on his or her character. A pardon vacates the conviction in respect of which it was granted. A pardon may be revoked by the Board if certain events occur (e.g., the person is convicted of a subsequent summary conviction offence or is no longer of good conduct). A pardon ceases to have effect if the person is convicted of an indictable offence under federal law or regulation.

28. Mindful that the policy behind the process should be transparent to the membership to avoid any claims that it is arbitrary in its application, the working group then considered the following questions:
- (a) what method should be applied, and
 - (b) what are the types of penalties that would be available for vacating?
29. The working concluded that the following are the options:
- a. expungement for minor discipline
 - b. a pardon for minor discipline
 - c. expungement for minor discipline and a pardon for serious discipline
 - d. a pardon for any type of discipline but with the seriousness of the misconduct factored in
 - e. expungement for any type of discipline but with the seriousness of the misconduct factored in
30. The working group decided that sealing, essentially a “half way” measure between expungement and a pardon, from a number of perspectives would be an unattractive option, and is not recommending that it be pursued.
31. The working group determined that option (d) is the best choice, for the reasons that follow.
32. A pardon does not vacate the fact of the record, like expungement, and thus avoids the public interest issues that deleting a record (through expungement) raises. The record still exists, but the member is “forgiven” for the conduct, a fact which would be publicly stated.
33. A pardon would be available for any type of misconduct. Thus, the limitation by nature of conduct or penalty is eliminated, subject to consideration on a case by case basis of the seriousness of the original misconduct. This discretionary authority would be exercised by the Hearing Panel on review of the application and any evidence presented by the member.
34. A pardon scheme avoids the potential unfairness of a system that uses only a specific type of penalty as a threshold. As noted above, penalties for similar misconduct can vary widely in decisions made by the Hearing Panel and in Convocation.
35. A scheme to deal with discipline or conduct records has implications beyond the Law Society. The Society is a signatory to the 1994 Federation of Law Societies Inter-Provincial Practice Protocol, which references temporary mobility of lawyers within Canada, includes provision for the use made of a discipline record of a member of a provincial law society. As a requirement for the lawyer’s practice in a province, the lawyer “shall have no discipline record in any jurisdiction in which the lawyer is or was a member and no criminal record”.
36. It was recommended at a meeting of the Federation in August 1995 that the host jurisdiction be entitled to rely on the home jurisdiction to advise whether or not a particular lawyer meets the criteria set out in the protocol.

37. More recent developments in mobility of lawyers within Canada emphasize the importance of information about the conduct of members. In August 2001, the Federation of Law Societies established a National Task Force on Mobility to examine full mobility rights and conditions for lawyers in Canada. The Society has its own Inter-Jurisdictional Mobility Committee, which informs the work of the Federation's committee from Ontario's perspective.
38. A survey conducted of the law societies in Canada has revealed broad similarity of approach on significant regulatory provisions among jurisdictions. The Inter-Jurisdictional Committee's view is that such similarity contributes to the feasibility of enhanced mobility because common understanding of appropriate regulation already exists.
39. In the working group's view, this includes information relating to the conduct records of lawyers who move among jurisdictions and the access to those records.
40. Given the above, the working group is of the view that a scheme that retains the record but allows for a pardon of the conduct on which the record is based is the only workable alternative.

OTHER REQUIREMENTS OF THE PROCESS

Time

41. The working group considered that before a member may apply for a pardon, a minimum period of five years should pass after imposition of the penalty or the end of the suspension or fulfilment of the conditions of the order where the period is finite and does not entail continuing obligations, whichever is later. Five years is an appropriate period, with the added requirement that the member must not have been the subject of other conduct applications within the five year period.

The Process

42. With respect to the application process, the working group felt that members should be required to file a detailed written application, with information sufficient for the Society to proceed with a hearing. As a result of information obtained in the application, the working group acknowledged that in some cases, an investigation of the member may be required to address certain issues.
43. The working group also felt that in every case, a public hearing would be required for the purpose of determining whether the record should be vacated. Using the Secretary¹³ to make the determination on each application, even according to guidelines, with the availability of a review of the decision by an application to the hearing panel, is not a viable option in the working group's opinion. The Secretary is essentially the chief prosecutor. It would be unseemly to have that office review and make decisions on matters so closely connected to previous decisions made by the Secretary to investigate and prosecute members.

¹³ Bill 14, which in 2007 amends the *Law Society Act*, eliminates the office of Secretary. For the purposes of this report, this individual would be the Director of Professional Regulation.

44. The working group recognized that instituting a hearing process will require more benchers and staff time. It also made the assumption that if the process is made available, there will be a large volume of applications in the first few months after the process is available. This initial volume of applications could overwhelm staff and the Hearing Panels. The implications for human resources, discussed in more detail below, could be significant.

“User Pay”

45. It was suggested that to cover the costs of administering the process, it should provide for a fee to be charged to each member who applies to have his or her record vacated. The purpose of the fee would be to cover all or some of the staff and infrastructure costs that could be incurred, for example, in:
- a. receipt and review of the applications,
 - b. review of the records (discipline, complaints, investigations)
 - c. correspondence sent or received in connection with the applications,
 - d. investigation
 - e. arranging the hearings and the hearings themselves,
 - f. follow-up administrative duties post-hearing to confirm the order.
46. The working group considered the appropriate amount of the fee. It recognized that if the fee is too high, it could be a barrier to universal access to the process. If the amount is too low, however, it will have a negligible impact on recovering of the Society’s costs.
47. The working group felt that the fee should reflect the type of administrative work that will be added to an already busy staff. This may mean a flat fee for all applications with an increased amount per item on a discipline record. Consideration should also be given to recovering the Society’s costs of the hearing, depending on how matters unfold before the Hearing Panel.

Impact on Those Who Access Information from the Record

48. It was suggested that the working group speak with the Judicial Appointments Office to determine how they may view a process which would either see a record sealed or expunged (i.e. where access to the information is no longer available).
49. As the working group is recommending that a pardon scheme be pursued, which maintains the record, the issue of inaccessibility to records does not arise. In the event that the Committee wishes to pursue options other than a pardon, this issue should be revisited.

Jurisdictional Question

50. Nothing in the *Law Society Act* or any subordinate legislation or rules makes specific reference to any matters concerning the discipline or conduct records of members. However, the by-law making authority in the Act may be a vehicle through which a discipline or conduct record review process could be established. Section 62(0.1) gives Convocation by-law making authority “relating to the affairs of the Society”, and the

power to make by-laws governing members and student members and prescribing their rights and privileges.

51. The *Law Society Act* permits Convocation to make procedural rules. Law Society proceedings, out of which conduct records are created, at least from February 1, 1999, are governed by the *Rules of Practice and Procedure*, which provide that all proceedings are public, subject to narrow exceptions. If a by-law describes a proceeding for pardoning members after a hearing, the rules could provide for a procedure for this "proceeding".

SUMMARY

52. The working group, based on the above, is proposing the following:
- a. that if the issue of vacating conduct or discipline records in some circumstances is to be pursued, a pardon, rather than expungement or sealing, be the method for dealing with conduct or discipline records for any misconduct;
 - b. that five years must elapse after the conduct or discipline order has issued, or after fulfillment of the terms of the order, before a member may apply for a pardon;
 - c. that a detailed written application be provided by a member in every case;
 - d. that a public hearing be held before the Hearing Panel to determine the question of whether a pardon should be granted, with discretion to consider the seriousness of the misconduct in assessing the matter;
 - e. that an application fee be paid by a member applying for a pardon;
 - f. that a by-law be drafted describing the process for a pardon.

APPENDIX 3

DISCIPLINE STATISTICS 1996-2006 (Source : Law Society Annual Reports)

Note: The manner in which statistics were prepared and reported varies in this period. The amendments to the Law Society Act effective February 1999 also impact on how the reports appear.

1996

Number of lawyers:

Reprimanded in Committee	60
Reprimanded in Convocation	18
Suspended	59
Disbarred	18
Given permission to resign	11

1997

Number of lawyers:

Reprimanded in Committee	57
Reprimanded in Convocation	12

Suspended	50
Disbarred	15
Permitted to resign	7

1998

Number of lawyers:	
Reprimanded in Committee	37
Reprimanded in Convocation	9
Suspended	51
Disbarred	7
Permitted to resign	13

1999

Number of lawyers:	
Reprimanded in Committee	11
Reprimanded by Convocation and Hearing Panel	13
Admonished by Hearing Panel	22
Suspended	47
Disbarred	13
Permitted to resign	9

2000

Number of lawyers:	
Reprimanded in Committee	9
Reprimanded by Convocation and Hearing Panel	9
Admonished by Hearing Panel	17
Suspended	21
Disbarred	8
Permitted to resign	1

2001

Number of matters heard and disposed of by hearing panel	86*
Reprimands	10
Admonishments	11
Suspensions	31
Disbarments	8
Permission to resign	4
Dismissed	2
Withdrawn	9
Withdrawn/dismissed and converted to an invitation to attend	4
Finding of professional misconduct with conditions, no penalty imposed	1
Admission applications	2

Readmission applications	1
Applications to vary order of hearing panel	1
Capacity proceedings	2
<i>* individual matters heard by discipline panel may include more than one complaint</i>	

2002

Number of matters heard and disposed of
by hearing panel

	79
Admonitions	10
Reprimands	10
Suspensions	26
Permission to resign	10
Disbarments	8
Other	1
Dismissed	3
*Withdrawn	14

** 3 of these members are also counted in the disposition category of disbarments and suspensions because the matter was not withdrawn in full.*

2003

Number of matters heard and disposed of
by hearing panel

	56
Admonitions	7
Reprimands	2
Suspensions	20
Permission to resign	6
Disbarments	11
Other	1
Dismissed	1
Withdrawn	8

2004

Number of Matters Heard and Disposed of
by Hearing Panel

Admonitions	12
Reprimands	5
Suspensions	18
Permission to Resign	3
Disbarments	11
Withdrawn	3
Dismissed	2
Interim Suspensions	1
Readmissions Granted	2
Readmissions Denied	3
Reinstatements Granted	2
Appeals by Member	11
Appeals by LSUC	1
Total:	74

2005

Number of matters heard and disposed
of by Hearing Panel

Admonitions	8
Reprimands	9
Suspensions	39
Permission to resign	5
Disbarments	9
Dismissed	3
Withdrawn	5
Total:	78

2006 Discipline

Conduct and Capacity Outcomes

Admonitions	8
Reprimands	21
Suspensions	49
Permission to resign	14
Disbarments	18
Dismissed	3
Withdrawn	0
Other	7
Interim Suspensions	2
Total:	122

APPENDIX 4

TORONTO STAR ARTICLE

AMENDMENTS TO RULE OF PROFESSIONAL CONDUCT 6.08

Motion

41. That Convocation:

- a. amend subrules 6.08(3) and (4) of the *Rules of Professional Conduct* to replace the word "Convocation" with the words "a committee of Convocation appointed for the purpose" where the word first appears in each subrule, and replace the word "Convocation" with the words "the committee of Convocation" where the word appears for the second time in each subrule; and
- b. appoint the Hearing Panel as the committee of Convocation for the purpose of rule 6.08 approvals.

The Rule Amendment

42. Rule 6.08 requires that before a retired appellate judge who has returned to practice appears as counsel before any court or tribunal, he or she must obtain the express approval of Convocation. For other than appellate judges, the rule provides that within the two years following retirement, a retired judge who has returned to practice must obtain the express approval of Convocation before appearing before the court on which he or she served, any lower court or a tribunal over which the court exercises appellate jurisdiction. The rule reads as follows.

6.08 RETIRED JUDGES RETURNING TO PRACTICE

Definitions

- 6.08 (1) In this rule, “retired appellate judge” means a lawyer
- (a) who was formerly a judge of the Supreme Court of Canada, the Court of Appeal for Ontario, or the Federal Court of Canada, Appeal Division,
 - (b) who has retired, resigned, or been removed from the Bench, and
 - (c) who has returned to practice.
- (2) In this rule, “retired judge” means a lawyer
- (a) who was formerly a judge of the Federal Court of Canada, Trial Division, the Tax Court of Canada, the Supreme Court of Ontario, Trial Division, a County or District Court, the Ontario Court of Justice, or the Superior Court of Justice,
 - (b) who has retired, resigned, or been removed from the Bench, and
 - (c) who has returned to practice.

Appearance as Counsel

- (3) A retired appellate judge shall not appear as counsel or advocate in any court, or in chambers, or before any administrative board or tribunal without the express approval of Convocation. This approval may only be granted in exceptional circumstances and may be restricted as Convocation sees fit.
- (4) A retired judge shall not appear as counsel or advocate
- (a) before the court on which the judge served or any lower court, and

- (b) before any administrative board or tribunal over which the court on which the judge served exercised an appellate or judicial review jurisdiction

for a period of two years from the date of his or her retirement, resignation, or removal, without the express approval of Convocation, which approval may only be granted in exceptional circumstances and may be restricted as Convocation sees fit.

43. The question arising from the Society's operations that prompted review of this rule was how Convocation's consideration of such matters would be facilitated. To date, there have been no such requests for approval, but if requests are made, the thought was that a workable process should be in place to deal with them and ensure a timely review. The rule does not anticipate any particular process for Convocation's approval.
44. The above question then prompted a re-consideration at the staff level of the role of Convocation described in the rule. This issue was then referred to the Committee.
45. After reviewing the matter, the Committee is proposing that the rule be amended to make a committee of Convocation, rather than Convocation, responsible for granting the approvals. This amendment would then set the stage for an appropriate operational process to facilitate the decision-making by benchers who form the committee.
46. The Committee noted that a committee of Convocation is used for the approval that lawyers must obtain from the Law Society to hire a disbarred or suspended lawyer under rule 6.07, described in the next section.

Reasons in Favour of a Committee Process

47. The primary reasons in support of having a committee of Convocation perform the review and grant the approvals are:
 - a. the fact that Convocation's process is not well-suited to this type of decision-making;
 - b. elimination of additional demands on bencher time at Convocation to make decisions which can be handled at other levels; and
 - c. reducing delay in considering requests because of the schedule for Convocation meetings, and thus reducing inconvenience for retired judges who wait for the Society's approval.
48. As noted earlier, Convocation previously agreed to the use of a committee of Convocation for the purposes of an approval required under a rule of professional conduct. Convocation adopted such a process for a lawyer's request to hire a former lawyer who has been disbarred or suspended lawyer under rule 6.07.¹⁴

¹⁴ Rule 6.07(2) reads:

Disbarred Persons, Suspended Lawyers, and Others

- (2) Without the express approval of a committee of Convocation appointed for the purpose, a lawyer shall not retain, occupy office space with, use the services of, partner or associate with,

49. At one time, Convocation reviewed all applications from lawyers who wished to hire suspended or disbarred lawyers. The Rules were amended in 2000 to provide that a committee of Convocation is to review applications involving administratively suspended members. The Rules were subsequently amended in May 2002 to provide that the committee of Convocation is to review applications related to lawyers who were suspended, disbarred or permitted to resign as a result of a discipline hearing. The Hearing Panel was appointed as the committee of Convocation referred to in the rule.
50. Convocation at that time recognized that it has a very busy policy agenda. It also noted that its process does not lend itself easily to quasi-judicial decision-making. This is one reason why quasi-judicial decision-making with respect to conduct, competence, admission and readmission matters is left to the Hearing Panel and the Appeal Panel. On this basis, Convocation decided that the decision-making required under rule 6.07 should be the responsibility of the appropriate committee of Convocation.
51. The Committee is proposing that a similar view be taken of the process to grant the approvals described in rule 6.08.

The Committee of Convocation for the Purpose of Rule 6.08

52. If Convocation agrees that a committee of Convocation should grant the rule 6.08 approvals, the Committee is proposing that the Hearing Panel be appointed as the committee of Convocation for this purpose.
53. The Hearing Panel is regularly scheduled for hearings throughout the year, and approvals sought under rule 6.08 could be dealt with by the Panel as the need arose on any given hearing day.
54. The benefits, as noted above, would be that Convocation's time would not be taken up with review of these requests, and the requests could be considered on a more timely basis. Using a committee of Convocation would maintain the integrity of the process by keeping the decision-making with benchers.
55. The process described earlier with respect to rule 6.07 approvals, utilizing the Hearing Panel, has worked well.

Comment on the Operational Process

56. While Convocation is not requested to review the *minutiae* of the operational process that would be implemented for the approvals required under the rule, the Committee is offering the following information on the steps that would be followed in granting the approval.

or employ in any capacity having to do with the practice of law any person who, in Ontario or elsewhere, has been disbarred and struck off the Rolls, suspended, undertaken not to practise, or who has been involved in disciplinary action and been permitted to resign, and has not been reinstated or readmitted.

57. The Director of the Client Service Centre advised the Committee that operationally, this approval process could be aligned with the application that judges must make to the Law Society upon retirement from the bench to restore their license to practice law pursuant to s. 31(2) of the *Law Society Act*.¹⁵
58. When the judge retires from the bench, he or she must apply to the Society's Membership Services department for restoration of the license and provide the date of retirement, information on what he or she intends to do upon restoration of the license and any changes to mailing or contact information.
59. Depending on what is disclosed in the application, the Society may be required to advise the retired judge returning to practice that appearances before the courts require approval, or the retired judge may have taken the step to indicate in the restoration application that a request under rule 6.08 is being made. The retired judge may also make the request for the approval to appear at a later date.

¹⁵ Appointment to judicial office

31. (1) The license of a person is in abeyance while the person holds office,
 - (a) as a full-time judge of any federal, provincial or territorial court, as a full-time master of the Superior Court of Justice, as a full-time case management master, or as a full-time prothonotary of the Federal Court of Canada; or
 - (b) as a full-time member of the Ontario Municipal Board or as a full-time member of a tribunal that has a judicial or quasi-judicial function and that is named in the regulations for the purposes of this section

Restoration

(2) Upon ceasing to hold an office described in subsection (1), a person whose licence is in abeyance may apply to the Society to have the licence restored and, subject to subsection (3), the Society shall restore it.

Exception

(3) The Hearing Panel may refuse to restore the licence of a person whose licence is in abeyance if, after holding a hearing, the Panel finds that the person was removed or resigned from an office described in subsection (1) because of,

- (a) conduct that was incompatible with the due execution of the office;
- (b) failure to perform the duties of the office; or
- (c) conduct that, if done by a licensee, would be professional misconduct or conduct unbecoming a licensee.

Parties

(4) The parties to a hearing under subsection (3) are the person whose license is in abeyance, the Society and any other person added as a party by the Hearing Panel.

Deemed surrender of licence

(5) If the Hearing Panel refuses to restore a person's licence, the person's licence shall be deemed to have been surrendered.

60. In either case, required information for the approval would be requested from the retired judge with the assistance of Law Society staff. Material would then be forwarded to the Tribunals Office, for scheduling before those benchers who, on a given day, convene as a panel of the Hearing Panel.
61. An information report on the matters that are dealt with by Hearing Panel pursuant to rule 6.08 may be provided to Convocation through the Tribunals Committee from time to time.

Summary

62. The following shows the proposed amendments to rule 6.08 as described above.

6.08 RETIRED JUDGES RETURNING TO PRACTICE

Definitions

- 6.08 (1) In this rule, “retired appellate judge” means a lawyer
 - (a) who was formerly a judge of the Supreme Court of Canada, the Court of Appeal for Ontario, or the Federal Court of Canada, Appeal Division,
 - (b) who has retired, resigned, or been removed from the Bench, and
 - (c) who has returned to practice.
- (2) In this rule, “retired judge” means a lawyer
 - (a) who was formerly a judge of the Federal Court of Canada, Trial Division, the Tax Court of Canada, the Supreme Court of Ontario, Trial Division, a County or District Court, the Ontario Court of Justice, or the Superior Court of Justice,
 - (b) who has retired, resigned, or been removed from the Bench, and
 - (c) who has returned to practice.

Appearance as Counsel

- (3) A retired appellate judge shall not appear as counsel or advocate in any court, or in chambers, or before any administrative board or tribunal without the express approval of a committee of Convocation appointed for the purpose ~~Convocation~~. This approval may only be granted in exceptional circumstances and may be restricted as the committee of Convocation ~~Convocation~~ sees fit.
- (4) A retired judge shall not appear as counsel or advocate

- (a) before the court on which the judge served or any lower court, and
- (b) before any administrative board or tribunal over which the court on which the judge served exercised an appellate or judicial review jurisdiction

for a period of two years from the date of his or her retirement, resignation, or removal, without the express approval of a committee of Convocation appointed for the purpose ~~Convocation~~, which approval may only be granted in exceptional circumstances and may be restricted as the committee of Convocation ~~Convocation~~ sees fit.

PROFESSIONAL REGULATION DIVISION QUARTERLY REPORT

63. Professional Regulation Division's Quarterly Report (first quarter 2007), provided to the Committee by Zeynep Onen, the Director of Professional Regulation, appears on the following pages. The report includes information on the Division's activities and responsibilities, including file management and monitoring, for the period January to March 2007.

Attached to the original Report in Convocation file, copies of:

- (1) Copy of an article from the May 5, 2007 Toronto Star.
(Tab A, Appendix 4, pages 50 – 53)
- (2) Copy of the Professional Regulation Division's Quarterly Report for the period January to March 2007.
(Tab C, pages 63 – 108)

Re: Vacating Discipline and Conduct Records

It was moved by Mr. Ruby, seconded by Mr. Heintzman, that Convocation decide that there are no circumstances in which a discipline or conduct record should be vacated after some period of time.

Carried

ROLL-CALL VOTE

Aitken	For	Heintzman	For
Alexander	For	Henderson	For
Anand	For	Krishna	For
Backhouse	Against	Lawrie	For
Banack	Against	Lewis	For
Campion	Against	McGrath	For
CarpenterGunn	Against	Millar	Against

Caskey	For	Minor	For
Chahbar	For	Pawlitza	For
Chilcott	Against	Porter	For
Coffey	For	Pustina	For
Conway	For	Rock	Against
Crowe	Against	Rothstein	For
Curtis	For	Ruby	For
Dickson	For	Sandler	For
Dray	For	Schabas	For
Eber	For	Silverstein	For
Finlayson	For	Swaye	For
Gottlieb	Against	Symes	For
Halajian	For	Wright	For
Hare	For		
Hartman	For		

Vote: 33 For; 9 Against

Re: Amendments to Rule of Professional Conduct 6.08 [Approval Process]

It was moved by Mr. Ruby, seconded by Mr. Finlayson, that Convocation:

- a. amend subrules 6.08 (3) and (4) of the *Rules of Professional Conduct* to replace the word "Convocation" with the words "a committee of Convocation appointed for the purpose" where the word first appears in each subrule, and replace the word "Convocation" with the words "the committee of Convocation" where the word appears for the second time in each subrule.

Carried

It was moved by Mr. Ruby, seconded by Mr. Finlayson, that Convocation:

- b. appoint the Hearing Panel as the committee of Convocation for the purpose of rule 6.08 approvals.

Carried

It was moved by Mr. Heintzman, seconded by Mr. Gottlieb, that the words "upon the recommendation of a committee struck for that purpose" to subrule 6.08 (3), be added.

Lost

ROLL-CALL VOTE

Aitken	For	Hartman	Against
Alexander	Abstain	Heintzman	For
Anand	Against	Henderson	For
Backhouse	Against	Krishna	For
Banack	For	Lawrie	Against
Campion	For	Lewis	For
Carpenter-Gunn	Against	McGrath	Against
Caskey	Against	Millar	For
Chahbar	Against	Minor	For

Chilcott	Against	Pawlitza	Against
Coffey	Against	Porter	Against
Conway	For	Pustina	For
Crowe	For	Rock	For
Curtis	For	Rothstein	Against
Dickson	For	Ruby	Against
Dray	Against	Sandler	For
Eber	Against	Schabas	Against
Finlayson	Against	Silverstein	Against
Gottlieb	For	Swaye	Against
Halajian	For	Symes	Against
Hare	For	Wright	Against

Vote: 19 For; 22 Against; 1 Abstention

Item for Information

- Professional Regulation Division Quarterly Report

REPORT OF THE PARALEGAL STANDING COMMITTEE

Mr. Dray presented the Report.

Report to Convocation
May 25th, 2007

Paralegal Standing Committee

Committee Members
Paul Dray, Chair
William Simpson, Vice-Chair
Andrea Alexander
Marion Boyd
James Caskey
Anne Marie Doyle
Michelle Haigh
Abraham Feinstein
Thomas Heintzman
Brian Lawrie
Margaret Louter
Stephen Parker
Bonnie Warkentin

Purpose of Report: Decision and Information

Prepared by the Policy Secretariat
Julia Bass 416 947 5228

TABLE OF CONTENTS

For Decision

Housekeeping amendments to the Paralegal Code of Conduct TAB A

Paralegal Code of Conduct/Code de Déontologie des Parajuristes..... TAB B

For Information..... TAB C

Proposed amendment to the Licensing by-law

Communications

COMMITTEE PROCESS

1. The Paralegal Standing Committee met on May 10th, 2007. Committee members participating were Paul Dray, Chair, William Simpson, Vice-Chair, Andrea Alexander, Marion Boyd, James Caskey (by telephone), Abe Feinstein, Michelle Haigh, Thomas Heintzman, Brian Lawrie, Margaret Louter, Stephen Parker and Bonnie Warkentin. Staff members in attendance were Zeynep Onen, Diana Miles, Terry Knott, Roy Thomas, Dulce Mitchell, Janice Laforme, Andrea Waltman, Anthony Gonsalves, Allyson O'Shea and Julia Bass.
2. The Committee met further on May 24th.

FOR DECISION

HOUSEKEEPING AMENDMENTS TO THE PARALEGAL CODE OF CONDUCT

MOTION

3. That Convocation approve the amendments to the Paralegal Code of Conduct set out below.

Background

4. Convocation approved the Paralegal Code of Conduct on March 29th, 2007. The Committee is now proposing two housekeeping amendments.

Commissioners for Taking Affidavits

5. The Code of Conduct approved by Convocation made reference to "Commissioners of Oaths". The Appointments Coordinator at the Ministry of the Attorney General has notified the Law Society that the *Commissioners for Taking Affidavits Act* no longer uses

the phrase "Commissioners of Oaths"; rather, the appropriate phrase is "Commissioner for Taking Affidavits". Accordingly, the Committee recommends that Rule 8.03 (5) (d) of the Code of Conduct be amended as follows:

(d) the words "notary" or "~~commissioner for oaths~~ **commissioner for taking affidavits**" or both, if applicable;...

Reference to Revised By-laws

6. Rule 9 of the Code of Conduct makes reference to by-law 20, which was the correct reference to the by-laws as they were before May 1st. This reference should now be changed to reflect the new by-laws, as follows:

(9) If a paralegal is charged with an offence described in By-Law 20 **8** of the Law Society, he or she shall inform the Law Society of the charge and of its disposition in accordance with the By-Law.

PARALEGAL CODE OF CONDUCT IN FRENCH/CODE DE DÉONTOLOGIE

Motion

7. That Convocation approve the Paralegal Code of Conduct/Code de Déontologie des Parajuristes in French, attached at Appendix 1.

Background

8. Convocation approved the Paralegal Code of Conduct in English on March 29th, 2007. The French version is now submitted for Convocation's approval.
9. The housekeeping amendments set out above have been incorporated into the French version.
10. The Code de Déontologie was scheduled for discussion at the Committee meeting on May 24th. An oral report will be provided on the decisions at that meeting, including whether there are any proposed changes arising from the meeting.

Appendix 1

CODE DE DÉONTOLOGIE DES PARAJURISTES

TABLE DES MATIÈRES

Règle 1 – Titre et interprétation

1.01 Titre

1.02 Interprétation

Définitions
 Nombre des mots
 Consentement

- 1.03 Les modalités d'interprétation
 Normes de la profession de parajuriste

Règle 2 – Le professionnalisme

- 2.01 L'intégrité et la politesse
 Intégrité
 Politesse
 Activité étrangère et charge publique
 Rôle du médiateur
- 2.02 Les engagements
- 2.03 Le harcèlement et la discrimination
 Application du *Code des droits de la personne*
 Harcèlement
 Discrimination
 Services
 Pratiques en matière d'emploi

Règle 3 – Les devoirs envers les clients

- 3.01 La compétence
 Norme obligatoire
 Caractéristiques de la compétence
- 3.02 Les conseils dispensés aux clients
 Généralités
 Malhonnêteté ou fraude du client
 Règlement à l'amiable
 Clients atteints d'un handicap
 Rapports médico-légaux
 Erreurs
 Droits linguistiques
 Demandes d'indemnité visées par l'Annexe des indemnités d'accident
 légales
- 3.03 La confidentialité
 Renseignements confidentiels
 Divulcation justifiée ou permise
- 3.04 Les conflits d'intérêts – généralités
 Définition
 Obligation d'éviter les conflits d'intérêts
 Action contre des clients
 Double mandat

- 3.05 Les conflits d'intérêts – changement de cabinet
 - Application de la règle
 - Inhabilité du cabinet
 - Inhabilité du parajuriste qui change de cabinet
- 3.06 Les rapports commerciaux avec les clients
 - Placement du client dans une affaire dans laquelle le parajuriste a des intérêts financiers
 - Emprunts aux clients
 - Cautionnement
- 3.07 Les biens des clients
 - Conservation des biens des clients
 - Accusés de réception de biens
 - Identification des biens
 - Reddition des comptes et restitution
- 3.08 Le retrait du parajuriste
 - Retrait du parajuriste
 - Retrait facultatif
 - Retrait obligatoire
 - Non-paiement d'honoraires
 - Retrait d'instances criminelles ou quasi criminelles
 - Devoirs liés au retrait
 - Devoirs du parajuriste qui prend la succession de l'affaire

Règle 4 – La représentation en justice

- 4.01 La représentation en justice
 - Devoirs envers les clients et les tribunaux
 - Le parajuriste et le processus judiciaire
 - Divulcation de documents
 - Erreurs et omissions
 - Entente sur un plaidoyer de culpabilité
- 4.02 Les entrevues avec les témoins
 - Entrevues avec les témoins
 - Définition
- 4.03 Les communications avec les témoins
 - Communications avec les témoins
- 4.04 Le témoignage du parajuriste
 - Témoignage du parajuriste
- 4.05 Les personnes non représentées

Règle 5 – Les honoraires et les débours

- 5.01 Les honoraires et les débours
 - Honoraires et les débours raisonnables

- Honoraires conditionnels
- Double mandat
- Partage des honoraires permis
- Partage des honoraires interdit
- Honoraires de renvoi

Règle 6 – Le parajuriste et l'administration de la justice

- 6.01 L'obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice
 - Obligation générale
 - Sécurité des palais de justice
 - Apparitions et déclarations publiques
 - Activités professionnelles illégales

Règle 7 – Les obligations envers les titulaires de permis et le public

- 7.01 La courtoisie et la bonne foi

Règle 8 – La gestion du cabinet

- 8.01 Les obligations générales
 - Responsabilité professionnelle
 - Responsabilité financière
 - Responsabilité en matière de surveillance
 - Délégation
- 8.02 La publicité
 - Publicité permise
 - Restrictions relative à la publicité
- 8.03 La raison sociale, l'en-tête et les enseignes du cabinet
 - Raison sociale du cabinet
 - En-tête et enseignes
- 8.04 L'assurance erreurs et omissions
 - Obligation de souscrire une assurance

Règle 9 – Les obligations envers le Barreau

- 9.01 Les obligations envers le Barreau
 - Communications du Barreau
 - Devoir de signaler les manquements
 - Obligation de divulguer certaines infractions et déclarations de culpabilité
 - Pouvoir disciplinaire
 - Manquement professionnel
 - Conduite indigne d'un parajuriste
 - Définitions

Règle 1 – Titre et interprétation

1.01 Titre

1.01 (1) Le titre du présent code est *Code de déontologie des parajuristes*.

1.02 Interprétation

Définitions

1.02 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent code.

« Barreau » Le Barreau du Haut-Canada.

« Cabinet » S'entend en outre d'un ou de plusieurs parajuristes qui exercent leur profession à l'intérieur d'un cabinet individuel, d'une société en nom collectif ou d'une société professionnelle.

« Client » S'entend en outre d'une cliente ou d'un client du cabinet dont le ou la parajuriste fait partie à titre d'associé, d'associée, d'employé ou d'employée, qu'il soit ou non appelé à travailler à son dossier.

« Code » *Le Code de déontologie des parajuristes*.

« Parajuristes » Titulaire d'un permis de prestation de services juridiques octroyé par le Barreau.

« titulaire de permis » S'entend :

- a) soit d'une personne pourvue d'un permis l'autorisant à exercer le droit en Ontario en qualité d'avocat;
- b) soit d'une personne pourvue d'un permis l'autorisant à fournir des services juridiques en Ontario.

« tribunal » S'entend notamment des tribunaux judiciaires, commissions, arbitres, médiateurs, organismes administratifs et autres qui résolvent des différends, quelles que soient leurs fonctions ou la nature plus ou moins formelle de leurs procédures. (Règle 1.02)

Nombre des mots

(2) Pour l'application du présent code, les mots employés au singulier s'entendent aussi de plusieurs personnes, parties ou objets du même genre et les mots employés au singulier ont un sens correspondant au pluriel. (Règle 1.03 (2))

Consentement

(3) Le consentement exigé en application du présent code peut être donné par écrit ou verbalement.

(4) S'il est exigé d'obtenir le consentement de plus d'une personne :

- a) chacune d'elles peut signer un document distinct en faisant foi, dans le cas d'un consentement écrit;
- b) le ou la parajuriste donne à chacune d'elles une lettre distincte en faisant foi, dans le cas d'un consentement verbal. (Règle 1.01, définition de « consentement »)

1.03 Les modalités d'interprétation

Normes de la profession de parajuriste

1.03 Le présent code s'interprète en fonction des énoncés suivants :

- a) le ou la parajuriste a le devoir de fournir des services juridiques et de s'acquitter de toutes ses responsabilités envers ses clients, les tribunaux, le public et les autres titulaires de permis en tout honneur et en toute intégrité;
- b) à titre de fournisseur de services juridiques, le ou la parajuriste joue un rôle important dans une société libre et démocratique et dans l'administration de la justice; il ou elle a donc la responsabilité de respecter la diversité de la société ontarienne, de protéger la dignité des personnes et de respecter les lois sur les droits de la personne en vigueur en Ontario;
- c) le ou la parajuriste a le devoir de respecter les normes et la réputation de la profession de parajuriste, et de favoriser la promotion de ses buts, organismes et institutions;
- d) le Code vise à traduire, à l'intention des titulaires de permis et du public, les idéaux déontologiques élevés de la profession de parajuriste;
- e) le Code vise à préciser les motifs pour lesquels les parajuristes peuvent être frappés de mesures disciplinaires;
- (f) le Code ne peut prévoir toutes les situations; le ou la parajuriste doit donc en respecter l'esprit autant que la lettre. (Règle 1.03)

Règle 2 – Le professionnalisme

2.01 L'intégrité et la politesse

Intégrité

2.01 (1) Le ou la parajuriste se conduit de manière à maintenir l'intégrité de la profession. (Règle 6.01 (1))

(2) Les parajuristes veillent à ce que les services juridiques soient accessibles au public, d'une manière convenable et efficace qui inspire le respect et la confiance, et par des moyens compatibles avec l'intégrité, l'indépendance et l'efficacité requises des membres de la profession. (Règle 3.01)

Politesse

(3) Le ou la parajuriste fait preuve de courtoisie, de politesse et de bonne foi dans tous ses rapports avec les personnes avec lesquelles il entre en contact dans le cadre de l'exercice de ses activités. (Règle 6.03 (1) et commentaire)

Activité étrangère et charge publique

(4) Le ou la parajuriste qui participe à une activité étrangère, notamment une autre profession, des affaires ou un emploi, ou qui occupe une charge publique parallèlement à la prestation de services juridiques ne doit jamais laisser cette activité ou cette charge compromettre son intégrité, son indépendance et sa compétence. (Règle 6.04 (1))

(5) Le ou la parajuriste ne doit pas permettre que sa participation à une activité étrangère compromette l'indépendance de son jugement professionnel pour le compte de ses clients. (Règle 6.04 (2))

Rôle du médiateur

(6) Le ou la parajuriste qui joue le rôle de médiateur s'assure, dès le début du processus de médiation, que les parties comprennent parfaitement qu'il ne représente aucune des parties, mais que, en sa qualité de médiateur, il aide les parties à résoudre les points litigieux. (Règle 4.07)

2.02 Les engagements

2.02 (1) Le ou la parajuriste tient tous les engagements qu'il a pris et ne doit pas en prendre qu'il ne peut tenir. (Règle 6.03 (8))

(2) Sauf dans des cas exceptionnels, le ou la parajuriste prend des engagements par écrit ou il les confirme par écrit dès que possible après les avoir pris. (Commentaire de la règle 6.03 (8))

(3) Sauf mention expresse dans l'engagement même, l'engagement pris par le ou la parajuriste est une promesse personnelle et il en assume personnellement la responsabilité. (Commentaire de la règle 6.03 (8))

2.03 Le harcèlement et la discrimination

Application du *Code des droits de la personne*

2.03 (1) La présente règle s'interprète selon les principes du *Code des droits de la personne* de l'Ontario et la jurisprudence connexe. (Commentaire de la règle 5.04)

(2) Les termes de la présente règle qui sont définis dans le *Code des droits de la personne* s'entendent au sens de ce dernier.

Harcèlement

(3) Le ou la parajuriste ne doit pas faire subir de harcèlement sexuel ou autre à un ou une collègue, à un membre de son personnel, à un client ou à une cliente ni à qui que ce soit en

raison de sa race, de son ascendance, de son lieu d'origine, de sa couleur, de son origine ethnique, de sa citoyenneté, de sa croyance, de son sexe, de son orientation sexuelle, de son âge, de l'existence d'un casier judiciaire, de son état matrimonial, de son état familial ou d'un handicap. (Commentaire de la règle 5.04 et règle 5.03 (2))

Discrimination

(4) Le ou la parajuriste respecte les lois portant sur les droits de la personne en vigueur en Ontario et, plus précisément, évite toute discrimination fondée sur la race, l'ascendance, le lieu d'origine, la couleur, l'origine ethnique, la citoyenneté, la croyance, le sexe, l'orientation sexuelle, l'âge, l'existence d'un casier judiciaire, l'état matrimonial, l'état familial ou un handicap, dans le contexte de l'emploi de tiers et dans ses relations avec les autres titulaires de permis ou toute autre personne. (Règle 5.04 (1))

(5) Le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le sexe inclut le droit à un traitement égal sans discrimination fondée sur le fait qu'une femme est enceinte ou peut le devenir. (Commentaire de la règle 5.04).

Services

(6) Le ou la parajuriste veille à ce que personne ne se voit refuser des services ni offrir des services de qualité inférieure pour des motifs visés par la présente règle. (Règle 5.04 (2))

Pratiques en matière d'emploi

(7) Le ou la parajuriste fait en sorte que ses pratiques en matière d'emploi ne contreviennent pas à la présente règle. (Règle 5.04 (3))

Règle 3 – Les devoirs envers les clients

3.01 La compétence

Norme obligatoire

3.01 (1) Le ou la parajuriste dispense les services juridiques qu'il s'engage à rendre à un client ou à une cliente en respectant les normes qui découlent de ce qui définit une parajuriste ou un parajuriste compétent. (Règle 2.01 (2))

(2) Le ou la parajuriste ne doit pas hésiter à dévoiler son manque de compétence pour une affaire déterminée et à reconnaître qu'en s'en chargeant, il desservirait les intérêts de son client ou de sa cliente; il ne doit donc pas accepter une affaire s'il ne possède pas la compétence nécessaire pour la traiter ou ne peut pas acquérir cette compétence sans délai, frais ni risques excessifs pour son client ou sa cliente. (Commentaire des règles 2.01 (2) et 2.01 (1))

(3) Le ou la parajuriste qui se rend compte qu'il n'est pas compétent pour s'occuper de l'affaire pour laquelle il est consulté doit refuser le mandat ou obtenir la permission de son client ou de sa cliente d'avoir recours aux services de titulaires de permis compétents en la matière et pourvus d'un permis leur permettant de remplir ce mandat, de les consulter ou de collaborer avec eux. (Commentaire de la règle 2.01 (1))

Caractéristiques de la compétence

(4) Pour l'application de la présente règle, est compétent le ou la parajuriste qui possède et met les habiletés, qualités et valeurs nécessaires au service de chaque affaire acceptée pour un client ou une cliente. Cela suppose, entre autres, ce qui suit :

- a) connaître les grands principes de droit et procédures juridiques, ainsi que les règles de fond et procédures correspondant aux services juridiques qu'il fournit;
- b) examiner les faits, définir les questions à régler, déterminer les objectifs du client ou de la cliente, étudier les options possibles, formuler les plans d'action pertinents et en aviser le client ou la cliente;
- c) exécuter le plan d'action retenu en mobilisant les habiletés nécessaires à la conduite de l'affaire, notamment :
 - (i) la recherche juridique,
 - (ii) l'analyse,
 - (iii) l'application du droit aux faits pertinents,
 - (iv) la rédaction,
 - (v) la négociation,
 - (vi) les techniques de règlement extrajudiciaire des règlements,
 - (vii) la représentation en justice,
 - (viii) la recherche de solutions;
- d) représenter le client ou la cliente de façon consciencieuse, prompte et rentable;
- e) communiquer l'information tout au long de l'affaire rapidement, efficacement et d'une manière qui corresponde à l'âge et aux capacités du client ou de la cliente et retenir les services d'un ou d'une interprète au besoin;
- f) répondre aux demandes raisonnables des clients en temps utile et efficacement;
- g) faire en sorte de respecter toutes les échéances nécessaires;
- h) bien gérer son cabinet;
- i) utiliser ses capacités intellectuelles, faire preuve de jugement et de réflexion dans l'exercice de ses fonctions;
- j) assurer sa formation permanente afin d'actualiser et de rehausser ses connaissances et habiletés;

- k) s'adapter aux nouvelles conditions, normes, techniques et pratique de la profession;
- l) respecter tant l'esprit que la lettre du présent code. (Règle 2.01 (1))

3.02 Les conseils dispensés aux clients

Généralités

3.02 (1) Le ou la parajuriste conseille ses clients avec franchise et honnêteté. (Règle 2.02 (1))

(2) Le ou la parajuriste ne prend pas d'engagements ni ne donne de conseils à l'égard d'une affaire qui n'entre pas dans le champ des activités qui lui sont permises.

Malhonnêteté ou fraude du client

(3) Le ou la parajuriste ne doit jamais favoriser ni faciliter sciemment la fraude, la malhonnêteté, le crime ou l'illégalité lorsqu'il donne des conseils à ses clients, ni les instruire des moyens de violer la loi et d'en éluder les sanctions. (Règle 2.02 (5))

(4) Le ou la parajuriste prend tous les moyens raisonnables pour éviter de devenir l'instrument de clients sans scrupules ou de leur entourage (Commentaire de la règle 2.02 (5))

Règlement à l'amiable

(5) Le ou la parajuriste encourage ses clients à transiger ou à régler un différend à l'amiable, lorsqu'une transaction raisonnable est possible, et il les dissuade d'entamer des procédures inutiles. (Règle 2.02 (2))

(6) Le ou la parajuriste envisage d'avoir recours aux techniques de règlement extrajudiciaire des différends pour tous les différends; à cet égard :

- a) si ces mécanismes conviennent, il en informe le client ou la cliente;
- b) s'il reçoit des instructions en ce sens, il prend les mesures nécessaires pour en tirer parti. (Règle 2.02 (3))

Clients atteints d'un handicap

(7) Le ou la parajuriste maintient, autant que faire se peut, un rapport professionnel normal lorsque son client ou sa cliente présente une capacité amoindrie de prendre des décisions, notamment parce qu'il n'a pas l'âge de la majorité ou est atteint d'un handicap mental. (Règle 2.02 (6))

(8) Si le handicap du client ou de la cliente est tel qu'il n'a plus la capacité légale de gérer ses affaires juridiques, le ou la parajuriste peut être tenu de prendre des mesures pour faire nommer un représentant légitimement autorisé. (Commentaire de la règle 2.02 (6))

Rapports médico-légaux

(9) Le ou la parajuriste qui reçoit d'un médecin ou d'un membre d'une profession de la santé un rapport médico-légal assorti d'une réserve portant que le rapport ne doit pas être montré au client ou à la cliente le lui renvoie sur-le-champ, sans en tirer de copie, à moins d'avoir reçu l'instruction précise d'accepter un rapport assorti d'une telle réserve. (Règle 2.02 (7))

(10) Le ou la parajuriste qui reçoit d'un médecin ou d'un membre d'une profession de la santé un rapport médico-légal énonçant des opinions et conclusions qui sont susceptibles de nuire au client ou à la cliente si elles lui sont divulguées essaie de dissuader le client ou la cliente de consulter le rapport; toutefois, si le client ou la cliente insiste pour le voir, le ou la parajuriste est tenu d'accéder à sa demande. (Règle 2.02 (8))

(11) Dans l'éventualité où le client ou la cliente insisterait pour voir le rapport médico-légal à propos duquel il a des réserves pour les raisons énoncées au paragraphe (10), le ou la parajuriste lui propose de se rendre chez le médecin ou le membre d'une profession de la santé afin de mieux comprendre, grâce aux connaissances de ce dernier, la portée des conclusions du rapport. (Règle 2.02 (9))

Erreurs

(12) Le ou la parajuriste fait ce qui suit si, dans le cadre d'une affaire dont il est responsable, il découvre une erreur ou une omission qui est de nature à nuire aux intérêts de son client ou de sa cliente et qui ne peut être corrigée facilement :

- a) il informe rapidement le client ou la cliente de l'erreur ou de l'omission en veillant à ne pas compromettre leurs droits respectifs, notamment en vertu d'un régime d'assurance, d'indemnisation ou de protection du client ou de la cliente;
- b) il conseille à son client ou à sa cliente d'obtenir des conseils juridiques d'un tiers afin de connaître les recours que lui aurait ouverts l'erreur ou l'omission en cause;
- c) il informe le client ou la cliente que, dans les circonstances, il ne lui sera peut-être plus possible de le représenter. (Règle 6.09 (1))

(13) Le ou la parajuriste prévient sans tarder son assureur ou tout autre organisme de garantie de l'éventualité d'une réclamation pour sauvegarder au mieux les droits du client ou de la cliente. (Règle 6.09 (2))

Droits linguistiques

(14) Le ou la parajuriste doit, s'il y a lieu, informer sa cliente ou son client qui parle français de ses droits linguistiques, notamment celui de se faire servir par un ou une parajuriste qui a les compétences nécessaires pour fournir des services juridiques en français. (Commentaire de la règle 1.03)

Demandes d'indemnité visée par l'Annexe sur les indemnités d'assurance légales

(15) En plus d'observer le présent code, le ou la parajuriste qui fait office de conseiller, de conseillère, de représentant ou de représentante auprès d'une personne qui présente une demande d'indemnité dans le cadre de l'Annexe des indemnités d'assurance légales de la Loi sur les assurances le fait en conformité avec cette loi, ses règlements d'application et le Code de conduite des représentants de personnes ayant droit à des indemnités d'accident prévues par la loi.

3.03 La confidentialité

Renseignements confidentiels

3.03 (1) Le ou la parajuriste garde le plus grand secret sur ce qu'il apprend des affaires et des activités de son client ou de sa cliente au cours de leurs rapports professionnels. Le ou la parajuriste ne doit rien divulguer, sauf si son client ou sa cliente y consent expressément ou tacitement ou si la loi l'ordonne. (Règle 2.03 (1))

(2) L'obligation prévue au paragraphe (1) ne prend pas fin avec le rapport professionnel dont elle est née; elle subsiste indéfiniment, même s'il s'est élevé des différends entre le ou la parajuriste et son client ou sa cliente. (Commentaire de la règle 2.03 (1))

(3) Le ou la parajuriste conserve les documents et les autres biens de ses clients à l'abri des regards et hors de la portée des personnes qui ne doivent pas y avoir accès. (Commentaire de la règle 2.07 (1))

Divulgateion justifiée ou permise

(4) Le ou la parajuriste divulgue des renseignements confidentiels lorsque l'exige la loi ou l'ordonnance d'un tribunal compétent. (Règle 2.03 (2))

(5) Le ou la parajuriste qui a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou un groupe de personnes identifiable court un risque imminent de décès ou de préjudice corporel grave, y compris un préjudice psychologique grave qui met en danger la santé ou le bien-être, peut divulguer, dans la mesure du possible par suite d'une ordonnance judiciaire, des renseignements confidentiels si cela s'avère nécessaire pour prévenir le décès ou le préjudice. (Règle 2.03 (3))

(6) Le ou la parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels pour se défendre ou défendre ses employés de l'accusation qu'ils sont :

- a) soit coupables d'une infraction criminelle concernant les affaires d'un client ou d'une cliente;
- b) soit responsables civilement à l'égard d'une question concernant les affaires d'un client ou d'une cliente;
- c) soit coupables d'une faute ou d'un manquement professionnel. (Règle 2.03 (4))

(7) Le ou la parajuriste peut divulguer des renseignements confidentiels pour établir ou recouvrer ses honoraires. (Règle 2.03 (5))

(8) Le ou la parajuriste ne révèle pas plus que ce qui est nécessaire lorsqu'il divulgue des renseignements confidentiels comme l'exigent ou le permettent les paragraphes (4), (5), (6) et (7). (Règle 2.03 (5))

3.04 Les conflits d'intérêts – généralités

Définition

3.04 (1) La définition qui suit s'applique à la présente règle et à la règle 3.05.

«conflit d'intérêts» Situation dans laquelle les intérêts en présence, qu'ils soient financiers ou autres, sont susceptibles :

- a) soit d'affecter le jugement et la loyauté du ou de la parajuriste envers une cliente ou un client actuel ou éventuel;
- b) soit d'inciter le ou la parajuriste à préférer des intérêts à ceux d'une cliente ou d'un client actuel ou éventuel. (Règle 2.04 (1))

Obligation d'éviter les conflits d'intérêts

(2) Le ou la parajuriste ne doit pas conseiller ni représenter deux parties opposées. (Règle 2.04 (2))

(3) Le ou la parajuriste refuse d'agir ou de continuer à agir dans une affaire qui comporte ou risque de comporter un conflit d'intérêts à moins d'avoir dûment informé ses clients actuels ou éventuels et d'avoir obtenu leur consentement. (Règle 2.04 (3))

Action contre des clients

(4) Sauf avec le consentement des personnes concernées, le ou la parajuriste qui a représenté une cliente ou un client dans une affaire ne doit pas agir ultérieurement contre lui ou contre des personnes qui s'étaient engagées ou associées avec lui :

- a) soit dans la même affaire;
- b) soit dans une affaire connexe;
- c) soit, sous réserve du paragraphe (6), dans toute nouvelle affaire, s'il a obtenu des renseignements confidentiels pertinents de l'autre partie dans le cadre de l'exercice de sa profession. (Règle 2.04 (4))

(5) Si le ou la parajuriste a déjà représenté une cliente ou un client et a alors obtenu des renseignements confidentiels pertinents dans une affaire, son associé ou associée ou son employé ou employée peut agir dans une affaire ultérieure contre l'ancien client ou l'ancienne cliente si, selon le cas :

- a) l'ancien client ou l'ancienne cliente consent à ce que l'associé, l'associée, l'employé ou l'employée agisse ainsi;

- b) le cabinet décide que son intervention dans l'affaire n'est pas proscrite, compte tenu de tous les faits pertinents, notamment de ce qui suit :
 - (i) la disponibilité d'une autre modalité convenable de représentation,
 - (ii) les mesures prises pour faire en sorte que les renseignements confidentiels concernant l'ancien client ou l'ancienne cliente ne soient pas divulgués à l'associé, à l'associée, à l'employé ou à l'employée qui s'occupe de l'affaire,
 - (iii) l'étendue du préjudice causé à n'importe quelle partie,
 - (iv) la bonne foi des parties,
 - (v) l'intérêt public. (Règle 2.04 (5))

(6) Si un associé, une associée, un employé ou une employée d'un cabinet a obtenu d'un ancien client ou d'une ancienne cliente des renseignements confidentiels pertinents dans une nouvelle affaire, un autre associé, une autre associée, un autre employé ni une autre employée de ce cabinet ne peut agir dans cette nouvelle affaire contre l'ancien client ou l'ancienne cliente que si les exigences du paragraphe (5) sont respectées. (Commentaire de la règle 2.04 (5))

(7) Le ou la parajuriste peut agir contre d'anciens clients dans des affaires totalement nouvelles, sans aucun rapport avec les services rendus antérieurement ni avec les renseignements confidentiels alors obtenus. (Commentaire de la règle 2.04 (4))

Double mandat

(8) Le ou la parajuriste ne consent à représenter plusieurs parties, dans une affaire ou une opération quelconque, qu'après les avoir prévenues de ce qui suit :

- a) il a reçu la demande d'agir pour les deux parties ou pour toutes les parties;
- b) aucun des renseignements qui lui seront communiqués ne saurait être tenu pour confidentiel à l'égard des autres parties qu'il représente;
- c) dans le cas où surgirait un conflit insoluble, il ne pourra continuer à représenter toutes les parties et devra peut-être même se dessaisir complètement de l'affaire. (Règle 2.04 (6))

(9) Si l'une des parties est une cliente ou un client avec lequel le ou la parajuriste a des rapports stables et pour lequel il agit fréquemment, il révèle ce fait aux autres parties avant de consentir à représenter plusieurs parties dans une affaire ou une opération quelconque et leur recommande d'obtenir des conseils juridiques indépendants à propos du double mandat. (Règle 2.04 (7))

(10) Si le ou la parajuriste a conseillé les clients en application des paragraphes (8) et (9) et que, malgré tout, les parties acceptent qu'il les représente, il obtient leur consentement. (Règle 2.04 (8))

(11) Malgré leur consentement, le ou la parajuriste se garde d'agir pour plusieurs parties s'il est assez manifeste qu'un différend risque de surgir entre elles ou, qu'à mesure que l'affaire avancera, leurs droits ou leurs obligations divergeront. (Commentaire de la règle 2.04 (7))

(12) Sous réserve du paragraphe (14), si un différend surgit entre les parties, ou certaines d'entre elles, après qu'elles ont donné leur consentement, le ou la parajuriste ne doit pas continuer à conseiller les parties sur la question qui les oppose; il les renvoie plutôt à d'autres titulaires de permis, sauf si les conditions suivantes sont réunies :

- a) la question ne requiert pas la prestation de services juridiques;
- b) les clients ont l'expérience nécessaire. (Règle 2.04 (9))

(13) Si les conditions énoncées aux alinéas a) et b) du paragraphe (12) sont réunies, les clients peuvent négocier une solution entre eux, sans l'intervention du ou de la parajuriste. (Règle 2.04 (9))

(14) Si un différend surgit entre les parties après qu'elles ont consenti au double mandat et convenu que le ou la parajuriste peut continuer à représenter l'une d'elles dans cette éventualité, ce dernier peut agir pour cette partie dans le différend et doit renvoyer l'autre ou les autres parties à un autre ou à une autre titulaire de permis. (Règle 2.04 (10))

3.05 Les conflits d'intérêts – changement de cabinet

Application de la règle

3.05 (1) La présente règle s'applique lorsqu'un ou une parajuriste passe d'un cabinet (« ancien cabinet ») à un autre (« nouveau cabinet »), et que la personne qui change de cabinet ou le nouveau cabinet a connaissance des faits suivants au moment du changement, ou en prend connaissance par la suite :

- a) le nouveau cabinet représente un client ou une cliente et l'ancien cabinet représente son client ou sa cliente (« ancien client ») dans la même affaire ou dans une affaire connexe;
- b) ces clients ont des intérêts opposés dans l'affaire;
- c) le ou la parajuriste qui change de cabinet possède effectivement des renseignements pertinents concernant l'affaire. (Règle 2.05 (2))

Inhabilité du cabinet

(2) Lorsque le ou la parajuriste qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements confidentiels dont la divulgation aux membres du nouveau cabinet pourrait causer un préjudice à l'ancien client ou à l'ancienne cliente, le nouveau cabinet cesse de représenter son client ou sa cliente dans cette affaire, sauf si l'ancien client ou l'ancienne cliente consent à ce que le nouveau cabinet continue de représenter son client ou sa cliente ou que le nouveau cabinet décide que le fait qu'il continue de le représenter sert l'intérêt de la justice.

(3) Lorsqu'il décide s'il convient de continuer de représenter le client ou la cliente, le nouveau cabinet tient compte de tous les faits, notamment de ce qui suit :

- a) la suffisance et l'opportunité des mesures prises pour faire en sorte que les renseignements confidentiels concernant l'ancien client ou l'ancienne cliente ne soient divulgués à aucun de ses parajuristes;
- b) la disponibilité d'une autre modalité convenable de représentation;
- c) les mesures prises pour faire en sorte que les renseignements confidentiels concernant l'ancien client ou l'ancienne cliente ne soient divulgués à aucun de ses parajuristes;
- d) l'étendue du préjudice causé à n'importe quelle partie;
- e) la bonne foi des parties;
- f) l'intérêt public. (Règle 2.05 (4))

(4) Lorsque le membre qui change de cabinet possède effectivement sur l'ancien client ou l'ancienne cliente des renseignements pertinents, mais qui ne sont pas des renseignements confidentiels visés au paragraphe (2), le ou la parajuriste atteste ce fait dans un affidavit ou une déclaration solennelle et le nouveau cabinet fait ce qui suit :

- a) il avise son client ou sa cliente et l'ancien client ou l'ancienne cliente, ou encore le ou la titulaire de permis qui représente ce dernier, des circonstances pertinentes et de la ligne de conduite qu'il entend suivre en vertu de la présente règle;
- b) il remet aux personnes énumérées au sous-alinéa (i) une copie de chaque déclaration solennelle ou affidavit signé en application du présent paragraphe. (Règle 2.05 (6))

Inhabilité du parajuriste qui change de cabinet

(5) Le ou la parajuriste qui change de cabinet et qui est visé au paragraphe (2) ou (4) ne doit, sans le consentement de l'ancien client ou de l'ancienne cliente :

- a) ni participer de quelque façon que ce soit à la représentation de son client ou de sa cliente par le nouveau cabinet dans l'affaire;
- b) ni divulguer un renseignement confidentiel concernant l'ancien client ou l'ancienne cliente. (Règle 2.05 (7))

(6) À moins que l'ancien client ou l'ancienne cliente n'y consente, les parajuristes du nouveau cabinet ne doivent pas discuter avec le ou la parajuriste qui change de cabinet et qui est visé au paragraphe (2) ou (4) de la représentation de son client ou de sa cliente par le nouveau cabinet, ni de celle de l'ancien client ou de l'ancienne cliente par l'ancien cabinet, dans l'affaire. (Règle 2.05 (8))

(7) Quiconque a un intérêt ou représente une partie dans une affaire visée par la présente règle peut demander à un tribunal compétent de trancher toute question relative à cette règle. (Règle 2.05 (9))

3.06 Les rapports commerciaux avec les clients

Placement du client dans une affaire dans laquelle le parajuriste a des intérêts financiers

3.06 (1) Sous réserve du paragraphe (2), si le client ou la cliente a l'intention de mener une opération avec le ou la parajuriste qui le représente, ou avec une personne morale ou autre entité dans laquelle ce dernier a des intérêts financiers et qui n'est pas une société ou autre entité dont les valeurs sont cotées en bourse, le ou la parajuriste fait ce qui suit avant de consentir à agir pour le client ou la cliente :

- a) il lui révèle et lui explique la nature du conflit ou, s'il s'agit seulement d'un conflit éventuel, les circonstances dans lesquelles il risquerait d'apparaître;
- b) il lui recommande d'obtenir une représentation juridique indépendante et exige qu'il obtienne des conseils juridiques indépendants;
- c) il obtient le consentement écrit du client ou de la cliente si celui-ci lui demande quand même de le représenter. (Règle 2.06 (2))

(2) Si la rémunération des services juridiques fournis se fait par le transfert d'actions, d'une participation ou de tout autre intérêt dans un bien ou une entreprise, le ou la parajuriste doit recommander mais n'est pas tenu d'exiger que le client ou la cliente obtienne des conseils juridiques indépendants avant d'accepter le mandat. (Règle 2.06 (2.1))

(3) La présente règle ne s'applique pas au transfert d'un intérêt non important dans une entreprise cotée en bourse.

(4) Le ou la parajuriste qui ne veut pas communiquer ces renseignements ou ne peut le faire sans trahir le secret professionnel refuse ses services. (Commentaire de la règle 2.06 (2.1))

Emprunts aux clients

(5) Le ou la parajuriste ne doit pas emprunter d'argent à ses clients, sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le client ou la cliente est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public;
- b) dans le cas d'un emprunt à une personne liée au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), le ou la parajuriste peut prouver que les intérêts du client ou de la cliente ont été parfaitement protégés en raison de la nature même de l'affaire et des conseils juridiques indépendants ou de la représentation juridique indépendante qu'il a obtenus. (Règle 2.06 (4))

Cautionnement

(6) Sous réserve du paragraphe (7), le ou la parajuriste ne doit pas se porter caution, notamment en la garantissant personnellement, d'une dette à laquelle sa cliente ou son client est partie soit comme emprunteur, soit comme prêteur. (Règle 2.06 (9))

(7) Le ou la parajuriste peut se porter garant personnellement dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes :

- a) le prêteur est un établissement de crédit ou financier, un assureur ou une société de fiducie ou une personne morale semblable dont les activités consistent notamment à prêter de l'argent au public et fournit, directement ou indirectement, des fonds au ou à la parajuriste, à son conjoint, à son père, à sa mère ou à son enfant;
- b) l'opération se fait au profit d'un organisme de bienfaisance ou sans but lucratif dont il est membre ou qu'il appuie, lorsque cet organisme l'invite à se porter caution, seul ou avec d'autres;
- c) le ou la parajuriste s'est engagé dans une entreprise commerciale avec un client ou une cliente et le prêteur exige une garantie personnelle de tous les participants à l'entreprise selon un usage couramment pratiqué, et :
 - (i) d'une part, le ou la parajuriste a respecté les exigences du présent code concernant les conflits d'intérêts,
 - (ii) d'autre part, le prêteur et les participants à l'entreprise qui sont ou qui étaient des clients du ou de la parajuriste ont obtenu une représentation juridique indépendante. (Règle 2.06 (1))

3.07 Les biens des clients

Conservation des biens des clients

3.07 (1) Le ou la parajuriste apporte aux biens de ses clients le soin qu'une ou qu'un propriétaire avisé et prudent prendrait de biens semblables et observe les lois et règlements pertinents concernant la conservation des biens confiés à un ou à une fiduciaire. (Règle 2.07 (1))

Accusé de réception de biens

(2) Le ou la parajuriste qui reçoit des fonds ou d'autres biens d'un client ou d'une cliente l'en avise aussitôt, à moins d'avoir l'assurance que cette personne est déjà au courant. (Règle 2.07 (2))

Identification des biens des clients

(3) Le ou la parajuriste étiquette et identifie clairement les biens de ses clients et les conserve soigneusement à l'écart des siens. (Règle 2.07 (3)).

(4) Le ou la parajuriste tient les registres nécessaires pour pouvoir identifier les biens qui lui sont confiés par ses clients. (Règle 2.07 (4)).

Reddition des comptes et restitution

(5) Le ou la parajuriste rend compte sans retard des biens qui lui sont confiés par ses clients et les leur restitue lorsqu'ils lui en font la demande. (Règle 2.07 (5)).

(6) Le ou la parajuriste qui n'est pas sûr de la personne à qui les biens doivent être rendus s'adresse au tribunal compétent et suit ses directives. (Règle 2.07 (6)).

3.08 Le retrait du parajuriste

Retrait du parajuriste

3.08 (1) Le ou la parajuriste ne peut se retirer d'une affaire que pour des motifs valables et après en avoir convenablement avisé son client ou sa cliente eu égard aux circonstances. (Règle 2.09 (1))

Retrait facultatif

(2) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, le ou la parajuriste peut se retirer d'une affaire lorsque lui et le client ou la cliente perdent fondamentalement confiance l'un dans l'autre. (Règle 2.09 (2))

(3) Sans préjudice de la portée du paragraphe (2), le ou la parajuriste peut se retirer d'une affaire lorsque le client ou la cliente le trompe ou n'accepte ni ne suit ses conseils sur un point important. (Commentaire de la règle 2.09 (2))

(4) Le ou la parajuriste ne doit pas menacer de se retirer de l'affaire pour forcer sa cliente ou son client à se prononcer à la hâte sur une question difficile. (Commentaire de la règle 2.09 (2))

Retrait obligatoire

(5) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, le ou la parajuriste se retire d'une affaire si, selon le cas :

- a) la cliente ou le client met fin à son mandat;
- b) le client ou la cliente lui demande de commettre un acte incompatible avec ses obligations envers le tribunal et, après explication, persiste dans ses instructions;
- c) le client ou la cliente se conduit de façon déshonorante en cours d'instance ou agit dans l'unique but de harceler ou de léser une autre personne;
- d) il est manifeste qu'en continuant à représenter son client ou sa cliente, le ou la parajuriste enfreindra le présent code;
- e) le ou la parajuriste n'a pas la compétence voulue pour s'occuper de l'affaire. (Règle 2.09 (7))

Non-paiement d'honoraires

(6) Sous réserve des paragraphes (7), (8) et (9) et des directives du tribunal, si, à la suite d'un préavis raisonnable, le client ou la cliente refuse de lui verser une provision pour débours ou honoraires, le ou la parajuriste peut se retirer, à condition toutefois que le client ou la cliente ne subisse pas de ce fait un préjudice grave. (Règle 2.09 (3))

Retrait d'instances criminelles ou quasi criminelles

(7) Le ou la parajuriste qui a consenti à représenter un client ou une cliente peut se retirer d'une affaire criminelle ou quasi criminelle si l'intervalle entre son retrait et l'instruction de l'affaire est suffisant pour permettre au client ou à la cliente de se faire représenter par un autre ou une autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès, pourvu qu'il fasse ce qui suit :

- a) il avise le client ou la cliente, de préférence par écrit, qu'il se retire de l'affaire en donnant les motifs de sa décision;
- b) il lui rend compte de toute provision versée pour ses honoraires et débours;
- c) il avise par écrit la poursuite qu'il n'agit plus pour le client ou la cliente;
- d) il avise par écrit le greffe du tribunal compétent qu'il n'agit plus dans l'affaire, si son nom figure aux dossiers du tribunal comme représentant de la défense. (Règle 2.09 (4))

(8) Le ou la parajuriste qui a consenti à représenter un client ou une cliente ne peut se retirer d'une affaire criminelle ou quasi-criminelle en raison du non-paiement d'honoraires lorsque la date prévue du procès n'est pas assez éloignée pour permettre à son client ou à sa cliente d'obtenir les services d'un autre ou d'une autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès et que le report de la date du procès nuirait aux intérêts du client ou de la cliente. (Règle 2.09 (5))

(9) Le ou la parajuriste doit, à moins d'instructions contraires de la part du client ou de la cliente, tenter de faire reporter la date du procès et ne peut se retirer de l'affaire qu'avec la permission du tribunal qui instruira celle-ci si :

- a) d'une part, son retrait d'une affaire criminelle ou quasi criminelle est justifié pour des raisons autres que le non-paiement des honoraires;
- b) d'autre part, l'intervalle entre l'avis donné au client ou à la cliente de son intention de se retirer et la date d'instruction de l'affaire soit insuffisant pour permettre au client ou à la cliente d'obtenir les services d'un autre ou d'une autre titulaire de permis et à celui-ci de bien se préparer pour le procès. (Règle 2.09 (6))

Devoirs liés au retrait

(10) Le ou la parajuriste qui se retire d'une affaire tente de réduire au minimum les frais encourus par le client ou la cliente et évite de lui nuire; il fait tout ce qu'il est raisonnable de faire

pour faciliter le transfert ordonné de l'affaire au ou à la titulaire de permis qui lui succède. (Règle 2.09 (8))

(11) Le ou la parajuriste qui est dessaisi de l'affaire par le client ou la cliente, ou qui s'en retire fait ce qui suit :

- a) il remet à la cliente ou au client tous les documents et biens auxquels ce dernier peut prétendre, ou en dispose selon ce qu'il lui ordonne;
- b) il donne au client ou à la cliente tous les renseignements nécessaires sur l'affaire;
- c) il rend compte de tous les fonds du client ou de la cliente qu'il détient ou qu'il a administrés, et il rembourse notamment toute rémunération à laquelle il n'a pas droit pour ses services;
- d) il produit sans délai le compte de ses honoraires et débours impayés;
- e) il collabore avec le ou la titulaire de permis qui lui succède de façon à réduire au minimum les frais encourus par le client ou la cliente et à éviter de lui nuire. (Règle 2.09 (9))

Devoirs du parajuriste qui prend la succession de l'affaire

(12) Le ou la parajuriste qui prend la succession d'une affaire s'assure, avant d'accepter le mandat, que le ou la parajuriste initial s'est bien retiré de l'affaire ou en a été dessaisi par le client ou la cliente. (Règle 2.09 (10))

Règle 4 – La représentation en justice

4.01 La représentation en justice

Devoirs envers les clients et les tribunaux

4.01 (1) Le ou la parajuriste représente son client ou sa cliente avec fermeté et dignité, dans le respect des lois en vigueur, tout en maintenant à l'égard du tribunal et des autres titulaires de permis une attitude franche, droite, courtoise et respectueuse. (Règle 4.01 (1))

(2) La présente règle vaut pour toutes les juridictions devant lesquelles le ou la parajuriste se présente. (Commentaire de la règle 4.01 (1))

(3) La présente règle n'oblige pas, sauf disposition contraire du présent code, le ou la parajuriste à aider son adversaire ni à faire valoir des points défavorables à son client ou à sa cliente. (Commentaire de la règle 4.01 (1))

(4) Sans préjudice de la portée générale du paragraphe (1), le ou la parajuriste fait ce qui suit :

- a) il soulève résolument tous les points, fait valoir tous les arguments et pose toutes les questions, si déplaisantes soient-elles, qu'il estime favorables à la cause de son client ou de sa cliente;

- b) il cherche à utiliser tous les recours et moyens de défense autorisés par la loi qui sont à l'avantage de son client ou de sa cliente;
- c) il ne renonce jamais aux droits de son client ou de sa cliente, par exemple, à son droit d'invoquer la prescription, à moins que le client ou la cliente n'y ait consenti en connaissance de cause;
- d) il dissuade son client ou sa cliente, et évite lui-même, de soulever des objections frivoles ou vexatoires, de chercher à profiter de simples distractions ou oublis sans incidence sur le fond de l'affaire ou de recourir à des tactiques purement dilatoires ou destinées simplement à harceler la partie adverse. (Commentaire de la règle 4.01 (1))

Rapports avec le processus des tribunaux

(5) Le ou la parajuriste qui représente un client ou une cliente ne doit pas faire ce qui suit :

- a) recourir abusivement au tribunal en introduisant et en poursuivant des instances qui, bien qu'autorisées par la loi, ne sont manifestement motivées que par la malveillance de son client ou de sa cliente, dans l'unique dessein de nuire à l'autre partie;
- b) laisser délibérément son client ou sa cliente agir de façon malhonnête ou déshonorante ou l'aider à le faire;
- c) chercher délibérément à tromper le tribunal ou à influencer le cours de la justice en présentant de faux témoignages, en déformant les faits ou le droit, en se servant d'affidavits faux ou trompeurs, en commettant des réticences ou, de façon générale, en prêtant son concours à une conduite frauduleuse, criminelle ou illégale;
- d) s'abstenir délibérément de signaler au tribunal l'existence d'une source pertinente dont la partie adverse n'aurait pas fait mention;
- e) comparaître devant des officiers de justice avec qui le ou la parajuriste, un de ses associés, un ou une parajuriste employé par le cabinet ou son client ou sa cliente ont, sur le plan professionnel ou personnel, des liens de nature à donner lieu, même en apparence, à des pressions, des influences ou des tentations qui risqueraient de mettre en cause l'impartialité des officiers de justice;
- f) faire délibérément une affirmation qui ne peut raisonnablement être établie par la preuve ou dont la recevabilité doit d'abord être établie;
- g) tenter ou laisser qui que ce soit tenter d'influencer, directement ou indirectement, l'attitude ou la décision du tribunal ou de l'un de ses officiers, autrement qu'en plaidant ouvertement la cause de son client ou de sa cliente;
- h) déformer délibérément le contenu d'un document, les déclarations des témoins, la teneur d'une plaidoirie ou les dispositions d'une loi ou d'une source juridique équivalente;

- i) laisser délibérément des témoins se présenter de manière fausse ou trompeuse ou sous l'identité d'une autre personne;
- j) malmener, intimider ou harceler des témoins sans nécessité;
- k) dissuader des témoins importants de déposer ou leur conseiller de s'absenter;
- l) tenter, dans le cadre de la représentation d'une plaignante ou d'un plaignant réel ou éventuel, de tirer un avantage de ce dernier en menaçant de porter une accusation criminelle ou en offrant de chercher à faire retirer une telle accusation;
- m) incommoder des témoins sans nécessité. (Règle 4.01 (2))

Divulcation de documents

(6) Lorsque les règles du tribunal exigent que les parties produisent des documents, le ou la parajuriste qui représente un client ou une cliente fait ce qui suit :

- a) il lui explique la nécessité de faire une divulgation complète de tous les documents concernant le litige et son obligation de répondre, du mieux qu'il le peut en fonction de ses connaissances, des renseignements à sa disposition et de ce qu'il croit, à toute question convenable concernant toute question en litige;
- b) il l'aide à s'acquitter de ses obligations en matière de divulgation complète;
- c) il ne doit pas faire des demandes frivoles de documents, ni poser des questions frivoles. (Règle 4.01 (4))

Erreurs et omissions

(7) Le ou la parajuriste qui a commis un acte ou une omission qui, eût-il agi en connaissance de cause, aurait constitué un manquement à la présente règle, est tenu, sous réserve de la Règle 3.03 (Confidentialité), d'en avertir le tribunal et de prendre toutes les mesures voulues, eu égard aux circonstances, pour rectifier l'erreur ou l'omission. (Règle 4.01 (5)).

Entente sur un plaidoyer de culpabilité

(8) Avant ou après qu'une accusation soit portée, le ou la parajuriste d'une accusée ou d'un accusé réel ou éventuel peut discuter d'un règlement possible avec la poursuite, sauf si le client ou la cliente lui donne des instructions contraires. (Règle 4.01 (8))

(9) Le ou la parajuriste qui représente une accusée ou un accusé réel ou éventuel peut conclure avec la poursuite une entente sur un plaidoyer de culpabilité lorsque, après enquête :

- a) il a expliqué à son client ou à sa cliente les probabilités relatives d'un acquittement et d'une déclaration de culpabilité;

- b) il a averti son client ou sa cliente de toutes les conséquences éventuelles d'un plaidoyer de culpabilité et, en particulier, du pouvoir en matière de sentence et du pouvoir discrétionnaire du tribunal, y compris le fait que l'entente ne le lie pas;
- c) la cliente ou le client est disposé à admettre les éléments matériels et psychologiques de l'infraction;
- d) le client ou la cliente lui demande volontairement de conclure une entente sur un plaidoyer de culpabilité. (Règle 4.01 (9))

4.02 Les entrevues avec les témoins

Entrevue avec les témoins

4.02 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le ou la parajuriste peut se renseigner auprès des témoins éventuels, qu'ils aient été assignés ou non à comparaître, mais il doit leur révéler sa position et éviter avec soin de les suborner, de les empêcher de témoigner ou de les inciter à ne pas témoigner. (Règle 4.03 (1))

(2) Le ou la parajuriste ne doit pas entrer en contact ni traiter avec une personne qui est représentée par un autre ou une autre titulaire de permis sans le consentement de ce dernier. (Règle 4.03 (2))

(3) Le ou la parajuriste qui a reçu le mandat d'agir dans une affaire concernant une personne morale ou un organisme représenté par un autre ou une autre titulaire de permis ne doit pas entrer en contact avec les personnes suivantes sans le consentement de ce ou de cette titulaire de permis ou à moins d'y être autorisé ou d'y être tenu par la loi :

- a) soit les administrateurs, les dirigeants ou des personnes qui ont vraisemblablement participé à la prise de décisions pour le compte de la personne morale ou de l'organisme;
- b) soit les employés ou les mandataires de la personne morale ou de l'organisme dont les actions ou les omissions relativement à l'affaire risquent de mettre en jeu sa responsabilité civile ou criminelle. (Règle 4.03(3))

(4) La présente règle s'applique aux communications avec quiconque, qu'il s'agisse ou non d'une partie à une procédure juridictionnelle formelle, à un contrat ou à des négociations, est représenté par un ou une titulaire de permis à propos de l'affaire visée par les communications. (Commentaire de la règle 4.03 (3))

(5) L'interdiction des communications avec une personne représentée s'applique si le ou la parajuriste a une connaissance réelle du fait de la représentation ou s'il devrait pouvoir déduire ce fait des circonstances. (Commentaire de la règle 4.03 (3))

Définition

(6) La définition qui suit s'applique à la présente règle.

«organisme» S'entend notamment d'une société en nom collectif, d'une société en commandite, d'une entreprise à propriétaire unique, d'une association, d'un syndicat, d'un groupe non

constitué en société, d'un ministère, d'un organisme public, d'un tribunal et d'un organisme de réglementation. (Commentaire de la règle 4.03 (3))

4.03 Les communications avec les témoins

Communication avec les témoins

4.03 (1) Sous réserve des directives du tribunal, le ou la parajuriste qui communique avec des témoins observe les lignes directrices suivantes :

1. Au cours de l'interrogatoire principal, le ou la parajuriste qui mène l'interrogatoire peut discuter avec le témoin de toute question non encore traitée dans l'interrogatoire.
2. Au cours de l'interrogatoire principal mené par un autre ou une autre titulaire de permis, le ou la parajuriste qui ne procède pas à l'interrogatoire principal peut discuter de la preuve avec le témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause.
3. Entre l'achèvement de l'interrogatoire principal et le début du contre-interrogatoire du témoin qu'il assigne, le ou la parajuriste ne doit pas discuter du témoignage principal ni des questions présentées ou mentionnées au cours de l'interrogatoire principal.
4. Au cours du contre-interrogatoire mené par le ou la titulaire de permis qui représente la partie adverse, le ou la parajuriste ne doit avoir aucune conversation avec le témoin qu'il assigne en ce qui concerne son témoignage ou une question relative à l'instance.
5. Entre l'achèvement du contre-interrogatoire et le début du réinterrogatoire, le ou la parajuriste qui procède au réinterrogatoire du témoin ne doit pas discuter de la preuve qui sera examinée au cours du réinterrogatoire.
6. Au cours du contre-interrogatoire d'un témoin qui n'est pas bien disposé à l'égard de sa cause, le ou la parajuriste qui mène le contre-interrogatoire peut discuter avec lui de son témoignage.
7. Au cours du contre-interrogatoire d'un témoin bien disposé à l'égard de sa cause, le ou la parajuriste qui mène le contre-interrogatoire doit limiter toute conversation avec lui de la même façon que ses communications avec le témoin qu'il assigne au cours de son interrogatoire principal.
8. Au cours du réinterrogatoire d'un témoin assigné par le ou la titulaire de permis qui représente la partie adverse, le ou la parajuriste ne doit avoir avec lui aucune communication relative au témoignage qu'il doit rendre au cours du réinterrogatoire, si le témoin est bien disposé à l'égard de sa cause. Il peut toutefois discuter de la preuve avec un témoin qui a des intérêts opposés. (Règle 4.04)

(2) Avec le consentement du ou de la titulaire de permis qui représente la partie adverse, le ou la parajuriste ne peut avoir avec un témoin aucune communication susceptible

par ailleurs d'être jugée irrégulière dans le cadre de la présente règle. (Commentaire de la règle 4.04)

(3) La présente règle s'applique, avec les adaptations nécessaires, aux interrogatoires hors de la présence du tribunal. (Commentaire de la règle 4.04)

4.04 Le témoignage du parajuriste

Témoignage du parajuriste

4.04 (1) Sous réserve des dispositions contraires de la loi ou du pouvoir discrétionnaire du tribunal devant lequel il se présente, le ou la parajuriste qui représente une partie ne doit pas présenter son propre affidavit au tribunal. (Règle 4.02 (1))

(2) Sous réserve des dispositions contraires de la loi ou du pouvoir discrétionnaire du tribunal devant lequel il se présente, le ou la parajuriste qui représente une partie ne doit pas témoigner devant le tribunal, sauf dans les cas prévus par les règles du tribunal ou par ses règles de procédure ou sur des questions de pure forme ou non controversées. (Règle 4.02 (2))

(3) Le ou la parajuriste qui doit témoigner devant le tribunal confie la conduite du procès à un autre ou à une autre titulaire de permis. (Commentaire de la règle 4.02 (2))

(4) Le ou la parajuriste ne doit pas exprimer son opinion personnelle ni faire valoir un point qui demeure à prouver, peut faire l'objet d'un contre-interrogatoire ou peut être contesté. (Commentaire de la règle 4.02 (2))

4.05 Les personnes non représentées

4.05 Le ou la parajuriste qui traite avec une personne non représentée pour le compte de son client ou de sa cliente fait ce qui suit :

- a) il insiste pour qu'elle obtienne une représentation juridique indépendante;
- b) il veille à ce qu'elle ne procède pas en s'imaginant qu'il protège ses intérêts;
- c) il lui explique clairement qu'il agit exclusivement dans l'intérêt de son client ou de sa cliente et que ses propos risquent donc de ne pas être impartiaux. (Règle 2.04 (14))

Règle 5 - Les honoraires et les débours

5.01 Les honoraires et les débours

Honoraires et débours raisonnables

5.01 (1) Le ou la parajuriste ne doit pas demander ni accepter des honoraires et des débours qui ne sont ni justes ni raisonnables et qui n'ont pas été divulgués en temps utile. (Règle 2.08 (1))

(2) Le caractère juste et raisonnable des honoraires dépend des facteurs suivants :

- a) le temps et les efforts consacrés à l'affaire;
- b) la difficulté et l'importance de l'affaire;
- c) la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence particulière;
- d) les montants en cause ou la valeur de l'objet du litige;
- e) les résultats obtenus;
- f) les honoraires prévus par la loi ou les règlements;
- g) les circonstances particulières, comme la perte d'autres affaires, les retards de règlement, l'incertitude de la rémunération et l'urgence. (Commentaire de la règle 2.08 (2))

(3) Le ou la parajuriste ne peut, à l'insu de son client ou de sa cliente et sans son consentement, recevoir pour ses services une rétribution quelconque (honoraires, gratifications, frais, commissions, intérêts, escomptes, primes de représentation ou de promotion, etc.) des mains d'un tiers. (Commentaire de la règle 2.08 (2))

(4) Le ou la parajuriste indique clairement et séparément, sur les états de compte remis à ses clients, les montants imputés aux honoraires et aux débours. (Règle 2.08 (4))

(5) Le ou la parajuriste ne doit pas prélever ses honoraires sur les fonds de son client ou de sa cliente, à quelque titre qu'il les détienne, notamment en fiducie, sauf dans les cas prévus aux règlements administratifs pris en application de la *Loi sur le Barreau*. (Règle 2.08 (10))

Honoraires conditionnels

(6) Sauf dans des affaires criminelles ou quasi criminelles, le ou la parajuriste peut conclure une entente écrite qui prévoit que tout ou partie de ses honoraires dépendra d'un règlement heureux ou de la conclusion de l'affaire pour laquelle ses services ont été retenus. (Règle 2.08 (3))

(7) Dans l'évaluation du pourcentage approprié ou de tout autre taux du calcul des honoraires conditionnels dans le cadre du paragraphe (6), le ou la parajuriste informe le client ou la cliente des facteurs pris en compte à cette fin, y compris les chances de succès, la nature et la complexité de la réclamation, le coût et les risques reliés à celle-ci, le montant des dommages-intérêts prévus et la personne à qui seront adjugés les dépens. (Commentaire de la règle 2.08 (3))

(8) Le pourcentage ou le taux de calcul des honoraires conditionnels convenu en application du paragraphe (6) est juste et raisonnable, compte tenu de toutes les circonstances et des facteurs énumérés au paragraphe (7). (Commentaire de la règle 2.08 (3))

Double mandat

(9) Le ou la parajuriste qui agit pour plusieurs parties répartit équitablement les honoraires et débours entre elles, sauf convention contraire. (Règle 2.08 (5))

Partage des honoraires permis

(10) Avec le consentement du client ou de la cliente, des parajuristes qui ne sont pas membres du même cabinet peuvent se partager les honoraires d'une affaire à la condition que ce partage se fasse proportionnellement au travail et aux responsabilités de chaque parajuriste. (Règle 2.08 (6))

Partage des honoraires interdit

(11) Le ou la parajuriste ne doit :

- a) ni partager, directement ou indirectement, ses honoraires avec quiconque n'est pas titulaire d'un permis;
- b) ni remettre, à quiconque n'est pas un titulaire d'un permis, de récompense, notamment financière, pour lui avoir renvoyé des clients. (Règle 2.08 (8))

Honoraires de renvoi

(12) Le ou la parajuriste qui renvoie une affaire à un autre ou à une autre titulaire de permis parce que ce dernier a l'expérience et les capacités nécessaires pour s'en occuper peut accepter des honoraires de renvoi, et l'autre titulaire de permis peut en verser, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le renvoi ne découle pas d'un conflit d'intérêts;
- b) les honoraires sont raisonnables et ne font pas augmenter les honoraires totaux demandés au client ou à la cliente;
- c) la cliente ou le client est informé du renvoi et y consent. (Règle 2.08 (7))

Règle 6 – Le parajuriste et l'administration de la justice

6.01 L'obligation d'inciter au respect de l'administration de la justice

Obligation générale

6.01 (1) Le ou la parajuriste s'efforce d'améliorer l'administration de la justice et encourage le public à la respecter. (Règle 4.06(1))

(2) Le ou la parajuriste veille à ne pas affaiblir ni détruire la confiance du public envers les institutions ou autorités juridiques en tenant des propos irresponsables, particulièrement dans ses commentaires sur des juges ou des membres d'un tribunal. (Commentaire de la règle 4.06 (1))

Sécurité des palais de justice

(3) Sous réserve de la règle 3.03 (Confidentialité), le ou la parajuriste qui a des motifs raisonnables de croire qu'une situation dangereuse est susceptible de survenir à un palais de justice en informe la police locale et lui fournit des renseignements détaillés. (Règle 4.06 (3))

Apparitions et déclarations publiques

(4) À la condition de ne pas enfreindre ses obligations envers son client ou sa cliente, la profession, les tribunaux ou l'administration de la justice, le ou la parajuriste peut communiquer des renseignements aux médias et faire des apparitions et des déclarations publiques. (Règle 6.06 (1))

Activités professionnelles illégales

(5) Le ou la parajuriste aide à prévenir l'exercice illégal du droit et la prestation illégale de services juridiques. (Règle 6.07 (1))

(6) Sauf sur approbation expresse d'un comité du Conseil nommé à cette fin, le ou la parajuriste ne doit pas retenir les services d'une personne, l'embaucher ni partager avec elle des locaux ou des tâches relevant de la prestation de services juridiques, si cette personne, en Ontario ou ailleurs, a été radiée du barreau, rayée du tableau de l'Ordre ou frappée de suspension, s'est engagée à ne pas exercer ou a fait l'objet d'une mesure disciplinaire dans le cadre de laquelle elle a obtenu la permission de démissionner, et que son permis n'ait pas été rétabli. (Règle 6.07 (2))

Règle 7 – Les obligations envers les titulaires de permis et le public

7.01 La courtoisie et la bonne foi

(1) Le ou la parajuriste évite les pratiques retorses et ne doit pas tirer parti, sans avertissement raisonnable, des étourderies, irrégularités ou erreurs commises par d'autres titulaires de permis, si elles sont sans rapport avec le fond du litige et ne portent pas atteinte aux droits de son client ou de sa cliente. (Règle 6.03 (3))

(2) Le ou la parajuriste accède aux demandes raisonnables qui lui sont faites en ce qui concerne la date du procès, les ajournements, la renonciation à certaines formalités et d'autres questions analogues qui ne portent pas préjudice aux droits de son client ou de sa cliente. (Règle 6.03 (2))

(3) Le ou la parajuriste ne doit pas, au cours de la prestation de services juridiques, communiquer, notamment par lettre, avec des clients, d'autres titulaires de permis ni qui que ce soit d'une manière offensante, injurieuse ou qui s'écarte de quelque façon que ce soit de la politesse dont doivent toujours être empreintes ses communications professionnelles. (Règle 6.03 (5))

(4) Le ou la parajuriste évite de critiquer à la légère la compétence, le comportement, les conseils ou les honoraires d'autres titulaires de permis. En revanche, il lui faut être prêt à conseiller et à représenter le client ou la cliente qui le lui demande relativement à une plainte touchant un autre ou une autre titulaire de permis. (Commentaire de la règle 6.03 (1))

(5) Le ou la parajuriste répond dans les meilleurs délais à toutes les lettres et communications qui lui sont adressées par d'autres titulaires de permis et qui exigent une réponse. Il remplit tous ses engagements avec ponctualité. (Règle 6.03 (6))

(6) Le ou la parajuriste ne doit pas communiquer ni chercher à transiger ou à négocier directement avec une personne représentée par un autre ou une autre titulaire de permis, sauf avec le consentement ou par l'entremise de ce dernier. (Règle 6.03 (7))

(7) Le ou la parajuriste ne doit pas utiliser de magnétophone ni d'appareils analogues pour enregistrer une conversation avec des clients ou d'autres titulaires de permis sans en avoir d'abord prévenu les personnes intéressées, lors même que l'enregistrement serait en soi légal. (Règle 6.03 (4))

Règle 8 – La gestion du cabinet

8.01 Les obligations générales

Responsabilité professionnelle

8.01 (1) Le ou la parajuriste assume intégralement la responsabilité professionnelle des travaux qui lui sont confiés. (Règle 5.01 (2))

Responsabilité financière

(2) Le ou la parajuriste honore les engagements financiers contractés dans l'exercice de sa profession, notamment par l'acquittement de la franchise prévue par un régime d'assurance responsabilité civile professionnelle, lorsqu'elle lui est réclamée à juste titre. (Règle 6.01 (2))

Responsabilité en matière de surveillance

(3) Le ou la parajuriste surveille directement le personnel et les adjoints auxquels il délègue des tâches et des fonctions particulières. (Règle 5.01 (2))

Délégation

(4) Le ou la parajuriste ne doit pas autoriser des personnes qui ne sont pas titulaires de permis à faire ce qui suit :

- a) fournir des services juridiques;
- b) se faire passer pour un ou une titulaire de permis;
- c) exercer les fonctions réservées exclusivement aux parajuristes ou accomplir des actes que les parajuristes ne peuvent accomplir. (Règle 5.01 (3))

8.02 La publicité

Publicité permise

8.02 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (5), le ou la parajuriste ou le cabinet peut annoncer ses services ou ses honoraires par divers moyens, notamment dans des brochures et documents semblables, pourvu que la publicité :

- a) ne soit ni fausse ni trompeuse;
- b) soit de bon goût et non de nature à jeter le discrédit sur la profession de parajuriste et l'administration de la justice;

- c) n'établit pas de comparaison avec les services ou les frais d'autres cabinets. (Règle 3.04 (1))

Restrictions relatives à la publicité

(2) Le ou la parajuriste ou le cabinet ne doit pas annoncer des services qui sortent du champ permis de l'exercice de la profession de parajuriste.

(3) Les moyens employés pour faciliter l'accès du public aux services juridiques doivent être conformes à l'intérêt public et ne doivent pas porter atteinte à l'intégrité, à l'indépendance et à l'efficacité requises des membres de la profession de parajuriste. (Commentaire de la règle 3.04 (3))

(4) Outre les exigences du paragraphe (1), l'annonce portant sur des honoraires est assujettie aux conditions suivantes :

1. L'annonce des honoraires facturés pour des consultations ou des services déterminés indique exactement les services compris et les circonstances qui peuvent justifier une majoration des honoraires.
2. L'annonce des honoraires indique clairement que les débours sont facturés en sus.
3. L'annonce ne doit pas utiliser de mots ni d'expressions tels que « à partir de... », « minimum », «... et plus ».
4. Les services que vise l'annonce sont dispensés au tarif annoncé à tous les clients qui retiennent les services du ou de la parajuriste ou du cabinet dans les 30 jours de la dernière annonce, à moins de circonstances exceptionnelles raisonnablement imprévisibles dont la preuve incombe au ou à la parajuriste. (Règle 3.04 (2))

(5) Le ou la parajuriste ne doit pas faire ce qui suit :

- a) permettre que son nom figure comme parajuriste sur un support publicitaire :
 - (i) soit qui offre des biens autres que des publications juridiques au public,
 - (ii) soit qui offre des services autres que des services juridiques au public;
- b) s'il exerce dans un cabinet privé, permettre que son nom figure dans l'en-tête d'une compagnie à titre de représentant, autrement qu'à titre honoraire dans l'en-tête d'un organisme philanthropique ou sans but lucratif. (Règle 3.04 (3))

8.03 La raison sociale, l'en-tête et les enseignes du cabinet

Raison sociale

8.03 (1) La raison sociale d'un cabinet ne doit pas comprendre un nom qui n'est pas :

- a) soit le nom d'un membre actuel, à la retraite ou décédé du cabinet, qui est ou était habile à fournir des services juridiques en Ontario;
- b) soit une appellation descriptive ou commerciale qui respecte la dignité, l'intégrité, l'indépendance et le rôle de la profession de parajuriste. (Règle 3.02 (1))

(2) Le ou la parajuriste qui acquiert une clientèle peut, pendant une période raisonnable, inscrire les mots «successeur/successeuse de» en petits caractères sous son nom. (Règle 3.02 (2))

(3) La raison sociale du cabinet ne doit pas comprendre d'appellation descriptive ou commerciale trompeuse sur :

- a) soit les identités, les responsabilités ou les relations des parajuristes qui exercent sous la raison sociale du cabinet;
- b) soit l'association ou la relation du cabinet avec d'autres personnes titulaires ou non de permis.

(4) L'emploi d'expressions comme «Jean Tremblay et associés » ou « Linda Gagnon et compagnie » est incorrect à moins qu'il n'y ait de fait, respectivement, plus d'un associé ou d'un parajuriste qui exerce avec Jean Tremblay ou Linda Gagnon. (Règle 3.02 (4))

En-tête et enseignes

(5) Seuls peuvent figurer dans l'en-tête et sur les enseignes du bureau d'un cabinet les renseignements suivants :

- a) la raison sociale du cabinet;
- b) la liste des parajuristes qui sont des associés ou des employés du cabinet;
- c) les mots « parajuriste autorisé » ou « licensed paralegal », au masculin ou au féminin et au singulier ou au pluriel selon le contexte;
- d) les mots « notaire », « commissaire aux serments », « notary » ou « commissioner for oaths », le cas échéant;
- e) les mots « agent de brevets et de marques de commerce » ou « patent and trade mark agent », le cas échéant;
- f) les adresses, numéros de téléphone et heures d'ouverture des bureaux ainsi que les langues dans lesquelles le cabinet est compétent et capable d'exercer la profession;
- g) un logo;
- h) les indications de nature publicitaire permises en application du présent code. (Règle 3.03 (1))

(6) Le ou la parajuriste ou le cabinet peut inscrire dans l'en-tête, à la suite des noms qui y figurent, les grades et diplômes provenant d'universités et d'établissements postsecondaires reconnus, y compris les titres honorifiques, ainsi que des qualités professionnelles, par exemple les désignations ing., c.a., M.D., et des décorations et récompenses civiles et militaires reconnues. (Règle 3.03 (3)).

8.04 L'assurance erreurs et omissions

Obligation de souscrire une assurance

8.04 (1) Tous les parajuristes et toutes les parajuristes qui exercent en Ontario souscrivent une assurance erreurs et omissions suffisante, selon ce qu'exige le Barreau.

(2) Le ou la parajuriste contre lequel est faite une réclamation pour négligence professionnelle collabore avec l'assureur ou l'organisme de garantie pour que la réclamation soit examinée dans les meilleurs délais. (Règle 6.09(3))

(3) Dans tous les cas où la responsabilité ne fait pas de doute et où l'assureur ou l'organisme de garantie est prêt à indemniser partiellement le client ou la cliente, le ou la parajuriste a l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour acquitter le solde de la réclamation. (Règle 6.09 (5))

Règle 9 – Les obligations envers le Barreau

9.01 Les obligations envers le Barreau

Communications du Barreau

9.01 (1) Le ou la parajuriste répond sans délai aux communications du Barreau et donne tous les renseignements qu'il demande. (Règle 6.02)

Devoir de signaler les manquements

(2) Sauf si cela est illégal ou constitue une atteinte à la confidentialité qui existe entre lui et le client ou la cliente, le ou la parajuriste signale au Barreau ce qui suit :

- a) l'affectation irrégulière ou le détournement de fonds confiés en fiducie à un titulaire de permis;
- b) le délaissement d'un cabinet d'avocats par un avocat ou une avocate ou celui d'un cabinet de services juridiques par un ou une parajuriste;
- c) la participation à une activité criminelle grave liée aux activités professionnelles d'un ou d'une titulaire de permis;
- d) l'instabilité mentale d'un ou d'une titulaire de permis telle qu'elle risque de causer un préjudice grave à ses clients
- e) toute autre situation qui risque de nuire gravement aux clients d'un ou d'une titulaire de permis. (Règle 6.01 (3))

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de faire obstacle aux obligations que le ou la parajuriste a envers son client ou sa cliente. (Commentaire de la règle 6.01 (3))

(4) Le manquement visé au paragraphe (2) est signalé de bonne foi, sans intention de nuire ni autres motifs inavouables. (Commentaire de la règle 6.01 (3))

(5) Le ou la parajuriste essaie de convaincre le client ou la cliente qui a une réclamation contre un ou une titulaire de permis apparemment malhonnête de signaler les faits au Barreau avant d'exercer un recours privé. (Règle 6.01 (4))

(6) Si le client ou la cliente refuse de signaler au Barreau sa réclamation contre un ou une titulaire de permis apparemment malhonnête, le ou la parajuriste obtient des instructions écrites afin de donner suite à la réclamation sans aviser le Barreau. (Règle 6.01 (5))

(7) Le ou la parajuriste renseigne le client ou la cliente sur les dispositions du *Code criminel* du Canada traitant de la dissimulation d'un acte criminel aux termes d'une entente en vue d'obtenir une contrepartie valable (article 141). (Règle 6.01 (4))

(8) Le ou la parajuriste cesse d'agir si le client ou la cliente désire conclure, avec le ou la titulaire de permis apparemment malhonnête, une entente de gré à gré qui contrevient à l'article 141 du *Code criminel* du Canada. (Règle 6.01 (7))

Obligation de divulguer certaines infractions et déclarations de culpabilité

(9) Le ou la parajuriste qui est accusé d'une infraction visée au règlement administratif 8 du Barreau informe celui-ci de l'accusation et de sa disposition conformément au règlement administratif. (Règle 6.01 (8))

Pouvoir disciplinaire

(10) Le ou la parajuriste est assujéti au pouvoir disciplinaire du Barreau quel que soit l'endroit où survienne la conduite en cause. (Règle 6.11 (1))

Manquement professionnel

(11) Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires au ou à la parajuriste pour manquement professionnel. (Règle 6.11 (2))

Conduite indigne d'un parajuriste

(12) Le Barreau peut imposer des mesures disciplinaires au ou à la parajuriste pour conduite indigne d'un ou d'une parajuriste. (Règle 6.11 (3))

Définitions

(13) Les définitions qui suivent s'appliquent aux paragraphes (11) et (12).

« conduite indigne d'un parajuristes » Conduite personnelle ou privée d'un ou d'une parajuriste qui tend à jeter le discrédit sur la profession de parajuriste. S'entend en outre, selon le cas, de ce qui suit :

- a) commettre un acte criminel qui donne une mauvaise impression de l'honnêteté du ou de la parajuriste, de sa fiabilité ou de son habilité à exercer sa profession,
- b) abuser de la jeunesse, de l'inexpérience, du manque d'éducation, de manque de raffinement, de la mauvaise santé, de la vulnérabilité ou du comportement contraire aux pratiques commerciales d'un tiers,
- c) avoir une conduite entachée de malhonnêteté.

« manquement professionnel » Conduite d'un ou d'une parajuriste qui tend à discréditer la profession de parajuriste. S'entend notamment de ce qui suit :

- a) enfreindre ou tenter d'enfreindre le présent code, une exigence de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements d'application ou les règlements administratifs pris en vertu de cette loi,
- b) aider ou pousser sciemment un autre ou une autre titulaire de permis à enfreindre ou à tenter d'enfreindre le présent code, une exigence de la *Loi sur le Barreau*, ses règlements d'application ou les règlements administratifs pris en vertu de cette loi,
- c) traiter malhonnêtement, notamment en les détournant, l'argent ou les biens d'un client, d'une cliente ou d'un tiers,
- d) avoir une conduite qui mine l'administration de la justice,
- e) se targuer, même implicitement, de pouvoir influencer indûment sur un organisme ou un ou une fonctionnaire de l'État,
- f) aider sciemment un juge ou un officier de justice à enfreindre un code de déontologie judiciaire applicable ou toute autre règle de droit. (Règle 1.02, définitions)

FOR INFORMATION

TRUST ACCOUNTS BY-LAW FOR PARALEGALS

11. The Committee discussed the appropriate policy on trust accounts for paralegals, and decided to establish a Working Group of the Committee to develop options for the Committee's consideration. The Working Group consists of Michelle Haigh, Brian Lawrie, Stephen Parker and Bonnie Warkentin, and will report to the Committee on June 14.

PROPOSED AMENDMENT TO THE LICENSING BY-LAW

12. On April 26th, Convocation approved By-law 4, Licensing, including PART V, which provides for certain exemptions. During the debate, benchers Alan Silverstein proposed

an amendment to some of the exemptions in the by-law, to add the words “provided no fee is charged to the client”. Wording to this effect is already in place in paragraph 5 of section 32 (1) ‘Acting for family, friend or neighbour,’ as follows: ‘who does not expect and does not receive any compensation, including a fee, gain or reward, direct or indirect, for the provision of the legal services.’

13. Convocation directed that the Committee should consider whether this amendment should be made to the licensing by-law, either as a general provision or in relation to specific exemptions.

The Committee’s Deliberations

14. The Committee considered the proposed amendment at the meeting May 10th and decided that the wording should remain as originally approved by Convocation, since,
 - a. The wording could not be added as a general provision, as it is only applicable to certain categories of exemptions, and
 - b. With regard to the categories where it would be applicable, it would be difficult to add, since many of these exemptions cover persons in paid positions who are remunerated to provide the services in question.

COMMUNICATIONS

15. The communications process regarding the start of the six-month grandparent window on May 1st is ongoing:
 - a. Staff reported on a meeting with Associate Chief Justice Ebbs on May 9th;
 - b. A letter was sent to 80 court locations in Ontario describing the requirements for paralegals to appear during this period. A copy is attached at Appendix 2;
 - c. Staff continue to process a large number of emails arising from the teleconference on April 24th, and
 - d. Staff continue to add new material to the Paralegal pages on the Law Society's public website. These pages have already had several thousand visits, and the usage continues to grow.

Appendix 2

Good afternoon.

Effective May 1st, the amended *Law Society Act* is in effect, giving the Law Society the responsibility for regulating paralegals. We thought it would be helpful to explain how the implementation of this model will be progressing, especially during the current transitional period.

As of May 1st, no one is legally permitted to provide legal services in Ontario, such as appearing in Small Claims Court, unless they comply with, or are exempted by, the Act and by-laws. For those currently working as paralegals, this does not yet involve possessing a licence,

since no licences will be issued until spring 2008, but to be in compliance with the by-laws such persons must,

- Carry E&O insurance
- Abide by the Paralegal Code of Conduct approved by Convocation.

Paralegals must apply for a licence by October 31st or they will cease to be permitted to appear.

The exemptions from these requirements are set out in the Act and in By-law 4. The relevant exemptions in subsection 1(8) of the Act are:

- Members of another regulated profession (e.g., collection agencies)
- Persons acting on their own behalf
- Employees and volunteer representatives of trade unions

The main exemptions in By-law 4 are:

- In-house staff representing their employer
- Staff and volunteers at Legal Aid legal clinics
- Law students volunteering in law school legal clinics
- Employees of government-funded non-profits, provided they have insurance
- Persons representing a family member or friend
- Constituency Assistants from the office of an MP or MPP
- Employees of the Office of the Worker Adviser and the Employer Adviser
- Articling students

The above is a brief summary of the legislative provisions – for further details, please refer to the Act and By-law 4 – extracts are attached for your reference.

Should you have any questions or concerns, please do not hesitate to contact The Law Society of Upper Canada. Our Paralegal helpline telephone number is 416-947-3315 extension 3313 or 1-800- 668-7380 extension 3313.

Thank you,

Terry Knott
Director, Membership & Complaints Services

Extract from *Law Society Act*, R.S.O. 1990, c. L.8, as am.

Not practising law or providing legal services

1. (8) For the purposes of this Act, the following persons shall be deemed not to be practising law or providing legal services:

1. A person who is acting in the normal course of carrying on a profession or occupation governed by another Act of the Legislature, or an Act of Parliament, that regulates specifically the activities of persons engaged in that profession or occupation.
2. An employee or officer of a corporation who selects, drafts, completes or revises a document for the use of the corporation or to which the corporation is a party.

3. An individual who is acting on his or her own behalf, whether in relation to a document, a proceeding or otherwise.
4. An employee or a volunteer representative of a trade union who is acting on behalf of the union or a member of the union in connection with a grievance, a labour negotiation, an arbitration proceeding or a proceeding before an administrative tribunal.
5. A person or a member of a class of persons prescribed by the by-laws, in the circumstances prescribed by the by-laws.

PART V

PROVIDING LEGAL SERVICES WITHOUT A LICENCE

Interpretation

31. In this Part,

“accredited law school” means a law school in Ontario that is accredited by the Society;

“law firm” means a partnership or other association of licensees each of whom holds a Class L1 licence, a partnership or association mentioned in Part III of By-Law 7 [Business Entities] or a professional corporation;

“licensee firm” means a partnership or other association of licensees, a partnership or association mentioned in Part III of By-Law 7 [Business Entities] or a professional corporation.

Providing Class P1 legal services without a licence

32. (1) Subject to subsections (2) and (3), the following may, without a licence, provide legal services in Ontario that a licensee who holds a Class P1 licence is authorized to provide:

In-house legal services provider

1. An individual who,
 - i. is employed by a single employer that is not a licensee or a licensee firm,
 - ii. provides the legal services only for and on behalf of the employer, and
 - iii. does not provide any legal services to any person other than the employer.

Legal clinics

2. An individual who,
 - i. is any one of the following:
 - A. An individual who is enrolled in a degree program at an accredited law school and volunteers in or is completing a clinical education course at a clinic, within the meaning of the *Legal Aid Services Act*, 1998, that is funded by Legal Aid Ontario.

- B. An individual who is employed by a clinic, within the meaning of the *Legal Aid Services Act*, 1998, that is funded by Legal Aid Ontario,
- ii. provides the legal services through the clinic to the community that the clinic serves and does not otherwise provide legal services, and
- iii. has professional liability insurance coverage for the provision of the legal services in Ontario that is comparable in coverage and limits to professional liability insurance that is required of a licensee who holds a Class L1 licence.

Student legal aid services societies

- 3. An individual who,
 - i. is enrolled in a degree program at an accredited law school,
 - ii. volunteers in, is employed by or is completing a clinical education course at a student legal aid services society, within the meaning of the *Legal Aid Services Act*, 1998,
 - iii. provides the legal services through the clinic to the community that the clinic serves and does not otherwise provide legal services, and
 - iv. provides the legal services under the direct supervision of a licensee who holds a Class L1 licence employed by the student legal aid services society.

Not-for-profit organizations

- 4. An individual who,
 - i. is employed by a not-for-profit organization that is established for the purposes of providing the legal services and is funded by the Government of Ontario, the Government of Canada or a municipal government in Ontario,
 - ii. provides the legal services through the organization to the community that the organization serves and does not otherwise provide legal services, and
 - iii. has professional liability insurance coverage for the provision of the legal services in Ontario that is comparable in coverage and limits to professional liability insurance that is required of a licensee who holds a Class L1 licence.

Acting for family, friend or neighbour

- 5. An individual,

- i. whose profession or occupation is not and does not include the provision of legal services or the practice of law,
- ii. who provides the legal services only occasionally,
- iii. who provides the legal services only for and on behalf of a related person, within the meaning of the *Income Tax Act* (Canada), a friend or a neighbour, and
- iv. who does not expect and does not receive any compensation, including a fee, gain or reward, direct or indirect, for the provision of the legal services.

Constituency assistants

6. An individual,

- i. whose profession or occupation is not and does not include the provision of legal services or the practice of law,
- ii. who is any one of the following:
 - A. A member of Parliament or his or her designee,
 - B. A member of Provincial Parliament or his or her designee,
 - C. A member of a council of a municipality or his or her designee, and
- iii. who provides the legal services for and on behalf of a constituent of the member.

Individuals intending to apply or who have applied for a Class P1 licence

7. An individual,

- i. whose profession or occupation, prior to May 1, 2007, was or included the provision of such legal services,
- ii. who will apply, or has applied, by not later than October 31, 2007, to the Society for a Class P1 licence,
- iii. who has professional liability insurance for the provision of the legal services in Ontario that is comparable in coverage and limits to professional liability insurance that is required of a holder of a Class L1 licence, and
- iv. who complies with the Society's rules of professional conduct for licensees who hold a Class P1 licence.

Time limit on providing Class P1 legal services without a licence

(2) The individual mentioned in paragraph 7 of subsection (1) may, without a licence, provide legal services in Ontario that a licensee who holds a Class P1 licence is authorized to provide only until,

- (a) if the individual is granted a licence prior to May 1, 2008, the day the individual is granted a licence; or
- (b) if the individual is not granted a licence prior to May 1, 2008, the later of,
 - (i) April 30, 2008,
 - (ii) the day the individual is granted a licence, and
 - (iii) the effective date of the final decision and order, with respect to the individual's application for a Class P1 licence,
 - (A) of the Hearing Panel, or
 - (B) of the Appeal Panel, if there is an appeal from the decision and order of the Hearing Panel.

Statutory accident benefits

(3) No individual may, without a licence, provide legal services in Ontario related to a claim, or a matter related to a claim, for statutory accident benefits within the meaning of the *Insurance Act* unless the person complies with the provisions of the *Insurance Act* and the regulations made thereunder with respect to the provision of the legal services.

Interpretation

33. (1) In this section,

“employer”, “survivor” and “worker” have the meanings given them in the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*;

“public servant” has the meaning given it in the *Public Service Act*.

Office of the Worker Adviser

(2) An individual who is a public servant in the service of the Office of the Worker Adviser may, without a licence,

- (a) advise a worker, who is not a member of a trade union, or the worker's survivors of their rights and responsibilities under the *Workplace Safety and Insurance Act, 1997*; and
- (b) represent a worker, who is not a member of a trade union, or the worker's survivors at the Workplace Safety and Insurance Board, the Workplace Safety and Insurance Appeals Tribunal and in other related proceedings.

Office of the Employer Adviser

(3) An individual who is a public servant in the service of the Office of the Employer Adviser may, without a licence,

- (a) advise an employer with respect to health and safety in the workplace; and
- (b) represent an employer at the Workplace Safety and Insurance Board, the Workplace Safety and Insurance Appeals Tribunal and in other related proceedings.

Review after two years

34. Before May 1, 2009, the Society shall assess the extent to which permitting the individuals mentioned in sections 32 and 33 to provide legal services without a licence is consistent with the function of the Society set out in section 4.1 of the Act and the principles set out in section 4.2 of the Act and determine whether the sections, in whole or in part, should be maintained or revoked.

Student under articles of clerkship

35. A student may, without a licence, provide legal services in Ontario under the direct supervision of a licensee who holds a Class L1 licence who is approved by the Society.

Re: Housekeeping Amendments to Paralegal Code of Conduct

It was moved by Mr. Dray, seconded by Mr. Lawrie, that Convocation approve the amendments to the Paralegal Code of Conduct set out in the Report.

Rule 8.03 (5) (d) – delete words “commissioner of oaths” and replace with “commissioner for taking affidavits”

Rule 9 – replace reference to By-Law 20 with By-Law 8.

Carried

Re: French Version of Paralegal Code of Conduct

It was moved by Mr. Dray, seconded by Mr. Lawrie, that Convocation approve the Paralegal Code of Conduct/Code de Déontologie des Parajuristes in French attached at Appendix 1 to the Report.

Carried

Items for Information

- Trust Accounts By-Law for Paralegals
- Proposed Amendment to the Licensing By-Law
- Communications

REPORT OF THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

Mr. Banack gave an oral report on the Law Foundation of Ontario.

REPORT OF THE LAW SOCIETIES OF CANADA

Mr. Champion gave an oral report on the Federation of Law Societies of Canada.

Report to Convocation
May 25, 2007

Report of the Federation of Law Societies of Canada's
Semi-Annual Conference

Purpose of Report: Information

Background

1. The Federation of Law Societies of Canada held their semi-annual conference between May 10 and 12, 2007 in St. John's, Newfoundland. In attendance from the Law Society of Upper Canada were John Champion, Vice-President of the Federation, the Treasurer, Malcolm Heins, and Katherine Corrick. Vern Krishna attended as Executive Director of the National Committee on Accreditation, Michelle Strom, President and Chief Executive Officer of LAWPRO attended as a guest speaker and Janine Miller attended on behalf of CanLII.

Council Meeting

2. The current President of the Federation is Michael W. Milani, Q.C. of Saskatchewan. Council elected Michael Milani as its President upon the resignation on March 2, 2007 by William H. Goodridge, Q.C. of Newfoundland. Mr. Justice Goodridge was appointed to the Supreme Court of Newfoundland in late February of 2007. The President-Elect is Bâtonnier Stéphane Rivard of Quebec and John Champion is Vice-President.
3. Council of the Federation met on May 10 and 11. The agenda included a number of items as follows:

Competition Issues Review

4. Council considered a draft response to the Commissioner of Competition's questionnaire. Authority was delegated to the Council's executive to finalize the Federation's response.

Litigation Committee

5. Council received the Litigation Committee Report, which reported its activities. The Federation has decided to intervene in the litigation challenging the efficacy of the regulations under *The Immigration and Refugee Protection Act*, and in the case of the *Privacy Commissioner of Canada v. Blood Tribe Department of Health*, a case in which the Privacy Commissioner of Canada is asserting that it has the power to compel production of documents over which solicitor-client privilege is claimed.
6. The Federation has also filed for standing at the Air India Commission Hearings. The Federation intends to make submissions on a number of issues under consideration by the Commission including limitations on the right to counsel, solicitor-client privilege, the independence of the judiciary, the ability of counsel to fulfill their duties to their clients in the context of the investigation and prosecution of terrorism offences, the legal framework of criminal trials, the constraints on terrorist financing, and anti-terrorism legislation.
7. The success of the Federation's intervention in the *Charkaoui* case was also noted.

Canadian Payments Association Committee

8. Bill C-37, an Omnibus Act to amend a variety of laws governing financial institutions, received Royal Assent late last month and is expected to be proclaimed into law soon. This Bill will enable electronic cheque images to replace paper cheques. It is anticipated that all Canadian banks will cease to provide the return of paper cheques by 2008.
9. This Committee has been actively working on this issue, making written submissions to the Canadian Payments Association (CPA) in 2006. Concerns have been raised by the Federation with respect to the proposed retention periods for electronic images, image quality and access to electronic images of both the front and the back of cheques and cost of access. Apparently the industry standard for record retention is six years. Legally, financial institutions must retain records for a minimum of five years pursuant to the *Proceeds of Crime (Money Laundering) and Terrorist Financing Act*. While the CPA has implemented a standard for capturing images that appears to have adequately addressed the issue of quality and front and back images, questions still remain about what banks will make available to their clients and at what cost.
10. The Federation's Committee intends to gather further information from law societies about their retention periods, and the rationale for them, and consult directly with financial institutions to determine what images will be made available to their customers and in what form.

Budget

11. Since 2003, the Federation of Law Societies of Canada has undergone significant changes. The governance structure was changed, and a Chief Executive Officer was hired. The Federation's office was relocated from Montreal to Ottawa. New staff were hired, including a Director of Policy and Public Affairs, a Director of Finance and Administration, and an Administrative Assistant.

12. Presently, the Federation is funded by all the provincial and territorial law societies, including the Chambre de Notaires. The current levy is \$13 per full-time equivalent member.
13. It is likely that the Federation will require an additional \$2 per full-time equivalent member. While the Law Society of Upper Canada has budgeted, in 2007, sufficient funds for such an increase, the Federation's Council will be further considering the matter and will be providing a report for the consideration of its member law societies.

Strategic Plan

14. Since the hiring of Jonathan Herman as Chief Executive Officer in June 2006, the Federation has been developing a strategic plan. Council is presently in the process of finalizing that plan for presentation to the member law societies.

Profile of the Federation

15. Since its move to Ottawa in the summer of 2006, the profile of the Federation has increased with the federal government. It was noted that the Federation of Law Societies has a representative on the recruitment committee for the Director of Public Prosecutions.

Model Code of Conduct

16. The Council reviewed a draft of the Model Code of Conduct. The Code is undergoing further editing, and will be distributed to member law societies for comment. The Code is largely based on the Law Society of Upper Canada's Rules of Professional Conduct.

National Committee on Accreditation

17. Professor Krishna reported that the National Committee on Accreditation is reviewing its procedures and requirements in light of the passage of the *Fair Access to Regulated Professions Act* in Ontario. Also, Professor Krishna noted that the Manitoba Legislative Assembly is considering *Bill 24, The Fair Registration Practices in Regulated Professions Act*, which includes provisions similar to those in the Ontario statute.
18. The workload of the National Committee on Accreditation continues to grow because of the increase in the number of Canadian students who are obtaining their law degrees abroad.

International Bar Association

19. The Federation of Law Societies will become a full voting member of the International Bar Association at the IBA Bar Leader's Conference on May 16, 2007 in Zagreb, Croatia. The IBA has recently expanded its mandate to include participation of regulatory bodies. Currently, the Canadian Bar Association is the only voting Canadian member of the International Bar Association.

Protocol on Law Office Searches

20. The Federation's Protocol on Law Office Searches has been delivered to the Department of Justice. Federation officials met with officials from the Department of Justice in April to discuss the protocol. The protocol has not been formally accepted by all provincial attorneys general, and further discussions between the federal Department of Justice and its provincial counterparts are necessary.
21. It is important that the Law Society of Upper Canada finish its consultation with the profession on the protocol, and provide the results to the Federation.

Federation Semi-Annual Conference

22. In conjunction with the meeting of Council, the Federation organized a conference that dealt with the following topics:
 - a. the inter-play between law societies and the judiciary;
 - b. CanLII initiatives;
 - c. reporting of complaints and claims information sharing – what should the relationship be between mandatory insurance programs and a law society's regulatory mandate; and
 - d. changing demographics and the future of the legal profession.
23. What is striking about the presentations at the Federation is how similar the challenges are for each of the provincial and territorial law societies.
24. The session on changing demographics and the future of the legal profession was particularly instructive as it provided an opportunity for an active discussion between all law societies regardless of size. The challenges of attracting new practitioners to non-urban centers, the relevance of the law societies' regulatory functions to many sectors of the bar, and the departure of younger lawyers from private practice were surprisingly similar. The lack of lawyers is so problematic in the Northwest Territories that the territorial government is about to engage in a co-operative advertising program with the law society to attract lawyers to the north.

LAURA LEGGE AWARD

The Treasurer announced the establishment of the Laura Legge Award.

REPORT FOR INFORMATION ONLY

- Ontario Regulation 167/07: Hearings Before the Hearing and Appeal Panels

MEMORANDUM

TO: All Benchers

FROM: Larry Banack
Chair, Tribunals Committee

RE: Regulation 167/07

DATE: May 25, 2007

In March 2007 Convocation approved proposed revisions to Ontario Regulation 30/99 be recommended to the Ministry of the Attorney General for approval by the Lieutenant Governor-in-Council.

The Ministry drafted the Regulation incorporating the Law Society's proposed revisions and the Treasurer approved the draft Regulation.

The Regulation, now known as Regulation 167/07, was approved on April 25, 2007, filed on April 26, 2007, published on e-Laws on April 27, 2007 and printed in *The Ontario Gazette* on May 12, 2007.

A copy is attached for Convocation's information.

ONTARIO REGULATION 167/07

made under the

LAW SOCIETY ACT

Made: March 29, 2007

Approved: April 25, 2007

Filed: April 26, 2007

Published on e-Laws: April 27, 2007

Printed in *The Ontario Gazette*: May 12, 2007

HEARINGS BEFORE THE HEARING AND APPEAL PANELS

Hearings Before the Hearing Panel

Proceedings to be heard by three members

1. (1) The chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign three members of the Hearing Panel to a hearing to determine the merits of any proceeding other than an application listed in subsection 2 (1).

(2) If the person who is the subject of the proceeding is a person licensed or applying to be licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor,

a) at least one of the members assigned under subsection (1) shall be an elected benchler licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor; and

b) at least one of the members assigned under subsection (1) shall be,

(i) a lay benchler, or

(ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.21 (3) (c) of the Act.

(3) If the person who is the subject of the proceeding is a person licensed or applying to be licensed to provide legal services in Ontario,

(a) one of the members assigned under subsection (1) shall be,

- (i) until the first election of benchers under subsection 16 (1) of the Act takes place, one of the two persons referred to in subsection 16 (6) of the Act,
- (ii) a person appointed by the Attorney General for Ontario under clause 25.2 (2) (a) of the Act and approved by him or her under clause 49.21 (3) (c) of the Act, or
- (iii) a person licensed to provide legal services in Ontario;

(b) one of the members assigned under subsection (1) shall be a person licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor; and

(c) one of the members assigned under subsection (1) shall be,

- (i) a lay bencher, or
- (ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.21 (3) (c) of the Act.

(4) If the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair is of the opinion that compliance with subsection (2) or (3), as the case may be, would unduly delay a hearing, the subsection does not apply.

(5) The chair or the vice-chair shall not assign more than one life bencher to a hearing to determine the merits of a proceeding.

(6) The chair or the vice-chair shall not assign more than one bencher who holds office under section 14 of the Act to a hearing to determine the merits of a proceeding.

Proceedings to be heard by one member

2. (1) Subject to subsection (2), the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair, shall assign either one member or three members of the Hearing Panel to a hearing to determine the merits of any of the following applications:

1. An application under subsection 34 (1) of the Act for a determination of whether a licensee has contravened section 33 of the Act by one or more of the following means (but not by other means):

- i. Practising law in Ontario, or holding himself or herself out as, or representing himself or herself to be, a person who may practise law in Ontario while his or her license is suspended.
- ii. Providing legal services in Ontario, or holding himself or herself out as, or representing himself or herself to be, a person who may provide legal services in Ontario while his or her license is suspended.
- iii. Breaching an undertaking to the Society.
- iv. Failing to honour a financial obligation to the Society.
- v. Failing to maintain an investment authority or a report on an investment as required by the by-laws.

- vi. Failing to maintain financial records as required by the by-laws.
- vii. Failing to respond to inquiries from the Society.
- viii. Failing to co-operate with a person conducting an audit, investigation, review, search or seizure under Part II of the Act.
- ix. Failing to pay costs awarded to the Society by the Hearing Panel or the Appeal Panel.

2. An application under subsection 34 (1) of the Act, if the parties to the application consent, in accordance with the rules of practice and procedure, to the application being heard by one member of the Hearing Panel.

- 3. An application under subsection 45 (1) of the Act.
- 4. An application under subsection 49.42 (1) of the Act, if the order giving rise to the application was made by one member of the Hearing Panel.
- 5. An application under subsection 49.42 (3) of the Act.
- 6. An application under subsection 49.43 (1) of the Act.

(2) If one member of the Hearing Panel is assigned to a hearing under subsection (1), the member assigned to the hearing may, on motion by a party to the application or on his or her own motion, transfer the hearing to three members assigned by the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair, and subsections 1 (2) to (6) apply for that purpose.

(3) If a hearing of a proceeding is transferred under subsection (2) to three members of the Hearing Panel, the hearing shall begin anew.

Motions in proceedings to be heard by three members

3. (1) This section applies to the hearing of motions in a proceeding in which the chair or the vice-chair assigns three members of the Hearing Panel to the hearing to determine the merits of the proceeding.

(2) If the motion relates to any of the following matters, the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign the same three members of the Hearing Panel who are to determine the merits of the proceeding to the hearing of the motion:

- 1. The jurisdiction of the Hearing Panel to hear and determine the proceeding.
- 2. The jurisdiction of the Society to initiate the proceeding.
- 3. The exclusion of the public from all or part of a hearing.
- 4. A stay of the proceeding.
- 5. The exclusion of witnesses from all or part of a hearing.
- 6. A constitutional issue.

(3) If the motion is for an interlocutory order suspending a licensee's licence or restricting the manner in which a licensee may practise law or provide legal services, the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign three members of the Hearing Panel to the hearing of the motion, and is not required to assign any of the members who are to determine the merits of the proceeding.

(4) If the motion is not described in subsection (2) or (3), the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign either one member or three members of the Hearing Panel to the hearing of the motion, and is not required to assign any of the members who are to determine the merits of the proceeding.

(5) If three members of the Hearing Panel other than the three members who are to determine the merits of the proceeding are assigned under subsection (3) or (4) to the hearing of a motion, the members assigned to the hearing of the motion may, on motion by a party to the motion or on their own motion, transfer the hearing of the motion to the three members who are to determine the merits of the proceeding.

(6) If one member of the Hearing Panel is assigned to the hearing of a motion, the member may, on motion by a party to the motion or on his or her own motion, transfer the hearing,

(a) to the three members of the Hearing Panel who are to determine the merits of the proceeding; or

(b) to three other members of the Hearing Panel assigned by the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair.

(7) If a hearing of a motion is transferred under subsection (5) or (6), the hearing shall begin anew.

(8) If three members of the Hearing Panel are assigned to the hearing of a motion under this section, the chair or the vice-chair shall not assign to the hearing,

(a) more than one life bencher; or

(b) more than one bencher who holds office under section 14 of the Act.

Motions in proceedings to be heard by one member

4. (1) This section applies to the hearing of motions in a proceeding in which the chair or the vice-chair assigns one member of the Hearing Panel to the hearing to determine the merits of the proceeding.

(2) If the motion relates to any of the following matters, the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign the same member of the Hearing Panel who is to determine the merits of the proceeding to the hearing of the motion:

1. The jurisdiction of the Hearing Panel to hear and determine the proceeding.
2. The jurisdiction of the Society to initiate the proceeding.
3. The exclusion of the public from all or part of a hearing.
4. A stay of the proceeding.
5. The exclusion of witnesses from all or part of a hearing.
6. A constitutional issue.

(3) If the motion is for an interlocutory order suspending a licensee's licence or restricting the manner in which a licensee may practise law or provide legal services, the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign three members of the Hearing Panel to the hearing of the motion, and is not required to assign the member who is to determine the merits of the proceeding.

(4) If the motion is not described in subsection (2) or (3), the chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign one member of the Hearing Panel to the hearing of the motion, and is not required to assign the member who is to determine the merits of the proceeding.

(5) If a member of the Hearing Panel other than the member who is to determine the merits of the proceeding is assigned under subsection (4) to the hearing of a motion, the member assigned to the hearing of the motion may, on motion by a party to the motion or on his or her own motion, transfer the hearing of the motion to the member who is to determine the merits of the proceeding.

(6) If a hearing of a motion is transferred under subsection (5), the hearing shall begin anew.

HEARINGS BEFORE THE APPEAL PANEL

Appeals to be heard by five members

5. (1) The chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign five members of the Appeal Panel to a hearing of an appeal if the appeal is from any of the following:

1. A final decision or order made in a proceeding before the Hearing Panel to which three members were assigned to determine the merits of the proceeding.
2. A costs order made in a proceeding before the Hearing Panel to which three members were assigned to determine the merits of the proceeding.
3. An interlocutory order suspending a licensee's licence or restricting the manner in which a licensee may practise law or provide legal services.

(2) If a party to the appeal is a person who is or was licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor, or a person applying to be so licensed,

- (a) at least three of the members assigned under subsection (1) shall be elected benchers licensed to practise law in Ontario as barristers and solicitors; and
- (b) at least one of the members assigned under subsection (1) shall be,
 - (i) a lay bencher, or
 - (ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.29 (3) (c) of the Act.

(3) If a party to the appeal is a person who is or was licensed to provide legal services in Ontario, or a person applying to be so licensed,

- (a) two of the members assigned under subsection (1) shall each be,
 - (i) until the first election of benchers under subsection 16 (1) of the Act takes place, one of the two persons referred to in subsection 16 (6) of the Act,
 - (ii) a person appointed by the Attorney General for Ontario under clause 25.2 (2) (a) of the Act and approved by him or her under clause 49.29 (3) (c) of the Act, or
 - (iii) a person licensed to provide legal services in Ontario;
- (b) two of the members assigned under subsection (1) shall be persons licensed to practise law in Ontario as barristers and solicitors; and
- (c) one of the members assigned under subsection (1) shall be,
 - (i) a lay bencher, or
 - (ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.29 (3) (c) of the Act.

Appeals to be heard by three members

6. (1) The chair or, in the absence of the chair, the vice-chair shall assign three members of the Appeal Panel to a hearing of an appeal if the appeal is from any of the following:

1. A final decision or order made in a proceeding before the Hearing Panel to which one member was assigned to determine the merits of the proceeding.
2. A costs order made in a proceeding before the Hearing Panel to which one member was assigned to determine the merits of the proceeding.
3. An order made under section 46, 47, 47.1, 48 or 49 of the Act.

(2) If a party to the appeal is a person who is or was licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor, or a person applying to be so licensed,

- (a) at least one of the members assigned under subsection (1) shall be an elected bencher licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor; and
- (b) at least one of the members assigned under subsection (1) shall be,
 - (i) a lay bencher, or
 - (ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.29 (3) (c) of the Act.

(3) If a party to the appeal is a person who is or was licensed to provide legal services in Ontario, or a person applying to be so licensed,

- (a) one of the members assigned under subsection (1) shall be,
 - (i) until the first election of benchers under subsection 16 (1) of the Act takes place, one of the two persons referred to in subsection 16 (6) of the Act,
 - (ii) a person appointed by the Attorney General for Ontario under clause 25.2 (2) (a) of the Act and approved by him or her under clause 49.29 (3) (c) of the Act, or
 - (iii) a person licensed to provide legal services in Ontario;
- (b) one of the members assigned under subsection (1) shall be a person licensed to practise law in Ontario as a barrister and solicitor;
- (c) one of the members assigned under subsection (1) shall be,
 - (i) a lay bencher, or
 - (ii) a person approved by the Attorney General for Ontario under clause 49.29 (3) (c) of the Act.

Revocation

7. Ontario Regulation 30/99 is revoked.

Commencement

8. This Regulation comes into force on the later of May 1, 2007 and the day it is filed.

Made by:
Pris par :

Law Society of Upper Canada:
Barreau du Haut-Canada :

Gavin MacKenzie

Treasurer

Katherine Corrick

Secretary to Convocation

Date made: March 29, 2007.
Pris le : 29 mars 2007.

[Back to top](#)

Français

CONVOCATION ROSE AT 1:00 P.M.

Confirmed in Convocation this 28th day of June, 2007.

Treasurer